



14-18 : l'étrange paix russe

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15415 - 7 F

VENDREDI 19 AOÛT 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Délicate relève à Sri-Lanka

BIEN que l'opposition de gauche ait nettement battu, lors des élections législatives du mardi 16 août, les conservateurs au pouvoir depuis dix-sept ans au Sri-Lanka, le terrain est loin d'être dégagé devant M^{me} Kumaranatunga, sur-nommée «Chandrika», chef de file du Parti de la liberté (SLFP), pilier de l'Alliance populaire victorieuse.

Atteint plus que quiconque par la défaite de sa formation, l'UNP (Parti national uni), le président Wijetunga a, certes, peu de moyens de tergiverser : il devrait donc appeler bien vite «Chandrika» à diriger le futur gouvernement. Même appuyé sur une Constitution très présidentielle, le chef de l'Etat, en effet, a une marge de manœuvre réduite : le Parlement qui vient d'être élu est en majorité hostile, puisque M^{me} Kumaranatunga s'est assurée, dans la foulée de sa victoire, le soutien complémentaire de petites formations élues par les minorités religieuses et ethniques, musulmane et tamoule, qui forment un quart de la population de l'île.

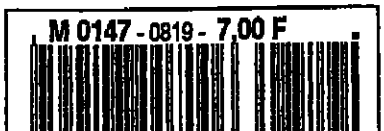
MAIS c'est précisément le caractère hétéroclite de sa coalition qui sera le premier handicap de la nouvelle «femme forte» du Sri-Lanka. Son Alliance marie en effet un SLFP revenu au centre après sa phase socialiste des années 70 quand la mère de «Chandrika», M^{me} Bandaranaike, était premier ministre, à des groupes de gauche et d'extrême gauche.

En outre, le soutien des groupes représentant les minorités ne lui a été acquis que tardivement, en raison d'un ton inhabituellement chauvin dont M. Wijetunga avait usé après son élection, sans doute par les «Tigres» tamouls, de son prédécesseur Premadasa le 1^{er} mai 1993 en vue de conforter sa position dans la majorité cinghalaise. Il faudra certes au nouveau premier ministre bien plus qu'une habileté tactique, au Parlement, pour résoudre le principal problème du pays : la virtuelle sécession, depuis 1990, du nord de l'île sous l'égide, précisément, des «Tigres», ainsi que la guérilla que mènent, dans l'est, ces représentants autodésignés de la minorité tamoule.

AUTRE difficulté pour M^{me} Kumaranatunga : cette ancienne gauchiste, et qui aime à rappeler son passé tout en insistant sur les orientations désormais favorables à une «politique de marché» de son parti, devra rassurer les milieux d'affaires, nationaux et étrangers. Ceux-ci ont contribué au réel dynamisme de l'économie sri-lankaise depuis le tournant libéral, alors stupéfiant pour un pays du tiers-monde, que lui a imprimé, à partir de sa victoire de 1977, le Parti national uni.

Enfin, ou peut-être d'abord, «Chandrika» devra démontrer ses talents politiques... face à sa propre mère, qui, à soixante-dix-huit ans, demeure présidente du SLFP et se verrait bien comme futur chef de l'Etat. La très grande aptitude des relations passées des deux femmes n'est certes pas du meilleur augure pour l'avenir !

page 4



Selon des documents des services secrets de l'ex-RDA

M^{re} Vergès aurait été l'émissaire de Carlos auprès de la France en 1982

Les documents que le juge Bruguière a rapportés ces derniers mois d'Allemagne, auxquels notre correspondant à Berlin a eu accès, montrent que l'avocat Jacques Vergès se serait proposé, en 1982, comme intermédiaire dans les négociations que Carlos tentait alors de nouer avec le gouvernement français pour obtenir la libération de Magdalena Kopp et de Bruno Bré-

guet. Deux anciens conseillers de Pierre Mauroy et de Gaston Defferre, à l'époque respectivement premier ministre et ministre de l'intérieur, nous ont confirmé que M^{re} Vergès s'était présenté comme l'émissaire du terroriste. Il aurait même évoqué la possibilité de «contacts directs» avec Carlos. Le gouvernement n'avait pas donné suite à ces propositions.

BERLIN

de notre correspondant

Les documents de la Stasi que le Monde a pu consulter à Berlin et qui ont été pour l'essentiel transmis au juge Bruguière par la justice allemande éclairent d'un jour nouveau le rôle d'intermédiaire joué par M^{re} Jacques Vergès, en 1982, entre le gouvernement français et le groupe terroriste de Carlos. Après le démantèlement de la Stasi, et apparemment avant même la réunification de l'Allemagne, en 1990, les dossiers de l'ancienne sécurité d'Etat est-allemande ont été rapidement mis en lieu sûr par le parquet fédéral de Karlsruhe. Ces dossiers, qui remplissent des armoires entières, comprennent à la fois le fruit du travail opérationnel de la Stasi et le résultat de la surveillance pointilleuse dont Carlos et sa bande faisaient l'objet lors de leurs

séjours à Berlin-Est, aussi bien de la part de la Stasi que des services secrets hongrois. Un travail de foumi qui donne une idée de la fébrilité des services en question.

Parmi les documents que les Hongrois fournissent à leurs collègues est-allemands, et qui ont été retrouvés au siège de la Stasi, dans la Normannenstrasse de Berlin-Est, se trouvent de gros volumes reliés, répertoriés par année, contenant des centaines de notes manuscrites, écrites soit par Carlos lui-même, soit, plus souvent, par son «lieutenant», Johannes Weirich. Rien n'échappait, apparemment, aux services est-allemands et hongrois des faits et gestes des terroristes dans les résidences dorées qui étaient mises à leur disposition.

D'une petite écriture serrée et soignée, Weirich consignait minutieusement au jour le jour ses conversations et les projets du

groupe. Un trésor pour les enquêteurs chargés de dénouer les fils des divers attentats commis à cette période. Dans ces notes, qui ont été mises à la disposition du juge Bruguière depuis plusieurs mois, le nom de l'avocat Jacques Vergès apparaît à partir de l'année 1982 dans le cadre de l'affaire Bréguet-Kopp. M^{re} Vergès était le défenseur de Carlos, arrêté cette même année à Paris en compagnie de Bréguet après avoir été trouvé en possession d'explosifs. Dans ces notes, M^{re} Vergès est mentionné parfois sous son nom, parfois sous le nom de code «Herzog». L'avocat suisse de Bréguet, Ramber, apparaît quant à lui parfois sous le nom de «Duke», parfois sous celui de «Graf».

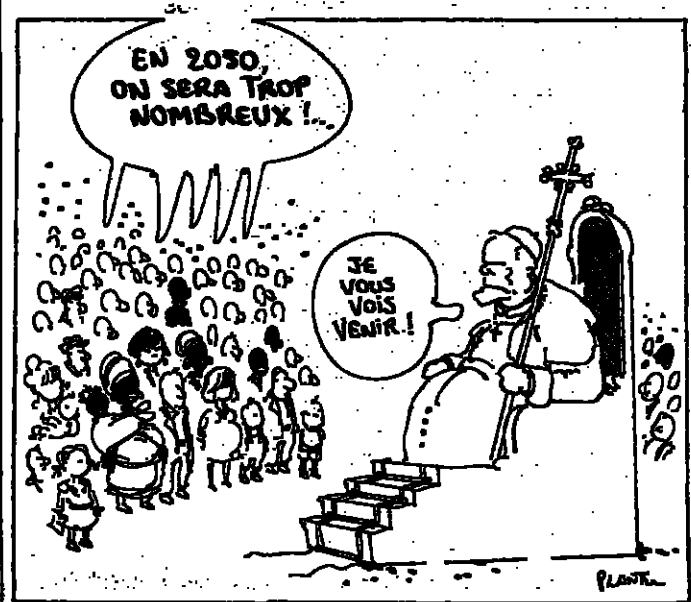
HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 8 et nos autres informations pages 8 et 9

Malgré l'hostilité du Vatican

L'ONU souhaite renforcer le contrôle des naissances

L'amélioration de la situation économique et sociale des femmes est l'un des moyens susceptibles de ralentir la croissance de la population mondiale, estime le Fonds des Nations unies pour la population dans son rapport annuel, publié le 17 août, avant la Conférence internationale du Caire prévue en septembre. Ce rapport plaide également pour un renforcement du contrôle des naissances, qui se heurte à l'hostilité du Vatican et de certaines autorités musulmanes.



Lire nos informations page 17

Elias Canetti ou le territoire de l'homme

Le Prix Nobel de littérature 1981 est mort dimanche 14 août à Zurich, à l'âge de 89 ans

«La mort vient se glisser dans nos heures les plus isolées, les plus personnelles. Comment pourrions-nous finalement n'y pas succomber ?» Elias Canetti a eu la faiblesse d'y succomber, lui qui toute sa vie a «insulté» la mort, se réservant le privilège de ne pas la traiter comme une affaire métaphysique.

Aux philosophes trop présomptueux qui ont omis de penser la fin dernière, Canetti disait sa fierté de n'avoir jamais «flatté» la Faucheuse. Il alla même jusqu'à se doter d'un complice imaginaire qu'il baptisa «l'Ennemi de la mort». L'ennemi de la mort a donc été terrassé par son adversaire victorieux : reste à conclure une amnistie avec la mort, puisqu'elle permettra à quelques-uns d'aller à la rencontre de celui qui a vécu. Non et non, s'écrierait Elias Canetti. Il faut «haïr la mort de tout être comme la sienne propre ; faire un jour la paix avec tout, mais jamais avec la mort». Gardons-nous d'élever un monument qui scellerait le triomphe de la mort sur le génie et entraine chez Elias Canetti sans couronne funèbre, mais avec cette avide curiosité pour celui qui avait «réussi à prendre ce siècle à la gorge».

Né en 1905 à Roustchouk sur le Danube, Elias Canetti vagabonda à travers toute l'Europe, de Manchester à Zurich en passant par Lausanne, Francfort et Vienne. Ses parents, issus d'une famille de sépharades espagnols vouée au commerce, n'avaient de passion que pour le Burgtheater et les fêtes de la ville impériale. Ils parlaient espagnol et anglais à leurs enfants, l'allemand étant la «langue secrète» de leurs moments de complicité amoureuse. Sans doute Canetti avait-il conçu sa haine de la mort quand son père, à l'âge de trente ans, disparut, foudroyé par une crise cardiaque. Depuis lors, Canetti ne cessait de répéter

combien l'horripilait la monstrueuse expression «mourir à son heure».

La mort précoce de ce père qui l'avait initié à la littérature haïssait le jeune Elias jusqu'à ce que sa mère, peu avant de succomber à une tuberculose, lui révélât la dernière «version» sur ce décès : elle avait trahi son mari et s'en était vantée devant lui. L'autobiographie de Canetti (1) s'ouvre sur le deuil du père en 1913 ; le troisième volume, *Jour de regard*, s'achève sur l'enterrement, un quart de siècle plus tard, de la mère : «Ceux que nous sommes incapables de garder en vie doivent pouvoir nous reprocher de n'avoir rien fait pour les sauver. Ce reproche implique un défi qu'ils nous transmettent, la folle et divine illusion que nous pourrions vaincre la mort».

En souvenir de son mari qui, par pitié filiale, avait renoncé à une carrière d'acteur au Burgtheater pour une occupation mercantile, la mère d'Elias Canetti, jeune veuve impétueuse, apprit à son fils l'allemand et l'entraîna à Vienne. C'est là que l'amour porté par l'adolescent aux livres se transforma en passion clandestine. Le jour, il parlait littérature avec sa mère (une fanatique de Shakespeare et de Strindberg), la nuit il engloutissait en cachette un bou-

quin après l'autre, sans se soucier de la qualité. Vingt ans plus tard, en 1935, quand parut son roman *Autodéfense* (2), on s'avoua qu'il avait communiqué à Peter Kien, son héros, cet appétit vorace pour l'imprimé.

«La meilleure définition de la patrie, c'est bibliothèque», clame Peter Kien, le sinologue qui a dilapidé sa fortune dans l'achat de vingt-cinq mille éditions rares, volumes précieux et manuscrits introuvables. Cet érudit traite ses semblables, la «racaille illétrée», avec mépris, s'adressant à la bête humaine à l'immortelle intelligence des livres. Aussi, quand lui, la «tête sans le monde», condescend à frayer avec ses pareils, il se heurte à un «monde sans tête». Les ruses, la cupidité, l'infamie des hommes lui échappent. L'humanité pour lui se divise en deux catégories : les «cochons», qui veulent se débarrasser des livres, papiers inutiles, et les anges, qui n'ont de désir que pour la page imprimée.

Afin que sa bibliothèque ait une «gouvernante» digne de ce nom, il épouse sa servante de dix-sept ans son aînée, une créature mi-bête, mi-grotesque. Par respect des livres, il se laisse duper par Fischer, le main bossu qui rêve d'être champion du monde d'échecs, mais qui se révèle un

misérable expert en escroquerie. Kien se poste chaque jour devant le mont-de-piété pour racheter les volumes que viennent mettre en gage des miséreux. Il décrit que l'existence des femmes nuit aux livres et exige une loi «visant à l'abolition du sexe féminin». Qu'ont fait les femmes dans l'histoire ? Des enfants et des intrigues. Cet épisode ravit la mère de Canetti : elle aurait pu signer ce roman, lui dit-elle. Elle le comparait à son idole August Strindberg, et le voyait «entouré de femmes conquises par la misogynie» d'Auto-da-fé et brillant de se voir punies d'être femmes.

Une voix souffle au sinologue : «Il n'y a pas de livres. Tout est vanité !» Il finit par mettre le feu à sa bibliothèque et se laisse happer par les flammes de son érudition. Canetti devait avouer plus tard qu'il ne se pardonna jamais d'avoir antisé ce brasier. Il avait écrit l'un de ces romans dont il condamnait pourtant le «plaisir hypothétique qu'ils apportent : ils arrivent à désagréger le caractère le plus ferme». Qu'auraient pensé de cet autodafé ses maîtres, Gogol auquel il avait emprunté ses extravagances, Stendhal qui lui avait légué son code civil, et Kafka qui lui avait appris le langage de l'inquiétude (3) ?

ROLAND JACCARD

Lire la suite page 15

Décès du philosophe israélien Yeshayahou Leibowitz

Le philosophe israélien Yeshayahou Leibowitz est mort jeudi 18 août à Jérusalem. Il était âgé de 81 ans. Originaire de Riga, en Lettonie, il s'était installé en Palestine en 1936. Titulaire de cinq doctorats, il défendait sur le plan religieux des positions traditionnelles. Depuis 1967, il n'avait cessé de s'élever contre l'occupation de la Cisjordanie, s'attirant les foudres de la droite nationaliste.

page 22

Retrait confirmé au Rwanda

Les militaires français auront quitté la «zone humanitaire sûre», créée par la France au sud-ouest du Rwanda, lundi 22 août, respectant ainsi exactement l'échéance du mandat accordé par l'ONU. Le gouvernement de Kigali, en effet, clairement indiqué qu'il souhaitait le départ des Français à la date prévue. L'ampleur de l'exode provoqué par ce départ varie en fonction des sources, selon qu'il s'agit des militaires français ou des organismes humanitaires.

page 3

Islam : le point de vue d'un dignitaire chiite

Une personnalité chiite irakienne, Yousef El-Khoi, petit-fils du Grand Ayatollah El-Khoi - décédé en 1992 - met en garde contre les risques de dérapages graves dans la relation entre l'Islam et l'Occident à la faveur, notamment, de la violence impudique ou revendiquée par les extrémistes musulmans. Il invite les deux parties à retrouver, dans le respect réciproque, le «terrain de rencontre» des deux civilisations.

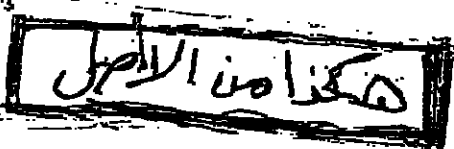
page 7

Le groupe Pinault emporte la FNAC

Après cinq semaines de négociations, la Générale des eaux et le groupe Pinault ont annoncé, jeudi 18 août, un accord sur l'avenir de la FNAC. La Générale, qui en détient le tiers du capital, renonce à son droit de préemption sur les 64,8 % restants, que le Crédit lyonnais, actuel propriétaire, vendra donc au groupe Pinault. Mais, elle a obtenu, en échange, d'être étroitement associée à sa gestion.

page 18

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 90 p ; Grèce, 300 DR grécques, 1,90 € ; Italie, 2400 L ; Liban, 1,20 US\$; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Roumanie, 8 F ; Sénégal, 100 F CFA ; Suède, 15 KRN ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 800 m ; USA, 2,50 \$ (N.Y. 2 \$).



28. Trotski à Brest-Litovsk



Trotski, à la fin des pourparlers : son « ni paix ni guerre » a échoué. La Russie va accepter un traité humiliant. (Photo D.R.)

Le 21 janvier 1918, le président du Conseil des commissaires du peuple, Lénine, s'adressait à une soixantaine de militants bolcheviques de Petrograd. Dans ses *Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste*, il s'affirmait partisan de faire le plus rapidement possible la paix avec l'Allemagne et avec l'Autriche-Hongrie et de se plier à leurs volontés d'annexion. C'était pour lui le seul moyen de sauver l'essentiel, la révolution.

La position de Lénine était loin de faire l'unanimité, et le débat faisait rage chez les dirigeants et les militants bolcheviques.

Au mois d'octobre 1917, il n'y avait pratiquement plus d'autorité en Russie. A Petrograd, les dirigeants bolcheviques étaient persuadés que le pouvoir allait bientôt tomber entre leurs mains comme un fruit mûr. Ce n'était pas l'avis de Lénine, qui, réfugié en Finlande, voulait une vraie révolution, avec une véritable insurrection.

Les autres dirigeants se résignèrent à céder à cet « *obsédé de la révolution* », comme le disaient certains, mais l'événement passa à peu près inaperçu. Le Palais d'Hiver, siège du gouvernement provisoire, est envahi sans que les assaillants comprennent une seule victime. A la suite de ce discret coup d'Etat, Lénine se trouve au pouvoir... dans l'indifférence générale, sauf à Moscou, où les bolcheviques ne l'emportent qu'après huit jours de combats acharnés.

Les affaires étrangères ont été confiées à Léon Trotski. Lénine et ses camarades savent que leur seule possibilité de se maintenir au pouvoir est de régler les questions de la terre et de la guerre. Celle de la terre sera résolue, en fait, sans eux : les paysans s'emparent de la terre et se la partagent.

Quant à la guerre, la déroute des gouvernements provisoires successifs avait été la conséquence de leur refus ou de leur incapacité à en faire sortir la Russie. Un des premiers documents que publia le nouveau pouvoir fut le décret sur la paix, texte de propagande invitant tous les peuples et tous les gouvernements à

ouvrir sans délai les négociations pour une juste paix démocratique. L'appel ne reçut aucune réponse, ni des gouvernements ni des peuples, en supposant qu'ils en aient eu connaissance.

Pour faire la paix, on ne pouvait se contenter de lancer des appels à la cantonade, il fallait prendre contact avec l'adversaire. Du côté allemand, même si on était convaincu que l'armée russe était hors d'état de combattre, conclure rapidement un armistice, puis la paix, avec la Russie comportait l'avantage évident de pouvoir dans les mois qui suivraient transférer sur le front occidental des centaines de milliers de soldats et remporter la victoire avant l'entrée en action des troupes américaines.

Mais ce n'était pas le seul objectif. Les circonstances permettaient de se livrer à de larges annexions. Le gouvernement bolchevique convenait parfaitement aux Allemands - c'était d'ailleurs eux qui avaient favorisé le retour de Lénine en Russie - persuadés qu'il accroîtrait la désorganisation de la Russie et que, pour se maintenir, il serait prêt à toutes les concessions.

Le 1^{er} décembre 1917, une délégation russe partit pour Brest-Litovsk, où était installé le quartier général des forces allemandes. Dirigée par Adolf Joffé, un proche de Trotski, elle comprenait aussi un autre dirigeant bolchevique important, Lev Kamenev. Les pourparlers eurent lieu dans l'ancien club des officiers russes.

La délégation allemande comprenait le général Hoffmann, commandant en chef sur le front oriental. Elle était dirigée par Richard von Kuhlmann, ministre des affaires étrangères, qui passait pour un expert des questions russes. La délégation autrichienne était conduite aussi par le ministre des affaires étrangères, le comte Czernin.

Le 3 décembre, un armistice est signé, avec effet le 4, pour une période de vingt-huit jours.

De part et d'autre, on mène les négocia-

tions avec lenteur. La tactique bolchevique est de faire traîner les choses et d'utiliser ce répit pour appeler le prolétariat mondial à imiter la révolution bolchevique.

Du côté germano-autrichien, on ne presse pas non plus le mouvement. De fortes divergences existent entre les Allemands et les Autrichiens, pour qui l'essentiel est de finir la guerre. Les Allemands eux-mêmes ne sont pas d'accord entre eux. Les militaires, bien davantage que les civils, estiment indispensable d'obtenir de larges annexions.

Néanmoins, vers la fin du mois de décembre, les chefs de l'armée, Hindenburg et Ludendorff, font savoir à l'empereur qu'il n'est pas possible de continuer à tergiverser, que le moral de l'armée risque de pâtir de l'impression de faiblesse donnée par les négociateurs allemands et que l'active politique de fraternisation menée le long du front par les bolcheviques peut, à force, avoir des conséquences.

Que les Allemands aient besoin de reprendre l'initiative, l'attitude de Trotski le montre. Il croit vraiment qu'ils « *battent en retraite* », affolés par la peur de la révolution. Il multiplie les provocations : il met officiellement 2 millions de roubles à la disposition du mouvement révolutionnaire international ; Joffé reçoit pour instruction de réclamer le transfert des négociations dans une ville neutre comme Stockholm, où elles pourraient sans entraves devenir la tribune de la propagande bolchevique.

Après une suspension, les négociations reprennent le 9 janvier. Pour donner une nouvelle impulsion à la politique qui semble avoir réussi, Trotski vient en personne à Brest-Litovsk, flanqué de Karl

Trotski tenta de sortir de la guerre avec brio en imposant une solution originale : refuser une paix léonine octroyée par les Allemands et, puisque la guerre révolutionnaire était utopique, mettre fin au conflit de manière unilatérale. Mais il fallut, au prix de déchirements et de crises chez les bolcheviks, céder. Le 3 mars 1918, la Russie signait le traité qui la démembrait.

Provocations révolutionnaires et pacifistes

Radek (un sujet autrichien !), chargé de l'organisation de la propagande auprès des soldats allemands et autrichiens ! D'ailleurs, à peine descendu du train, Radek commence à distribuer des tracts aux soldats qui se trouvent là...

Trotski reprend avec plus d'ampleur la politique dilatoire de Joffé. Devant les négociateurs adverses médusés, il prononce d'interminables discours et adresse des harangues enflammées aux prolétaires du monde entier. En fait, Trotski est conscient que, pour les peuples engagés dans la lutte contre

l'Allemagne, la paix séparée peut être désastreuse pour l'image du bolchevisme. Son objectif n'est pas seulement de gagner du temps, mais d'éviter ce danger.

Le 18 janvier, le général Hoffmann coupe court à ces palabres. Il apporte une carte où est tracée la nouvelle frontière : elle correspond aux régions déjà occupées par l'armée allemande : les territoires polonais, de larges parties de la Russie occidentale, la Lituanie, le sud de

LIRE

- Richard Pipes *La Révolution russe* PUF, 1993
- Pierre Broué *Trotski* Fayard, 1988
- Annie Kriegel *Aux origines du communisme français* Mouton, 1964
- Jacques Levesque *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours* Armand Colin, 1980

la Lettonie, sans compter l'Ukraine, dont les Allemands ont reconnu le gouvernement indépendant... au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Trotski demande et obtient une suspension de douze jours pour pouvoir aller conférer avec les autres dirigeants bolcheviques. Quand il arrive à Petrograd, il apprend que l'Assemblée constituante, où les bolcheviques étaient minoritaires, a été dissoute le jour même de sa réunion. Solidaire de cette décision, il n'en est pas moins convaincu que cela affaiblit la position internationale des bolcheviques. La situation s'est brusquement obscurcie.

Plus grave encore, le parti bolchevique est profondément divisé, non pas en deux tendances, mais en trois. Seul Lénine est fanatiquement partisan de la paix séparée, quelles qu'en soient les conditions. La majorité du comité central, et très vraisemblablement du Parti bolchevique, est derrière Boukharine : accepter les conditions allemandes est non seulement immoral, mais suicidaire.

Contre les Allemands, il faut, à l'instar de la révolution française, déclencher une « *guerre révolutionnaire* ». Elle sera le stimulant d'un mouvement révolutionnaire en Allemagne. La Révolution mondiale passe par là.

Une position originale a mûri chez Trotski. On ne peut accepter la paix imposée par les Allemands, mais il ne croit pas la guerre révolutionnaire possible. Il faut donc mettre fin à la guerre de façon unilatérale. Ni paix ni guerre, proclame Trotski.

Dans la fièvre, les réunions des hautes instances bolcheviques ne cessent de se succéder, avec souvent des participants différents. La confusion est extrême. Une seule chose est claire : Lénine est en minorité. En désespoir de cause, il préfère se rallier à la position de Trotski, qui évite le pire, la guerre révolutionnaire. Il est persuadé qu'elle sonnerait le glas de la révolution en Russie.

Trotski est reparti pour Brest-Litovsk, où les négociations reprennent le 28 janvier. Ses discours n'empêchent pas les Allemands de marquer des points, en signant un traité avec la Rada (Assemblée) d'Ukraine. Il faut en finir. « *Nous déclarons à tous les peuples et gouvernements que nous sortons de la guerre [...]* », proclame-t-il le 10 février. « *Le gouvernement de la République fédérale russe informe [...] que tout en refusant de signer la paix d'agression la Russie déclare en même temps la guerre terminée avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie. Les ordres pour la démobilisation générale ont déjà été donnés.* »

La délégation des Empires centraux reste sans voix ; le joffu général Hoffmann rougit et explose : « *Inouï !* », lance-t-il. Trotski reprend immédiatement le train avec la délégation russe.

Arrivé à Petrograd, satisfait, il confie à Lénine sa certitude presque totale que les Allemands n'attaqueront pas.

Trotski a-t-il gagné ? Kuhlmann est partisan d'accepter cette paix *de facto*. On ne détruit pas une situation révolutionnaire avec un sabre, dit-il, et occuper Petrograd ne régèlerait rien. Ce n'est pas l'avis des chefs militaires ; après avoir balancé, l'empereur Guillaume II leur donne raison. L'armistice s'achève le 17 février.

Le 16, le gouvernement soviétique reçoit un ultimatum : il a jusqu'au 18 à midi pour accepter les conditions allemandes.

Trotski a-t-il perdu ? Les Allemands vont-ils mettre leurs menaces à exécution ? Lénine, qui ne veut plus tergiverser, est encore mis en minorité, mais à l'heure dite les troupes allemandes passent à l'offensive. Les soldats avancent, l'arme à la bretelle. Aucune résistance. « *Cette guerre est la plus comique que j'aie jamais connue* », note le général Hoffmann.

Trotski s'accroche encore à son rêve : il faut attendre maintenant que l'offensive se développe pour qu'on en apprécie l'ampleur. Ne va-t-elle pas provoquer le soulèvement du prolétariat allemand ? « *Attendre, c'est trahir la révolution* », s'exclame Lénine, exaspéré par l'utopie de ses camarades. La tension est extrême.

En fait, le comité central est divisé en deux blocs pratiquement égaux. Le Parti bolchevique est menacé d'explosion. Dans la nuit, Trotski rejoint la position de Lénine, et, à une voix de majorité, la position de ce dernier est adoptée.

Par télégramme, le commandement allemand est informé que les conditions sont acceptées. Une délégation va partir pour Brest-Litovsk. Mais c'est bientôt la panique parmi les dirigeants bolcheviques. Les Allemands ne répondent pas, leurs troupes continuent d'avancer à grande allure.

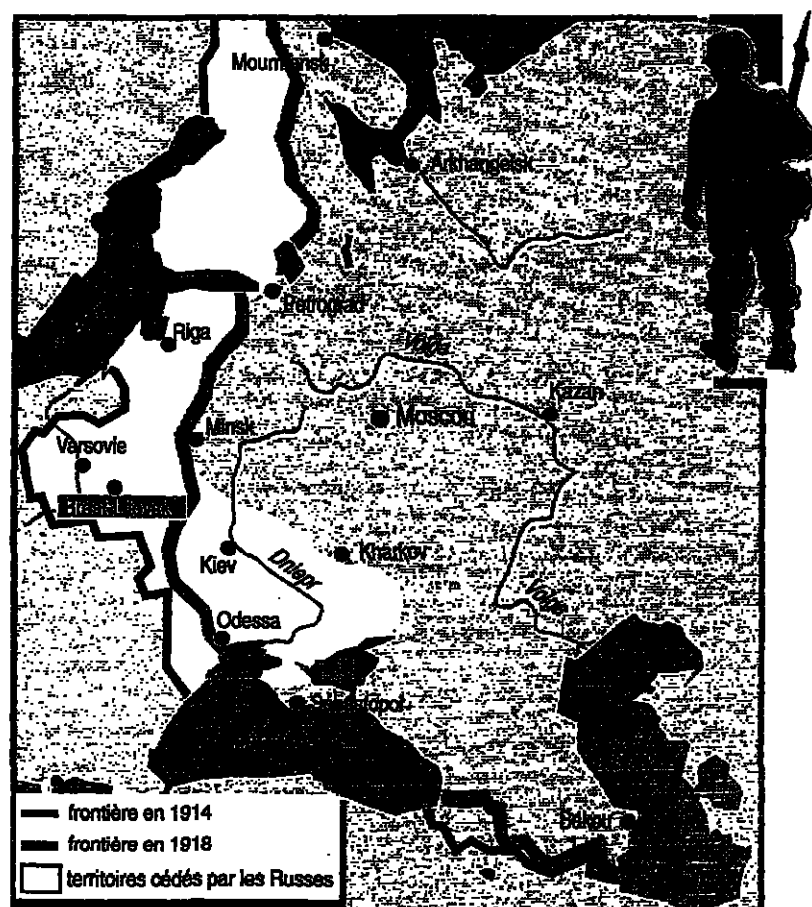
Les jours passent, toujours pas de réponse. Même Lénine pense qu'il va falloir se battre et mourir. On fait feu de tout bois. La patrie du socialisme est déclarée « *en danger* ». On décide de faire appel aux Alliés et d'accepter l'aide des « *brigands de l'impérialisme français contre les brigands allemands* ». Boukharine pleure dans les bras de Trotski : « *Que faisons-nous ? Nous transformons le parti en tas de fumier.* »

Enfin, la réponse allemande arrive, le 23 février. Les conditions sont considérablement aggravées, quarante-huit heures sont accordées pour accepter, et soixante-douze heures ensuite pour signer.

Les discussions passionnées reprennent au comité central. Lénine menace de démissionner. Il faut mettre fin « *aux phrases révolutionnaires* ». Par sept voix contre quatre (dont celle de Boukharine) et quatre abstentions (dont celle de Trotski), Lénine l'emporte. Boukharine démissionne du comité central. Trotski démissionne du commissariat aux affaires étrangères. Personne ne veut aller à Brest-Litovsk signer le honteux traité qui démembrerait la Russie. Les Allemands continuent d'avancer. Ils sont à Pskov, à 250 kilomètres de Petrograd. On a trouvé enfin quelques militants de second rang qui la mort dans l'âme ont accepté de partir pour Brest. Ils arrivent le 1^{er} mars. Le traité est signé le 3.

Devant la panique qui a régné à Petrograd, Lénine ne s'y estime plus en sécurité. Le 10 mars, il quitte discrètement la ville pour s'installer à Moscou. Quelques jours encore, et les gros canons allemands ouvraient le feu sur la capitale française. Pour le haut commandement allemand, le traité de Brest-Litovsk avait, croyait-il, ouvert les portes de Paris.

Jean-Jacques Becker
Historien de la Grande Guerre



PROCHAIN ÉPISODE : LA « GROSSE BERTHA » FRAPPE SAINT-GERVAIS

كتابنا الاول

La fin de l'opération « Turquoise » restant fixée au 22 août

Les soldats français ne resteront pas un jour de plus au Rwanda

Les organisations non gouvernementales ont beau crier à la catastrophe, le discours du Quai d'Orsay ne varie pas : l'opération « Turquoise » ne durera pas un jour de plus que prévu. Le mandat de deux mois accordé par l'ONU s'achève lundi 22 août, les 650 soldats français encore présents dans la Zone humanitaire sûre (ZHS) seront donc partis au plus tard dimanche.

Paris demeure inflexible. La France, qui a réussi à lever les soupçons dont son initiative était initialement entachée, va donc prendre le risque de provoquer, par son départ, un nouvel exode, alors qu'on s'ajoute de rester sur place. En deux mois, la situation au Rwanda a totalement changé : intervenus en pleine guerre pour interrompre un génocide, les militaires français confirment leur départ alors que, la guerre terminée et la victoire du Front patriotique rwandais (FPR) acquise, ils jouent un rôle essentiel de tampon entre les deux communautés, après le gigantesque exode que l'on sait.

Trente mille Rwandais seraient sur les routes de la zone humanitaire sûre, en direction de Bukavu, au Zaïre, où vingt mille réfugiés sont déjà arrivés ces trois derniers jours, selon les organisations humanitaires. Si « on est loin du fleuve humain annoncé », comme le dit un porte-parole de l'opération « Turquoise », ce nouvel exode, provoqué par le départ progressif des Français – les Hutus ayant peur des représailles du FPR –, risque de prendre de bien plus grandes proportions dans les jours à venir. Mais même si tel était le cas, la France maintiendrait sa position.

Silence des Nations unies

Les propos d'Edouard Balladur suscitent de nombreuses réactions. Les médias ont pu constater que le ministre des Affaires étrangères, lors de sa conférence de presse du 17 août, en déclarant que « le premier ministre s'est exprimé clairement sur cette question : la France retirera ses hommes à la date prévue ». En visite à Goma, le 31 juillet, M. Balladur avait en effet affirmé que « si nous avions le sentiment que notre action pouvait fragiliser la situation et déterminer de nouveaux troubles, de nouveaux exodes, c'est bien entendu quelque chose qui pèserait sur notre décision ». Force est de constater qu'à quatre jours de l'achèvement de l'opération, la France ne semble pas convaincue de l'imminence de nouveaux troubles ou d'un nouvel exode, quand bien même la relève de l'ONU tarde à se déployer.

Pour le moment, la relève est maigre : seulement 650 Ghanéens et 150 Ethiopiens ont pris position dans la zone humanitaire, dans le cadre de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), qui doit déployer 2 000 hommes dans la zone. Outre que ces troupes sont beaucoup moins bien équipées et armées que



celles de « Turquoise », elles n'ont pas la confiance des Rwandais, échaudés par l'expérience vécue en avril dernier (l'ONU avait rappelé ses « casques bleus », ne laissant sur place qu'un petit contingent au pire moment des massacres). La France, demeurée inflexible quant à la durée de son opération afin, notamment, de mettre la communauté internationale devant ses responsabilités, n'a pas été enten-

due : les 5 500 hommes initialement prévus par l'ONU – pour l'ensemble du pays – sont loin d'être rassemblés. Le secrétaire général de l'ONU, comme les États-Unis, ont donc instamment prié Paris de revoir sa position. Mais en cette période estivale, les Nations unies demeurent bien silencieuses depuis quelques jours, alors qu'un maintien des troupes françaises supposerait le vote d'une nouvelle

Les « casques bleus » ghanéens ont commencé à relever les Marousins

Alors qu'à Washington des responsables américains avaient estimé, la veille, que la France était prête « à faire durer » le retrait de ses soldats pour permettre à l'ONU de déployer le maximum de « casques bleus » destinés à les remplacer, à Paris, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Richard Dugé, a précisé, mercredi 17 août, que les troupes de « dispositif Turquoise » seraient retirées « à la date prévue », conformément à « l'engagement qui nous a été confié par la résolution 929 du Conseil de sécurité », c'est-à-dire le 22 août.

Les militaires français ont commencé mercredi à évacuer le sud-ouest du Rwanda, laissant aux « casques bleus » africains la mission délicate d'assurer la protection des réfugiés. Un détachement d'environ 150 hommes du régiment d'infanterie de chars de marine (RICM, basé à Vannes) de l'opération « Turquoise » a quitté dans la matinée Gikongoro, dans le sud de la « zone humanitaire sûre » (ZHS) créée par les Français. A quatre jours du retrait total des Français, les marousins ont remis le flambeau à des « casques bleus » ghanéens, désormais responsables de la sécurité sur un tiers de la ZHS.

« La balance n'est pas si négative »

Six cent cinquante militaires français étaient encore stationnés, mercredi, dans la « zone sûre », où sont rassemblés quelque 2,4 millions de Rwandais, a déclaré le colonel Alain Rambeau, porte-parole de « Turquoise » dans la ville frontalière zairoise de Goma. La France maintiendra environ 500 hommes et une base logistique destinée à un pont aérien humanitaire à Goma ; pendant une période qui reste à déterminer. Beaucoup de réfugiés, en majorité hutus, n'ont qu'une confiance limitée dans les « casques bleus » africains et craignent un retour à la violence après le départ des Français.

Cependant, le nouveau « patron » ghanéen de la ZHS, le lieutenant-colonel Joseph Nankubiraho, s'est dit convaincu que la présence des « casques bleus » empêcherait un exode de réfugiés en direction de Bukavu (Zaïre). « La situation est calme, la population souhaite rester et beaucoup comprennent pourquoi il faut rester », a-t-il déclaré.

Pour son prédécesseur français, le lieutenant-colonel Erik de Staenbrath, commandant le détachement de « Turquoise » dans le secteur de Gikongoro, pas plus de 3 000 personnes quittent chaque jour la préfecture de Gikongoro : « Quand ils voient la pagaille à Bukavu ils reviennent et la balance n'est pas si négative ». Mais 12 320 personnes, en provenance de la ZHS ont franchi mercredi la frontière vers la ville zairoise de Bukavu, a annoncé le colonel Alain Rambeau. Simultanément, 7 790 personnes ont regagné le Rwanda depuis Bukavu, ce

qui porte à 4 530 le nombre d'entrées nettes à ce poste-frontière, soit deux fois plus que la veille, a-t-il ajouté. Selon lui, « on est loin du fleuve humain annoncé ». Ces chiffres diffèrent nettement de ceux fournis par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui a annoncé, mercredi à Bukavu, qu'au moins 30 000 réfugiés rwandais se dirigent actuellement vers la frontière zairoise, à la hauteur de la ville rwandaise de Cyangugu, face à la ville de Bukavu.

L'entrée des soldats du Front patriotique rwandais (FPR) dans la ZHS est « une question de temps », a déclaré mercredi à l'AFP le vice-président et ministre rwandais de la défense, le général Paul Kagame. « L'armée rwandaise, peut-être après quelques semaines, les Rwandais seront rassurés et pourront se mêler à nos soldats », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuters.)

BURUNDI

L'ONU met en garde contre le risque d'affrontements ethniques

Le risque d'affrontements ethniques est plus grand que jamais au Burundi et pourrait déboucher sur une tragédie pire que celle du Rwanda, a déclaré mercredi 17 août à New-York, Vassili Sidorov, membre d'une mission de l'ONU qui vient de rentrer de ce pays.

Durant la mission qu'ils ont achevée mercredi au Burundi, quatre délégués ont rencontré l'ensemble des dirigeants du pays pour tenter d'y prévenir un bain de sang. Leur visite avait été précédée d'une semaine de troubles qui se sont soldés par une vingtaine de morts à Bujumbura.

Selon M. Sidorov, les différentes parties burundaises sont

favorables à une présence internationale répondant aux besoins humanitaires du pays. Mais il a fait état de « divergences de vues au sujet d'autres formes d'engagement international ». Selon des sources diplomatiques, l'ONU envisage une action humanitaire au Burundi, mais le déploiement de « casques bleus » est pour le moment exclu.

Le haut commissaire – des Nations unies aux droits de l'homme Jose Ayala Lasso, était attendu jeudi à Bujumbura pour une « mission d'évaluation de la situation ». 50 000 personnes avaient été tuées au Burundi dans des massacres ethniques entre Hutus et Tutsis en octobre 1993. — (AFP, Reuters.)

NIGÉRIA

Le général Abacha dissout les trois principaux syndicats

Le chef de l'Etat, le général Sani Abacha, a annoncé, mercredi 17 août, au cours d'une allocution radio-télévisée, la « dissolution avec effet immédiat » de la direction des trois principaux syndicats, qu'il rend responsables du chaos régnant dans le pays.

Après sept semaines de débrayages qui ont désorganisé le principal secteur de l'économie, ces mesures touchent notamment le Syndicat des travailleurs du pétrole et du gaz naturel (NUPENG) et celui des cadres des

industries pétrolières (PENGAS-SAN), à l'origine de la grève illimitée, déclenchée, le 4 juillet, pour obtenir la libération du leader de l'opposition, Moshood Abiola, et son installation à la tête de l'Etat – il revendique la victoire à l'élection présidentielle du 12 juin 1993, annulée par les militaires.

Le général Abacha a critiqué « l'opportunisme » des dirigeants syndicaux qu'il a accusés d'avoir voulu « détruire systématiquement » l'économie. Avec la dissolution de ces syndicats, ce sont les

dernières organisations démocratiques que les militaires ont décapi pour s'assurer la totale reprise en main du pays, estiment les observateurs.

Au lendemain de sa prise du pouvoir, en novembre dernier, le général Abacha avait fait table rase des institutions politiques, en dissolvant notamment le parlement et les deux partis existants, en nommant des administrateurs militaires à la tête des trente Etats de la fédération et en interdisant toute activité à caractère politique. — (AFP.)

ALGÉRIE

L'Armée islamique du salut somme la presse de choisir son camp

Le directeur de la revue mensuelle *Horoscope-Mystères*, Brahim Taouchicht, enlevé, dimanche dernier, devant la Maison de la presse à Alger, par l'Armée islamique du salut (AIS) qui se présente comme le bras armé de l'ex-Front islamique du salut (FIS), a été retrouvé, dans la nuit du lundi 15 au mardi 16 août, par une patrouille de police sur l'autoroute, non loin de l'aéroport d'Alger. Le journaliste avait les mains et les pieds liés et les yeux bandés.

Après avoir été « jugé » par un « tribunal islamique » qui n'a pas retenu contre lui « l'implication dans des campagnes de presse contre les moudjahidins », il a été relâché avec un message contenant un « dernier avertissement aux journalistes ». Le texte a été rendu public, mercredi, par le bulletin clandestin de l'AIS, *El Fath el Moubine*. « Aucune excuse ne sera valable après ce dernier avertissement : ou bien vous vous repentez, ou bien ne vous en prenez qu'à vous-mêmes. »

L'AIS s'indigne du fait que les groupes islamistes soient qualifiés de « hors la loi ». Et d'ajouter : « Il est du droit de tout peuple pacifique, bafoué dans sa dignité et privé du choix de ses gouvernants, de défendre son droit face au pouvoir usurpateur actuel. L'exploitation par la junte des forces de l'ordre, policiers, gendarmes et militaires et de certains magistrats et journalistes pour

porter atteinte à l'islam et aux musulmans, est un crime contre le peuple. » L'AIS appelle les journalistes à se ranger « aux côtés du peuple désarmé pour défendre ses choix » et non « aux côtés de la junte ».

Depuis le mois de mai dernier, quinze journalistes – dont deux Français, un camerounais, Olivier Quemener et une corse, du *Soir d'Alger*, Yasmina Drissi – ont été tués dans des attentats attribués aux groupes armés islamistes.

Critiques à Téhéran contre Paris

D'autre part, le *Tehran Times* qui reflète les positions diplomatiques de l'Iran, a critiqué, mercredi, François Léotard, qui avait déclaré, lundi, que « le nationalisme islamique, sous sa forme terroriste, est aussi dangereux que l'a été, en son temps, le national-socialisme ». Selon l'éditorialiste de ce quotidien, cité par l'agence de presse IRNA, « comparer l'islam au nazisme ne constitue pas seulement une offense, c'est aussi une affirmation totalement fautive ». Le *Tehran Times* s'en prend aussi à Charles Pasqua, l'accusant d'avoir assimilé « tous les musulmans à des extrémistes ». Il lui reproche ainsi de « s'opposer aux musulmans du monde entier. Avec son imagination, il met en doute l'une des plus grandes religions ». — (AFP, Reuters.)

LESOTHO

Le roi Letsie III a dissous le gouvernement et le Parlement

Quatre personnes ont été tuées, mercredi 17 août, à Maseru, la capitale du Lesotho, lors des troubles qui ont éclaté après le coup d'Etat perpétré par le roi Letsie III contre le premier ministre Ntsu Mokhehle. L'armée et la police, fidèles au souverain, ont ouvert le feu sur un rassemblement de deux mille manifestants qui scandaient, devant le palais royal, des slogans hostiles à la monarchie et réclamaient la proclamation de la République.

Favorable à M. Mokhehle, la foule protestait contre la décision du souverain de dissoudre le gouvernement et le Parlement et de suspendre certaines dispositions de la Constitution. Le chef de gouvernement renversé a aussitôt qualifié d'« illégal » le coup de force de Letsie III et demandé aux forces de l'ordre de « protéger l'ordre constitutionnel ». Le porte-parole royal, Makhaoa Nkai Lerobodi, a accusé le Parti du congrès Basutholand (PCB) du premier ministre d'être responsable des effusions de sang.

Selon une source diplomatique sud-africaine, la crise couvait depuis que Letsie III se plaignait de ne plus être consulté par M. Mokhehle sur les affaires du pays. Petit royaume montagneux

de 1,6 million d'habitants enclavé dans l'Afrique du Sud, le Lesotho a été secoué depuis son indépendance en 1966, par plusieurs putschs jusqu'aux premières élections libres de mars 1993, qui ont vu la victoire du PCB.

La démocratisation du régime n'a toutefois pas mis un terme à l'instabilité chronique du pays. Depuis le début de l'année, les crises se sont succédées : combats entre factions militaires rivales, en janvier ; assassinat du vice-premier ministre et prise en otage de quatre autres ministres par des soldats mutins, en avril ; grève des policiers, en mai.

La décision de M. Mokhehle de constituer une commission d'enquête sur l'ancien roi Moshoele – le père de Letsie III –, déposé en 1990 par une junte militaire, a relancé l'agitation et serait à l'origine directe du coup de force des partisans de la monarchie. Selon le porte-parole royal, le gouvernement a commis « une injustice manifeste » en prenant l'initiative d'enquêter sur le règne de Moshoele sans consulter son fils. Soutenu par l'opposition, l'actuel monarque est partisan d'un retour sur le trône de son père, aujourd'hui exilé en Grande-Bretagne. — (AFP, Reuters.)

EN BRIEF

ANGOLA : Les Etats-Unis reconduisent leur sanctions contre l'UNITA. – Les Etats-Unis ont décidé, mercredi 18 août, de reconduire l'embargo sur les armes et le pétrole imposé, il y a un an, par la communauté internationale aux rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Pour le président Clinton, l'UNITA constitue « une menace extraordinaire et inhabituelle à la politique étrangère de Etats-Unis ». — (AFP.)

TOGO : prochaine visite du ministre de la coopération. – Le ministre français de la coopération, Michel Roussin, se rendra à Lomé, dans le courant de la première quinzaine de septembre. Cette visite formalisera la reprise de la coopération entre les deux pays, suspendue en novembre 1992. — (Reuters.)

ZAMBIE : l'ancien président Kaunda placé sous surveillance. – Le gouvernement a annoncé, mercredi 18 août, qu'il avait placé sous surveillance l'ancien président Kenneth Kaunda, « pour préserver la paix et la sécurité de la nation ». Le ministre de l'intérieur, Chitalu Sampa, a indiqué que cette décision avait été prise à la suite d'informations faisant état d'un soutien étranger à M. Kaunda pour faciliter son retour à la vie politique. — (AFP.)

Le Monde, l'été
EN VENTE LE SOIR MÊME DE SA PARUTION



Pour connaître tous les points de vente qui reçoivent le Monde le soir de sa parution, tapez 3615 LE MONDE.

ASIE

SRI-LANKA

La gauche devra s'allier aux élus des minorités ethniques pour gouverner

COLOMBO

de notre envoyé spécial

Une victoire à l'arraché : après dix-sept ans sur les bancs de l'opposition, le Parti de la liberté (SLFP), la principale composante de la coalition de neuf partis de gauche dans l'Alliance du peuple, a remporté les élections législatives du mardi 16 août. Mais, avec un total de 113 sièges, l'Alliance échoue de justesse à décrocher la majorité absolue au Parlement, qui compte 225 membres. Son adversaire du Parti national uni (UNP) a été nettement battu, puisqu'il n'obtient que 94 sièges.

L'Alliance, dont le chef, M^{re} Chandrika Kumaratunga, sera sans doute très vite appelée par le président conservateur Wijetunga à diriger le nouveau gouvernement, devra s'appuyer au Parlement sur de petites formations et des partis régionaux. Le Congrès musulman (SLMC), qui présentait des candidats dans la région orien-

taile du pays, lui était acquis. L'appui de plusieurs petites formations issues de la forte minorité tamoule est également certain.

Tout cela devrait permettre au nouveau gouvernement de disposer d'environ 121 sièges à l'assemblée. La journée de mercredi a d'ailleurs été occupée par les tractations menées tant par l'Alliance que par l'UNP en vue de s'assurer le soutien de petits groupes qui ont soudain acquis une stature sans précédent sur l'échiquier sri-lankais.

Lassitude de l'opinion

A quarante-neuf ans, « Chandrika », se retrouve donc à la tête d'un Sri-Lanka confié depuis 1977 à des gouvernements libéraux. « J'ai été propulsée au sommet, mais je n'ai pas le goût du pouvoir », nous assure-t-elle récemment. Celle qui est la fille de deux ex-premiers ministres, l'UNP du président Wijetunga a été victime tant de ses déceptions

que de la fâcheuse réputation que lui ont valu, parmi de nombreux Sri-Lankais, certaines de ses pratiques. Une bonne partie de la population s'est lassée, en particulier, de la corruption. La hausse des prix a aussi fait des ravages. Et, surtout, l'incapacité de l'UNP à mettre fin à une guerre de plus de deux décennies avec les séparatistes tamouls du Nord était devenue criante.

Les Sri-Lankais n'ont pas davantage oublié la manière atroce dont avait été conduite, à la fin des années 80, la répression du soulèvement ultranationaliste cinghalais du JVP, dans le sud du pays. Le président Premadasa, assassiné le 1^{er} mai 1993, sans doute par des « Tigres tamouls », avait, en fait, institué un régime de la terreur dont étaient victimes non seulement les sympathisants de la guérilla, mais aussi nombre d'opposants politiques, ainsi que des journalistes. On estime qu'au moins 30 000 personnes ont péri à cette époque.

La victoire de l'Alliance

apporte une bouffée d'air à un pays où la prospérité n'a pas profité également à tous. « Chandrika » a promis de ne pas oublier les plus défavorisés, ce qui inquiète des hommes d'affaires à qui convenait la politique ultralibérale de l'UNP.

Comment le président Wijetunga cohabitera-t-il avec le nouveau premier ministre ? L'avenir du chef de l'Etat paraît aujourd'hui compromis : il est probable que son parti refusera de le choisir comme candidat à l'élection présidentielle de l'automne prochain. Les règlements de comptes ont d'ailleurs commencé au sein de l'UNP : Gamini Dissanayake, une personnalité influente qui s'était un temps opposée à l'ex-président Premadasa, allant jusqu'à former son propre parti, essaie déjà de déborder M. Wijetunga, le premier ministre sortant Ranil Wickramasinghe.

BRUNO PHILIP

La saga des Bandaranaike

L'histoire de la famille Bandaranaike est une saga de sang et de pouvoir qui se confond avec celle du Sri-Lanka (ex-Ceylan) depuis l'indépendance de 1948. Avant la victoire électorale de Chandrika - devenue Kumaratunga par mariage -, son père, et fondateur de la dynastie, Solomon Bandaranaike, et sa mère, Sirima, avaient été premier ministre : ses oncles, son cousin Felix, son frère cadet Anura et sa sœur Sunetra ont exercé d'importantes responsabilités. Chandrika a aussi vu, au cours de ses quarante-neuf années, son père et son mari assassinés devant ses yeux tandis que sa mère échappait à plusieurs tentatives.

Le sous-continent indien semble un terrain propice à de telles dynasties, qui ont généralement favorisé l'héritière d'un « grand homme ». Ainsi, Indira Gandhi, fille de Nehru, assassinée alors qu'elle dirigeait le gouvernement, tout comme son fils Rajiv, tandis que son cadet, Sanjay, se tuait dans un accident d'avion. Au Bangladesh, le légume Khalea Zia, premier ministre, est la veuve du général-président Zia ur Rahman, également assassiné. Elle trouve en face d'elle Hasina Wajed, dont le père, Mujibur Rahman, le « père de l'indépendance » bangladaise, était tombé sous les balles des tueurs. Enfin, Benazir Bhutto préside aux destinées d'un Pakistan où son père, Zulfikar, avait été renversé et pendu par les militaires. Son frère Muraza, qui lui disputait la primauté

au sein de la famille avec l'appui de sa mère, a été mis en prison ; l'autre, Shahnawaz, a été empoisonné mystérieusement en France.

Seule la dynastie des Senanayake avait joué un rôle aussi important que les Bandaranaike dans la vie politique du Sri-Lanka, à la tête du Parti national uni (UNP), de droite, jusqu'hier majoritaire, alors que les Bandaranaike ont longtemps symbolisé une « gauche » plutôt nationaliste et étatiste. Même si Sirima Bandaranaike - M^{re} B - comme on la surnomme - aura montré l'exemple à ses successeurs en violant allègrement les règles constitutionnelles. Ainsi réprima-t-elle dans le sang un soulèvement de la jeunesse avant de prolonger unilatéralement de deux ans son mandat sans consulter les électeurs.

Frère contre sœur

Passée par le Quartier latin - elle étudia avec Charles Bettelheim à l'Ecole des hautes études à la charnière des années 60 et 70 - sa fille, Chandrika Kumaratunga a toujours été l'héritière spirituelle de la dynastie. Elle a conservé un faible pour Paris, « sa seconde patrie ». « J'étais sur les barricades en 1968 », aime-t-elle à raconter avant d'ajouter : « Je crois au socialisme, c'est une maladie que j'ai contractée en France. »

Même si M^{re} B a longtemps eu une faiblesse sentimentale pour son fils, jeune gau-

chiste qui vira rapidement à droite. Elevé dans le sillage de l'ombre d'une mère possessive, Anura s'est longtemps préparé à prendre la direction du parti familial, le SLFP (Parti de la liberté). Devant le retour en grâce de sa sœur - il ne s'appréhendait guère - ce quadragénaire bedonnant est passé avec armes et bagages en décembre dernier dans le camp de l'UNP, qui en a fait son ministre de l'enseignement supérieur.

La place était désormais libre, « M^{re} B », âgée de soixante-seize ans, ayant finalement manifesté le désir de se retirer de la politique, une fois le SLFP bien préservé dans la famille. Pour Chandrika Kumaratunga, jeune femme chaleureuse mais déterminée et sûre de sa mission, c'est la fin de dix-sept ans dans l'opposition, et celle d'un long cauchemar. Son père, alors chef du gouvernement, avait été en 1959 la victime d'un bonze extrémiste. « M^{re} B », devenue veuve, avait repris le flambeau familial et lui avait succédé - de 1960 à 1965 et de 1970 à 1977 - avant d'être écartée aux législatives par l'UNP, traînée devant les tribunaux et déchu de ses droits civiques.

Seconde génération

Chandrika, qui avait un temps regardé du côté du modèle chinois, avait été nommée responsable des plantations par sa mère. Ayant à l'époque trouvé celle-ci par trop conservatrice,

elle fonda au début des années 80 un parti plus à gauche, le SLMP, avec son mari Vijaya. Ce dernier, qui était également un des acteurs les plus connus de l'île, fut assassiné en 1988 - devant sa femme et ses enfants - par des tueurs du JVP (Janata Vimukti Peramuna, Front de libération populaire, ultra nationaliste). Elle dut fuir à Paris et à Londres, pour protéger ses enfants. Nostalgique de son pays, et de la politique, tandis que ses amis politiques d'hier s'entre-déchiraient, elle est finalement rentrée à Colombo, sans tenir compte des menaces qui pesaient sur elle.

Les ravages causés dans la société sri-lankaise par la brutale élimination du JVP et par la non moins sanglante guerre avec les séparatistes tamouls des « Tigres », joints à l'insurection du pouvoir d'un UNP décapité par l'attentat qui coûta la vie au président Premadasa en 1993, ont requinqué une opposition longtemps désunie. Le temps était mûr pour que la seconde génération des Bandaranaike prenne, pour la troisième fois dans l'histoire du pays, les rênes du pouvoir, et pour que Chandrika tente de mettre en pratique les idées généreuses qu'elle a jusqu'à présent défendues. Avec l'espoir que, cette fois, la dynastie échappera à l'implacable spirale de la violence. Jusqu'à de possibles élections qui verraient, pour la première fois, un frère et une sœur s'affronter sous des casaque différents.

PATRICE DE BEER

Laos : la triste errance des réfugiés méos

Les derniers groupes minoritaires insurgés regroupés dans les camps de Thaïlande, vont être rapatriés

BANGKOK

de notre correspondant

Tout a une fin. Privés, depuis trois ou quatre ans, de leurs appuis à l'étranger, notamment en Thaïlande, les derniers groupes de minoritaires insurgés au Laos ont pratiquement perdu toute influence. Même ceux qui ont appartenu à l'« armée secrète » levée dans les années 60 par la CIA - les Méos (ou Hmongs) du général Vang Pao - semblent à bout de souffle. En outre, Bangkok, Vientiane et le HCR (le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) viennent de signer un protocole d'accord sur le rapatriement, dans un délai d'un an, des 18 000 Laotiens encore présents dans des camps de réfugiés en Thaïlande.

La moitié des près de 4,5 millions de Laotiens appartiennent à des minorités ethniques, dont l'une des plus importantes est le peuple méo. Lors de leur intervention militaire au Vietnam, les Américains avaient recruté parmi ces derniers une « armée secrète » dont le dirigeant le plus connu était le général Vang Pao, lequel avait fait ses classes pendant la seconde guerre mondiale, à l'âge de treize ans, en servant de pilote à des résistants français à l'occupation japonaise. La prise du pouvoir par le Pathet-Lao en 1975 avait provoqué une véritable hémorragie : près de 10 % des Méos, dont un grand nombre de Méos, avaient alors fui le régime communiste en franchissant la Mékong, principale frontière avec la Thaïlande.

Jusqu'au retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge, en 1989, les Thaïlandais ont manifesté une grande tolérance à l'égard des foyers de rébellion au Laos. Vang Pao a pu faire la navette entre le nord du royaume, où étaient regroupés des réfugiés parmi lesquels il recrutait ses partisans, et les Etats-Unis, où il a trouvé refuge. Les insurrections ethniques avaient ainsi pu continuer à contester le pouvoir de Vientiane, notamment dans le nord et le centre du Laos.

Incitations au retour

Mais ces temps sont révolus. Après de vifs mais brefs combats frontaliers en 1988, Thaïlandais et Laotiens se sont réconciliés, et le roi Bhumibol s'est même rendu à Vientiane, le 8 avril dernier, à l'occasion de l'inauguration du premier pont enjambant le Mékong. Aujourd'hui, le général Vang Pao et ses lieutenants font l'objet de mandats d'arrêt en Thaïlande, où ils ne peuvent

donc plus mettre les pieds. Les derniers foyers de guérilla au Laos ne bénéficient plus d'une aide extérieure. Enfin, sur les 359 900 Laotiens qui ont quitté leur pays via la Thaïlande dans les années 70, 315 000 ont trouvé asile dans des pays tiers et 18 000 ont déjà regagné le Laos. Il ne reste donc plus qu'une vingtaine de milliers de réfugiés en Thaïlande, dont une grande majorité de Méos.

Parmi ces derniers, 4 000 ont été acceptés par les Etats-Unis. Quant au reste, selon le protocole d'accord avec le HCR, ils devraient être rapatriés d'ici à la fin du premier trimestre de 1995 : les premiers 5 000 d'ici au mois de septembre, 3 000 autres pendant le dernier trimestre de 1994 et 4 000 pendant les trois premiers mois de l'année prochaine. Il ne restera alors que 2 000 individus, réfractaires au rapatriement.

Comme Vientiane n'accepte que les rapatriements volontaires, le HCR financa, sans doute avec le concours de l'Union européenne des incitations au retour. En Thaïlande, le camp de Phasi-Phakorn (6 000 réfugiés laotiens, dont les 4 000 acceptés par les Etats-Unis) fermera ses portes avant la fin de l'année. Dans un premier temps, les Laotiens seront regroupés dans un camp rouvert pour la circonstance, à Nakhon-Phanom, sur le Mékong.

Pour faciliter leur réinstallation, le Laos va ouvrir cinq centres de transit sur son propre territoire. L'objectif est de parvenir à un démantèlement assez satisfaisant de l'opération pour convaincre la majorité des réfractaires au « rapatriement volontaire » de changer d'avis d'ici à la fin de 1995. Le cas de ceux qui ne voudront pas entendre raison sera étudié le moment venu. Ils seront, cependant, considérés comme des immigrants illégaux par la Thaïlande.

Ainsi prend fin une triste saga. Dans les années 60 et 70, le peuple méo a été décimé non seulement au service de la CIA, mais aussi par les tirs de bombes déversés par l'aviation américaine, qui ont fait des dizaines de milliers de victimes. Dans un Laos qui s'ouvre et se reconstruit avec tous ses voisins mais que le Pathet-Lao tient toujours d'une main ferme, leur avenir immédiat est, au mieux, de cohabiter avec le pouvoir central, tout en bénéficiant d'un certain degré d'autonomie, puisque les communications sont encore très rares dans un pays sous-développé et sous-peuplé. A plus long terme, l'éventuel développement du Laos devrait favoriser un processus d'intégration, sinon d'assimilation plus ou moins rude, sort habituel des minorités ethniques dans les autres pays de la région.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 281.211F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Je vous prie d'envoyer l'abonnement ci-dessus
à l'adresse ci-dessus.

401 MQ 01 PR, Paris RP

Le Monde

PUBLICITE

Président-directeur général :
Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Mordax
Membre du comité de direction :
Dominique Auby
133, avenue des Champs-Élysées
75009 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 44-43-76-00
Téléc : 44-43-77-30
Site Web :
de la SARL Le Monde et de M. et Mme. et Mme. et Mme.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composées 36-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-29-04-58

ABONNEMENTS

PAR MINTEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

TARIF	FRANCE	SURSE WELCHER LAUSANNE FATS-BAS	AUTRES PAYS Vale monnaie CSE
3 mois	536 F	574 F	798 F
6 mois	1 036 F	1 120 F	1 590 F
1 an	1 896 F	2 064 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvement mensuel.
Se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par virement bancaire, ou par chèque.
Pour vous abonner, envoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus.

« LE MONDE » (ISSN 0183-9129) is published daily for \$ 5.00 per copy.
« LE MONDE » is published daily for \$ 5.00 per copy.
« LE MONDE » is published daily for \$ 5.00 per copy.
« LE MONDE » is published daily for \$ 5.00 per copy.

POSTMASTER: Send address changes to B&B of NY Inc, 130,
Champion St, N.Y. 10013 - USA
For the advertisement rates in USA, INTERNATIONAL, MEDIA
SERVICE, Inc, 110 Pacific Avenue, Suite 401, Virginia Beach, VA 23462
- 2301 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre
votre demande deux semaines avant votre départ en
indiquant votre numéro d'abonné.

MEXIQUE LA GRANDE FRACTURE

Révolte des Indiens au Chiapas,
assassinats politiques : à la veille
de l'élection présidentielle, la
fièvre monte à Mexico.

A lire dans

Le Monde des
DEBATS
Le Monde

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
LE 10 DE CHAQUE MOIS

JAVICO 1350

Contrex. M

JAVIER 1350

(Publicité)

• Le Monde • Vendredi 19 août 1994 5

nos : la triste errance des réfugiés méos

Les derniers groupes de réfugiés méos
après des camps de Thailande

REPORTAGE

PAR CORRESPONDANT

Le 10 août, à 10 heures, un petit bus de bus...
L'après-midi, les réfugiés méos...
Le 10 août, à 10 heures, un petit bus de bus...
L'après-midi, les réfugiés méos...
Le 10 août, à 10 heures, un petit bus de bus...
L'après-midi, les réfugiés méos...

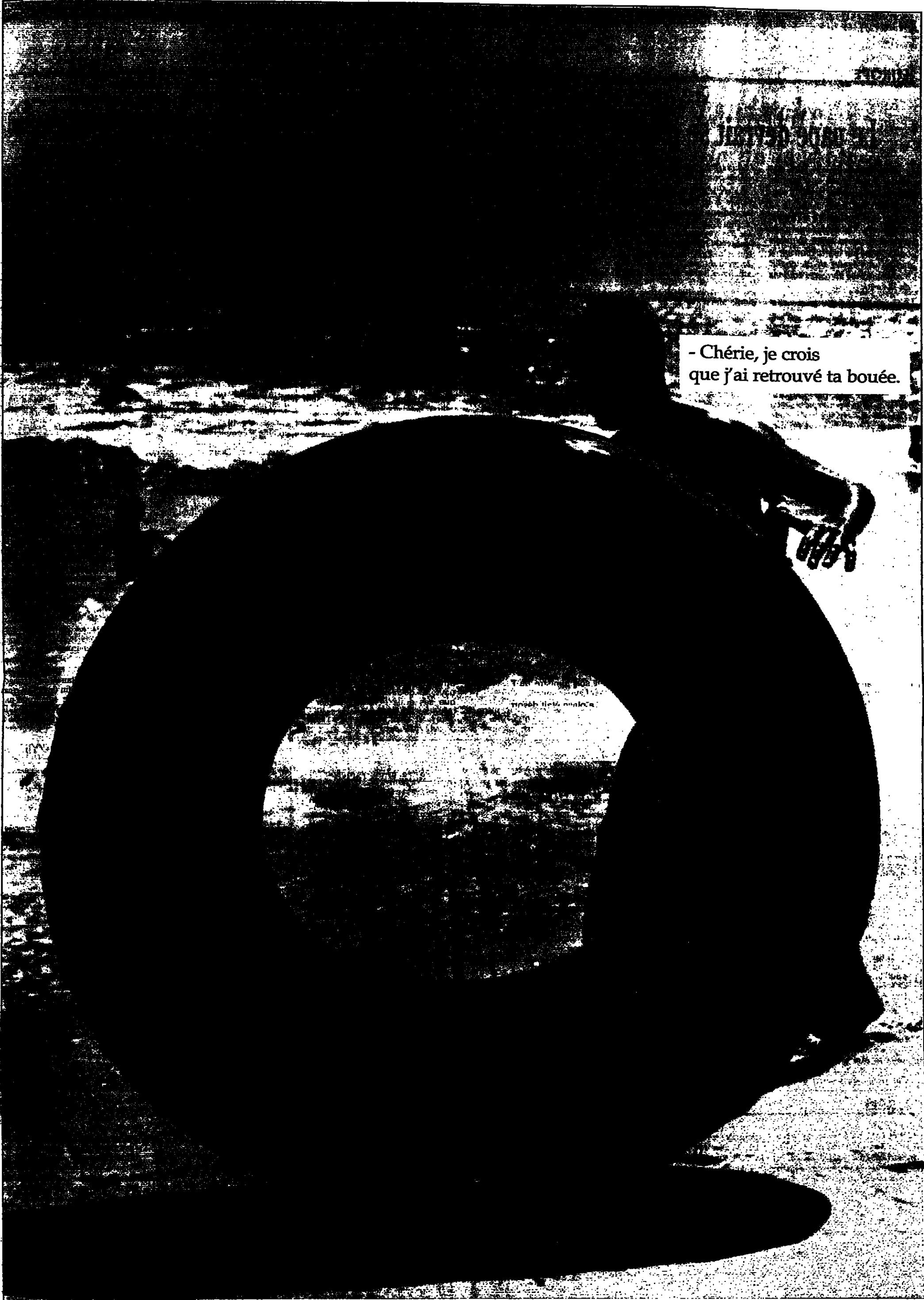
Illustration
de l'auteur

Les réfugiés méos...
Le 10 août, à 10 heures, un petit bus de bus...
L'après-midi, les réfugiés méos...

MEXIQUE A GRANDE FRACTURE

évolte des indiens...
ssassinats politiques...
e l'élection présidentielle...
uvre monte à Mexico...

A lire dans
Le Monde
DEBATS
LE 10 DE CHAQUE MOIS



- Chérie, je crois
que j'ai retrouvé ta bouée.

Contrex. Mon partenaire minceur.

PROCHE-ORIENT

Après sept ans de « guerre des pierres » dans les territoires occupés

Un projet pour la reconversion des enfants de l'Intifada

Après sept ans de « guerre des pierres », le projet était flou, même s'il visait juste. Fathi Arafat avait dit à Michel Joli : « Apprenez-leur à aimer la vie ». Les Palestiniens ont répondu : « Apprenez-leur à aimer la vie ». Le président du Croissant-Rouge palestinien (CRP) et le représentant de la société française Conseil international et développement (CID) ont compris qu'il fallait d'abord apprendre aux jeunes de l'Intifada à aimer la vie de la paix et pallier les carences dues à sept ans de révolte des pierres.

C'est ainsi que le CID - filiale du groupe Défense conseil international contrôlé par le ministère de la défense - a été chargé d'élaborer une étude sur « les modalités de lutte contre les causes et les effets de la violence dans les territoires occupés ». En termes plus simples, l'objectif est de créer une structure de reconversion des jeunes Palestiniens qui ont été très actifs dans l'Intifada. « Ces jeunes ont montré des capacités réelles d'organisation, d'écoute de la population », d'« énergie mobilisatrice qu'il faut canaliser désormais vers des fonctions civiles », explique Chafic Khouri, représentant du CRP en France. Michel Joli a intitulé le projet Sinbad, du nom du héros des Mille et une nuits dont les qualités, « qui auraient pu en faire un chef de guerre », ont été utilisées à « autre chose que détruire et tuer ».

A son originalité, le projet allie un sens aigu de l'urgence, au moment où les projecteurs sont braqués sur le développement économique des territoires occupés ou déjà autonomes et les révolutions politiques du chef de l'Autorité palestinienne et des siens.

La moitié de la population de ces régions a moins de dix-huit

ans. Depuis le déclenchement de l'Intifada en 1987, ces jeunes n'ont eu droit qu'à une formation scolaire ou universitaire intermittente, au gré des fermetures des différents établissements d'enseignement, et nombre d'entre eux ont fait de la prison. Si l'on ajoute à cela que le taux de chômage, à Gaza par exemple, avoisine les 60 % et que, même en vertu des projections les plus optimistes, la création d'emplois ne se fera pas au rythme de la demande, on comprend mieux la pertinence de l'entreprise franco-palestinienne. Elle ne résoudra certes pas tous les problèmes de la jeunesse palestinienne, mais elle devrait permettre de créer une équipe de cadres chargés d'inculquer le sens de la « citoyenneté » et de promouvoir une politique d'animation culturelle et d'insertion.

« Grande expérience »

Le projet devrait être mis en route au début de 1995, une fois que l'étude financée par le Quai d'Orsay aura été terminée et une fois surtout que les financements auront été trouvés. Michel Joli et Rafic Khouri sont convaincus que cela ne devrait pas faire problème. Mais les bailleurs de fonds ont pour habitude de ne financer que des projets « rentables » d'infrastructure ou de développement. « Les structures pour le « maintien de la paix » (peace keeping) existent. En revanche, pour la « confection de la paix » (peace making), c'est le vide au niveau des bailleurs de fonds », souligne Michel Joli en indiquant que des contacts ont déjà été pris avec l'Union européenne, les Nations unies et la Banque mondiale. Pourquoi la France ? Parce que, répond M. Khouri, « Paris a une

grande expérience en ce qui concerne la jeunesse en difficulté et que les organisations non gouvernementales françaises ont une expérience étendue des problèmes du tiers-monde ». Le CID, lui, a une qualification en matière d'écologie humaine. Il a pour vocation de conseiller les Etats dans tous les domaines concernés par le retour à la paix.

La structure d'accueil de cette expérience totalement inédite - et dont les partenaires français et palestiniens espèrent qu'elle deviendra un « produit » exportable pour d'autres situations - devra être située dans un milieu défavorisé socialement et économiquement tel que ses pensionnaires soient imprégnés des problèmes concrets, insiste M. Khouri. Les auteurs du projet souhaitent pouvoir sélectionner dans un premier temps un groupe de deux cents candidats par an, pendant quatre ou cinq ans, « en priorité les gens qui sortent de prison », insiste M. Joli, à la fois parce qu'ils ont une aura locale et aussi parce qu'ils ont un besoin urgent de réinsertion. Le CRP, affirme M. Khouri, tient à associer à cette expérience pilote des jeunes de la diaspora, de ces camps de réfugiés du Liban de Syrie et d'ailleurs, qui ont le sentiment - dévastateur à terme - d'être les laissés-pour-compte du processus de paix en cours.

L'insertion étant une condition essentielle de la paix avec soi-même, elle ne peut que faciliter la réconciliation avec l'ennemi d'hier, Israël. Fathi Arafat souhaite s'inspirer de la réussite de la réconciliation franco-allemande, pour laquelle l'on n'en vienne pas à multiplier l'encadrement fourni par l'armée.

MOUNA NAÏM

AMÉRIQUES

Nicaragua : La victoire d'un ancien rebelle de la contra

Quatre ans après la défaite électorale du Front sandiniste de libération nationale, les anciens « contras » ont obtenu le départ des troupes régulières dans le nord du pays

QUILALI

de notre envoyé spécial
« L'armée doit désormais nous consulter avant d'envoyer des troupes dans cette région », affirme celui qui, il y a quelques mois à peine, était pourchassé par les autorités dans les montagnes du nord du Nicaragua. Aujourd'hui, José-Angel Talavera, plus connu sous le nom de « Chacal », est en terrain conquis, l'armée régulière s'étant repliée au-delà de la limite fixée par les accords signés avec le gouvernement en février.

Quatre ans après la défaite électorale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), les anciens rebelles de la « contra » ont finalement obtenu le départ de cette Armée populaire sandiniste qu'ils combattirent au cours des années 80. L'EPRS, selon le sigle espagnol, changera de nom sous peu mais « reste contrôlée par les sandinistes », déplore « Chacal », qui souhaite « l'abolition de l'armée et son remplacement par une force de police, comme au Costa-Rica ».

Pour les anciens « contras », comme pour le très combattif évêque de la région, Juan-Alberto Mata, qui partage leur point de vue, les modifications récemment annoncées à la tête de l'armée - le départ du général Humberto Ortega aura lieu en février prochain - « ne remettent pas en question le pouvoir des sandinistes sur cette institution ».

Malgré la réduction des effectifs, passés de quatre-vingt mille à environ quinze mille, soutient Mgr Mata, les militaires détiennent le véritable pouvoir. « Ils ont compris l'économie », dit-il, « ils ont cent cinquante entreprises ».

Les choses sont pourtant en train de changer dans le Nord, à la suite de la signature des « accords de Caualtu » sur la démobilisation, entre février et avril, des six cents paysans qui avaient repris les armes pour se défendre contre la répression exercée par l'armée et les organisations paramilitaires sandinistes : environ deux cent cinquante ex-« contras » ont été assassinés, dont plusieurs commandants. Les rebelles du Front Nord 3-80, dirigés par

« Chacal », ont obtenu satisfaction sur la plupart de leurs revendications : création d'un « pôle de développement » agricole dans la région de Quilali, intégration des anciens « contras » dans la police locale et surtout retrait de l'armée. A cheval sur les départements de Nueva-Segovia et de Jinotega, la zone délimitée correspond au berceau traditionnel de la résistance nicaraguayenne : dans les années 20, celle du général Sandino contre les troupes des Etats-Unis et, soixante ans plus tard, celle des « contras » qui se soulevèrent contre le gouvernement du FSLN, accusé d'avoir trahi l'héritage de Sandino. Les derniers affrontements entre l'EPRS et les hommes de « Chacal » se sont en effet déroulés, le 30 décembre dernier, à quelques kilomètres de Quilali, sur le chemin d'accès au plateau du Chipote où Sandino s'était retranché avec ses hommes dans une grandiose décor de montagnes.

« Nous sommes leur assurance-vie »

« Ce jour-là, nous avons fait vingt morts dans les rangs de l'armée sandiniste », raconte « le Chat », un jeune rebelle qui a déposé les armes en avril. Interrompus des années durant, les travaux agricoles ont repris, en grande partie grâce à l'aide internationale - surtout fournie par les Etats-Unis et l'Union européenne - avant d'être « repris » par les « contras ». « Au Salvador, constate-t-il, le processus de paix a beaucoup mieux fonctionné car les Nations unies ont assumé leur responsabilité jusqu'au bout, tenant compte sans doute de l'erreur qu'elles avaient commise en nous obligeant à détruire nos armes alors que les sandinistes gardaient les leurs ».

Pour pallier les défaillances de l'ONU au Nicaragua, il a fallu faire appel à l'Organisation des Etats américains (OEA) qui, dans le cadre d'une commission internationale d'appui et de vérification (CIAV), maintient sur place des civils recrutés dans les autres pays du continent pour garantir la sécurité des anciens combattants de la Contra et faciliter leur réinsertion. « Nous sommes leur assurance-vie », constate l'Uruguayen Marco-Tulio Boasso, dont l'action lui a attiré l'attention de plus d'un officier de l'EPRS, prompts à dénoncer l'« ingérence étrangère » dans les affaires nationales.

BERTRAND DE LA GRANGE

POINT DE VUE

ARABES JEUNES

Pour une compréhension réciproque entre l'islam et l'Occident

Par Youssif Al Khoi

La relation entre l'islam et l'Occident est l'objet d'une vaste controverse. Des images stéréotypées en ont été données de part et d'autre. L'islam a été associé au terrorisme, à l'extrémisme, à l'intolérance, aux violations des droits de la femme et des libertés civiles et à un retour à l'obscurantisme. De telles opinions ont été renforcées par des images d'Afghanistan et d'Algérie et par les récentes attaques terroristes imputées à des groupes islamiques.

De leur côté, de nombreux musulmans ont tendance à considérer l'Occident à travers son passé colonial, mu par ses intérêts propres et par une politique de « deux poids, deux mesures ». Ils considèrent que c'est une société matérialiste et déshumanisée, dont les profonds problèmes sociaux sont inhérents à sa nature même.

Ces jugements déformés ont pris les extrêmes pour la norme. Un vrai danger existe aujourd'hui de voir ces points de vue extrêmes devenir une dimension permanente idéologique, politique et culturelle. Nous sommes donc à un tournant crucial de l'histoire des relations entre les musulmans et l'Occident. Trop de choses sont en jeu, qui sont lourdes de conséquences sérieuses, non seulement pour les musulmans d'Europe et les chrétiens du Proche-Orient, mais aussi quant à tous les autres points potentiels de troubles, en Afrique et en Asie.

Aucune compréhension objective et bienveillante de ce que l'islam signifie pour ses millions de fidèles n'est offerte au public occidental. Celui-ci ignore que l'absence de libertés politiques dans les pays musulmans est due, en grande partie, à une succession de dictatures corrompues et d'élites déracinées ; que les droits de la femme sont inscrits dans le Coran et les paroles du Prophète ; que l'islam insiste sur la tolérance de la diversité et c'est un « mais » crucial - l'islam demande que les actions de l'homme, à la fois personnelles et en société, soient jugées en fon-

ction des valeurs universelles et intangibles révélées par le Créateur à ses messagers et prophètes. C'est pour cela que les musulmans n'accepteront jamais passivement l'effondrement de la famille, ni un matérialisme débridé et égoïste, ni la pornographie ; ils n'accepteront pas non plus que la foi et la croyance de millions d'hommes soient tournées en dérision, tout cela au nom de la liberté personnelle et d'expression.

L'islam en tant que civilisation embrasse un immense éventail d'écoles de pensées, de traditions et de cultures. Mais cela ne sert pas les intérêts de ceux qui veulent terrifier le citoyen moyen en Occident, avec l'idée d'une guerre imminente contre un fondamentalisme militant monolithique. Ce type de simplification grotesque des caractéristiques de l'islam est souvent le prétexte à un effort délibéré pour dominer et détruire un peuple ou une culture différents. De nombreux chercheurs considèrent que la peur de l'islam est profondément ancrée dans l'inconscient de l'Occident, qu'elle est l'un des démons cachés de l'Europe.

Des valeurs équivalentes

Cette course vers l'affrontement doit être ralentie, stoppée si possible. Il n'existe pas un « bon » et un « mauvais » islam, un islam modéré et tolérant et un autre sectaire et nuisible. Il y a seulement des gens bons et d'autres mauvais, des gens honnêtes ou ignorants. Considérer que le comportement d'individus, de groupes et même d'Etats est le fondement d'une foi universelle est lourd de danger.

La grande majorité des musulmans sont des gens modestes et pauvres, tyrannisés par des régimes et des élites oppressifs souvent soutenus par l'Occident, avilis par une misère terrible et l'ignorance. Ils savent que l'islam est la seule chose qui donne un but et un sens à leur vie, et ils se mobiliseront, lutteront pour leur croyance s'ils la sentent menacée. C'est pour cela qu'il est impératif qu'un nombre plus grand de faiseurs d'opinions commencent à reconnaître le tort

qui est fait par cette mêlée générale contre l'islam et les musulmans, et se joignent à ceux qui appellent à la tolérance, à la diversité et au respect des autres cultures.

Aujourd'hui, le défi lancé au monde musulman est de s'adapter à la modernité ; de se hisser au-dessus de l'humiliation, de l'impuissance et de la dégradation vécues sous le colonialisme ; il est encore plus important de trouver des solutions à ses nombreux problèmes, sans recourir à la violence. Non pas en émettant l'Occident comme le demandent certaines de nos élites sécularisées, ni par le cliquetis des sabres des prétendus radicaux, ni non plus en terminant le nom de l'islam par l'assassinat d'étrangers au nom de la religion. Ceux qui revendiquent le droit de gouverner au nom de Dieu ne peuvent justifier des moyens honteux pour arriver à leur fin. S'ils le font, ils abusent de leur droit de parler au nom d'une religion.

L'islam dans son essence est la simple affirmation de l'unicité de la création et de l'absolue transcendance du Créateur. Les attributs du Créateur sont innombrables, mais le Coran insiste sur le pardon, la compassion, la connaissance et la sagesse. Les valeurs dont l'Occident est fier, la liberté de pensée et d'expression, la tolérance, les droits de l'homme et de la femme, ont tous leur équivalent et leur écho dans les valeurs et la morale islamiques. C'est là le terrain de rencontre de nos deux civilisations. Nous devons tenter de regagner ce terrain.

De nationalité irakienne, Youssif Al Khoi est le petit-fils du grand ayatollah Aboul Qassem Al Khoi, la plus haute autorité chiite, décédé en Irak en 1992 et qui a toujours refusé une immédiate du pouvoir politique dans les affaires religieuses, au prix d'une résistance difficile, aussi bien vis-à-vis du régime irakien que de la République islamique iranienne. Youssif Al Khoi est l'un des directeurs de la Fondation Al Khoi, dont le siège est à Londres et qui a été créée par son grand-père dans le prolongement des activités éducatives et charitables historiquement associées aux fonctions d'ayatollah.

CUBA

Le nombre d'exilés vers la Floride a atteint un niveau record

Le nombre de Cubains fuyant chaque jour leur pays vers la Floride à bord de petites embarcations continue de croître, et a atteint un niveau record depuis le début de la semaine. Mardi 16 août, quarante-six groupes, soit au total 339 personnes, ont été secourus par les services américains et, mercredi, 537 personnes réparties en soixante groupes. Au cours des six derniers jours les gardes-côtes ont porté secours à près de 1 500 boat people cubains, dont bon nombre dériveraient à bord de radeaux de fortune.

Ces chiffres sont les plus importants recensés par les services américains depuis l'exode du port de Mariel en 1980, qui avait abouti au départ de 125 000 cubains de l'île. Ces statistiques ne prennent bien évidemment pas en compte le nombre - inconnu - de candidats à l'exil qui meurent au cours de la traversée, dans des eaux souvent infestées de

requins. Devant cet afflux de réfugiés, les autorités de Floride ont demandé l'assistance financière du gouvernement fédéral.

A La Havane d'autre part, l'écrivain Noberto Fuentes a indiqué qu'il observait une grave de la faim depuis deux semaines afin d'obtenir l'autorisation de quitter l'île. « C'est l'unique arme dont je dispose », a-t-il déclaré. Il avait été intercepté par les gardes-côtes cubains en octobre dernier alors qu'il tentait de gagner les Etats-Unis à bord d'un canot pneumatique. Selon l'écrivain, le Prix Nobel de littérature Gabriel Garcia Marquez, proche du président cubain, lui a téléphoné à la mi-juillet pour lui dire qu'une autorisation de sortie lui serait délivrée prochainement. Mais les autorités cubaines « ont ignoré ma situation », a affirmé Noberto Fuentes, principalement connu à l'étranger pour un livre retraçant la vie à Cuba d'Ernest Hemingway. (AFP/Reuters)

ÉTATS-UNIS

Impliqué dans l'affaire Whitewater Roger Altman a démissionné de ses fonctions

Le président Bill Clinton a accepté, mercredi 17 août, la démission du secrétaire adjoint au Trésor, Roger Altman, accusé d'avoir trompé le Congrès dans l'affaire Whitewater. Agé de quarante-huit ans et originaire de Boston, M. Altman évoluait depuis vingt ans entre la finance et la politique. Dans sa lettre de démission, il a réaffirmé qu'il « regrette toute faute ou erreur de jugement » et présenté ses excuses. Le président américain a, pour sa part, indiqué qu'il avait accepté cette démission « à regret » et rendu hommage « aux nombreuses contributions de valeur » de M. Altman dans son administration.

Le départ du secrétaire adjoint au Trésor était réclamé par l'opposition républicaine, qui l'accusait d'avoir menti au Congrès au sujet de ses contacts avec la Maison Blanche liés au scandale Whitewater. Durant une déposition devant la commission bancaire du Sénat en février dernier, M. Altman avait affirmé qu'il n'y avait eu qu'un seul contact entre les responsables du département du Trésor et de la Maison Blanche à ce sujet. Il avait ensuite dû reconnaître l'existence d'au moins quarante contacts entre son administration et la présidence. Cette affaire a déjà entraîné, outre la démission de Roger Altman, celle du conseiller juridique de la Maison Blanche, Bernard Nussbaum, au début du mois de mars, et devrait aussi provoquer le départ du conseiller juridique du département du Trésor, M. Jean Hanson, dès la semaine prochaine (Le Monde du 11 août). (AFP)

Le Monde ÉDITIONS

LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

RÉCITS ET MÉMOIRE

En vente en librairie

L'arrestation de l'ancien chef terroriste

Carlos sera poursuivi pour les attentats de la gare Saint-Charles et du train Paris-Toulouse

Selon des documents de la Stasi, consultés par « le Monde » et analysés par les spécialistes de la lutte antiterroriste au parquet de Berlin, il apparaît que M^{re} Vergès avait joué, en 1982, un rôle d'intermédiaire entre le groupe Carlos et le gouvernement français pour obtenir la libération de Magdalena Kopp et Bruno Bréguet.

■ **NÉGOCIATIONS.** — Dans les contacts qu'il a eus avec des membres des cabinets de MM. Defferre et Mauroy, qui étaient alors respectivement ministre de l'Intérieur et premier ministre, M^{re} Vergès avait proposé aux autorités françaises un « contact direct » avec Carlos.

■ **PROCÉDURE.** — Le parquet général de Paris propose la réouverture de deux dossiers impliquant Carlos, celui de l'attentat contre le train Toulouse-Paris en 1982 et celui contre la gare Saint-Charles de Marseille en 1983. Ces deux dossiers, instruits à Limoges et à Marseille, qui s'étaient conclus par des non-lieux, devraient être confiés au juge Bruguière.

Quatre jours après l'arrestation, au Soudan, d'Illich Ramirez Sanchez, dit Carlos, et sa « livraison » à la France, la justice française met en place un véritable plan de bataille afin de « cerner judiciairement » — selon l'expression d'un magistrat — l'ancien chef terroriste. Mis en examen mardi 16 août par le juge Jean-Louis Bruguière dans le cadre de l'information judiciaire sur l'attentat de la rue Marbeuf, en 1982, Carlos pourrait désormais être visé par deux autres procédures. Se fondant sur les documents communiqués au

magistrat français par les autorités allemandes au mois de juillet, qui pourraient accablér la thèse de la responsabilité du groupe Carlos dans les attentats perpétrés contre le train Toulouse-Paris (cinq morts le 29 mars 1982), le TGV Paris-Marseille et la gare Saint-Charles de Marseille (cinq morts le 31 décembre 1983), le parquet général de Paris souhaite la réouverture de ces deux affaires. Des propositions écrites allant en ce sens ont été transmises, mercredi 17 août, dans l'après-midi, à la chancellerie. Instruits à

l'époque à Limoges et à Marseille, les dossiers de ces deux attentats avaient fait l'objet de non-lieux, en 1990. Informés de l'existence et du contenu des documents de la Stasi communiqués au juge Bruguière, les avocats de l'association SOS-Attentats, M^{re} Francis Szpiner et Jean-Paul Levy, avaient écrit, le 4 juillet, au garde des sceaux afin de solliciter la réouverture de ces enquêtes. Le parquet de Paris avait alors estimé que les éléments ramassés d'Allemagne par M. Bruguière n'étaient pas révélateurs, en l'état de leur

connaissance, de « faits nouveaux », au sens où l'entend le code de procédure pénale.

De source judiciaire, on indiquait jeudi 18 août que les propositions du parquet général de Paris devaient recueillir un avis favorable de la chancellerie. Les dossiers judiciaires concernant ces deux attentats pourraient donc, avec l'accord des juridictions de Limoges et de Marseille, être rapidement confiés au juge Bruguière, qui pourra alors interroger Carlos sur ces faits.

M^{re} Vergès, l'émissaire

Suite de la première page

En raison des instructions encore en cours, ces documents ne sont pas publics. Nous n'avons pas eu accès à leur totalité. Cependant, dans l'une des notes de novembre 1982, que le Monde a pu consulter, Heinrich indique qu'un honoraire de 5 000 dollars — environ 30 000 francs — a été versé à l'avocat français, venu à Berlin pour discuter de l'affaire. On confirme au parquet berlinois que M^{re} Vergès était venu en 1982 à plusieurs reprises à Berlin-Est s'entretenir avec Heinrich. Selon les enquêtes allemandes, Carlos, jugé un peu trop voyant par la Stasi, n'aurait plus mis les pieds en RDA « à partir de 1980 ». Il n'aurait donc pas rencontré M^{re} Vergès.

Dans les papiers de Heinrich se trouve une note manuscrite, que nous avons pu également consulter, écrite en français, mais anonyme, faisant état de rencontres entre des responsables français et M^{re} Vergès, apparemment chargé de transmettre les exigences du groupe Carlos. L'objectif de Heinrich était d'obtenir qu'il n'y ait pas de procès contre Magdalena Kopp et Bréguet. La note précise que Jacques Vergès a rencontré en 1982, « une fois tous les quinze jours du mois de mars au

mois d'août », Roland Kessous, présent comme conseiller de Gaston Defferre. À l'époque, ministre de l'Intérieur, il est notamment signifié à M. Kessous qu'il ne serait pas « dans l'intérêt de la France de garder les deux ». La note fait état d'une réponse dans laquelle le ministre se serait déclaré « intéressé » : la note fait ensuite référence à la démission de M. Kessous du cabinet de Gaston Defferre, en raison de désaccords avec la politique du ministre de l'Intérieur (le Monde du 16 septembre 1982).

La note indique que des contacts ont également eu lieu avec Louis Joinet qui, à l'époque, faisait partie du cabinet du premier ministre, Pierre Mauroy. Il est écrit que M. Joinet avait promis que « le procès du 29 avril se passerait bien ». Enfin, il est fait mention d'une demande d'audience de M^{re} Vergès à Jean-Claude Collard, alors directeur du cabinet du président de la République. Cette note confirme les observations de la Stasi, qui, indiquant-on au parquet de Berlin, faisait état elle aussi, dans ses dossiers, de l'époque, de « négociations entre Paris et Vergès » pour la libération de Kopp et de Bréguet. Tous ces documents représentent

une énorme masse de renseignements qui ont été essentiels pour l'enquête sur les divers attentats commis par le groupe Carlos en Europe. Passés au peigne fin depuis 1992 par les responsables du parquet de Berlin pour les questions de terrorisme, ce sont eux qui ont permis de rédiger l'acte d'accusation contre l'ex-lieutenant-colonel de la Stasi, Helmut Voigt, condamné en avril 1994 à quatre ans de prison pour avoir remis aux terroristes l'explosif utilisé dans l'attentat contre la Maison de France de Berlin en août 1983. Ce sont également ces documents qui ont permis de mieux cerner le rôle joué au sein du groupe Carlos par Johannes Heinrich, contre lequel quatre mandats d'arrêt sont aujourd'hui lancés. On ignorait à peu près tout de lui jusqu'au démantèlement de la Stasi.

Ces documents ont, bien entendu, été également une mine d'informations pour le juge Bruguière. La justice française avait été prévenue, il y a environ un an, de leur existence. On précise au parquet de Berlin que M. Bruguière a obtenu de la justice berlinoise l'accès à tous les documents dont elle disposait. Beaucoup d'entre eux lui ont été remis, notamment les notes de Heinrich et de Carlos. Le juge Bruguière a également pu consulter d'autres documents qui, pour des raisons diverses, ne peuvent servir de pièces à conviction, comme par exemple des comptes rendus d'écoutes téléphoniques. Depuis le début de l'année, M. Bruguière est venu régulièrement à Berlin, jusqu'en juillet dernier, travailler étroitement avec les enquêteurs berlinois.

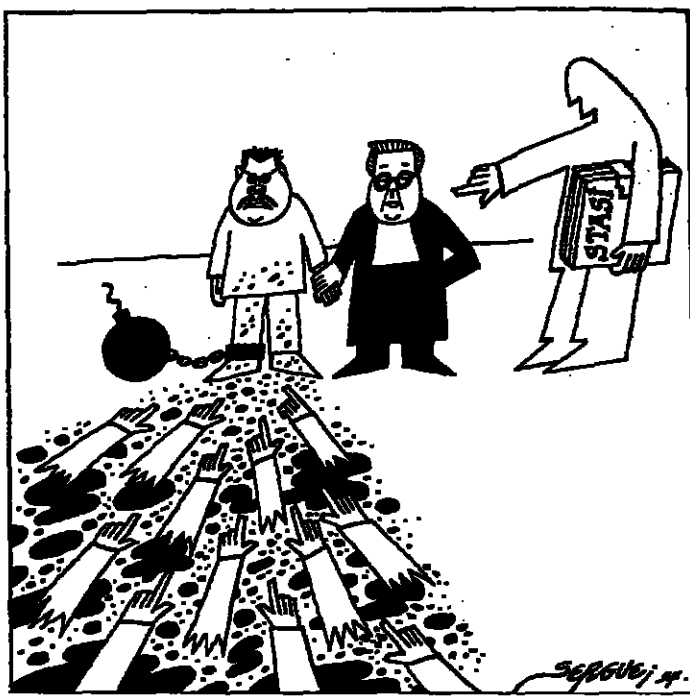
« Objectif : faire sauter Marseille »

Ces derniers, comme tout le monde en Allemagne, ont été surpris par l'annonce de la livraison de Carlos à la France, qu'ils ont apprise par les médias. Le 17 août, ils ont transmis aux autorités françaises une demande en vue de les autoriser à pouvoir, le cas échéant, interroger eux aussi Carlos à Paris. Et ils comptent à leur tour sur la collaboration des Français pour pouvoir atteindre leur objectif prioritaire : arrêter Johannes Heinrich. Selon leurs informations, celui-ci se trouverait encore à Damas.

Le parquet berlinois estime que Heinrich a en un rôle essentiel dans les activités du groupe Carlos en Europe. De nationalité allemande, il est poursuivi en Allemagne, non seulement pour l'attentat de Berlin, mais également pour trois autres attentats commis à l'étranger : l'attaque à la roquette contre l'aéroport d'Orly en 1974 ; un attentat à la voiture piégée contre l'ambassade d'Arabie saoudite d'Athènes ; et un attentat contre Radio Free Europe à Munich en 1981. Parmi les nombreux attentats auxquels il est mêlé figure également celui de la gare Saint-Charles de Marseille, en décembre 1982. Dans une note rédigée quelques jours avant l'attentat, Heinrich écrit en anglais dans ses notes : « The action : to blow Marseille ».

Comme Magdalena Kopp, Heinrich vient des cellules révolutionnaires de Francfort, qui sévissaient au début des années 70 en même temps que le groupe Baader-Meinhof. On ne dispose cependant que de peu d'éléments sur ses débuts. On ne sait pas, en particulier, comment il est entré en contact avec Carlos. Les deux hommes sont apparus ensemble, pour la première fois, lors de l'attentat d'Orly. Heinrich utilisait alors des papiers volés par les membres du groupe Baader-Meinhof, ce qui tendrait à prouver qu'il a été initialement en contact avec cette mouvance du terrorisme allemand, notamment pour se procurer des armes. Par la suite, ces contacts ont semblé cesser.

On souligne au parquet de Berlin que la trajectoire de Carlos et de sa bande est totalement différente de



celles des terroristes de la future Fraction armée rouge (RAF), dont l'idéologie a toujours été le principal moteur. Sous couvert d'une dialectique marxiste, Carlos et Heinrich, estime-t-on, sont ni plus ni moins des sortes de « néo-fascistes », qui agissent toujours pour le compte de gouvernements ou d'autres groupes, « contre paiement ». Seuls, estime-t-on à Berlin, les attentats commis par la France en 1982-1983, relèvent de leur propre initiative. Il s'agissait alors d'obtenir la libération de Magdalena Kopp, la future femme de Carlos. L'attentat d'Orly aurait été en revanche commandité par les Palestiniens et celui contre Radio Free Europe par les Roumains.

En Europe, leurs deux bases principales sont Budapest et Berlin-Est. Carlos et Heinrich voyagent avec des passeports diplomatiques syriens et, à Berlin-Est par exemple, utilisent l'ambassade de Syrie pour entreposer des armes. Les Allemands détiennent actuellement à Berlin un ancien diplomate de l'ambassade syrienne qui attend de passer en jugement pour complicité dans l'attentat contre la Maison de France. L'homme, Nabil Chritah, qui s'est rendu dans des conditions mystérieuses aux autorités allemandes en janvier 1994, avait conservé dans son propre bureau l'explosif utilisé dans l'attentat. Il a indiqué lors du procès contre le colonel Helmut Voigt, l'homme de la Stasi (le Monde du 17 août), que l'ordre du ministère syrien des

affaires étrangères était de prêter toute assistance à Carlos et ses amis.

Selon les renseignements du parquet berlinois, la Stasi observait ces mouvements en laissant le plus souvent dire. Elle intervenait cependant quand elle l'estimait nécessaire, notamment lors de transports d'armes importants. Celles-ci pouvaient être confisquées avant qu'une décision soit prise de les restituer ou non plus tard. On cite ainsi à Berlin le cas d'une cargaison d'armes qui aurait transité par la RDA avant d'être expédiée à l'ETA en Espagne, à travers l'Allemagne de l'Ouest et la France, dans le double toit d'une camionnette. Les 24 kilos de plastic utilisés contre la Maison de France avaient été saisis à l'arrivée de Heinrich à Berlin-Est. Ils lui avaient été ensuite restitués, alors que les dirigeants allemands savaient à quel ils allaient être utilisés. Cette restitution ne figure cependant dans aucun document de la Stasi. Au cours de son procès, Helmut Voigt a nié l'information, les enquêteurs de la police criminelle allemande en ont eu vent grâce aux révélations d'autres agents de l'ex-sécurité d'État. La conviction des spécialistes du parquet de Berlin est que la RDA n'avait pas forcément une ligne bien définie à l'égard des terroristes et qu'elle préférait se tenir le plus possible à l'écart, soit parce qu'elle ne voulait pas d'ennuis avec des gouvernements amis, soit par crainte de subir elle-même des représailles.

HENRI DE BRESSON

Quand l'avocat proposait à la France un « contact direct » avec Carlos...

Au plus fort des attentats meurtriers du printemps 1982, M^{re} Jacques Vergès a proposé aux autorités françaises un contact direct avec Carlos pour que cessent les actions terroristes. Les notes prises à l'époque par le bras droit de Carlos, Johannes Heinrich, aujourd'hui entre les mains du juge Bruguière et de la DST, évoquent cette proposition (lire ci-contre l'article d'Henri de Bresson). Un conseiller de Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur, le confirme : « M^{re} Vergès était entré en contact avec le cabinet du ministre. Il avait alors évoqué la possibilité de contacts directs avec Carlos en expliquant qu'il pouvait lui faire passer un message », se souvient Roland Kessous. Magistrat chargé des questions judiciaires au cabinet de M. Defferre, M. Kessous avait été sollicité par Jacques Vergès, qui était alors le défenseur de Magdalena Kopp et de Bruno Bréguet, deux proches de Carlos interpellés à Paris le 16 février 1982 et en attente de leur procès.

L'avocat a ainsi joué le même rôle d'émissaire de Carlos auprès de Matignon, où l'on estimait légitime de montrer le défenseur de terroristes menaçant la France. Son interlocuteur est à l'époque Louis Joinet, conseiller du premier ministre, Pierre Mauroy. « M^{re} Vergès nous a prévenus que le gouvernement ne prenait pas assez au sérieux les menaces de Carlos », explique M. Joinet, qui situe au mois de mars 1982 son unique rencontre, sur ce dossier, avec l'avocat. Datée du 25 février de la même année, une lettre à Gaston Defferre, écrite par Carlos (dans un français approximatif) et signée de l'empreinte de ses deux poings, exigeait « dans un délai de trente jours » la libération de Magdalena Kopp et Bruno Bréguet : « Nous ne sommes pas en guerre contre la France socialiste, et je vous prie, avec toute sincérité, de ne nous forcer pas à la faire ».

« J'ai demandé à M^{re} Vergès s'il était en contact avec Carlos pour se faire ainsi, en son nom, l'écho des menaces de représailles, se

rappelle M. Joinet. Il m'a répondu qu'il communiquait avec lui au moyen d'annonces codées publiées dans le journal le Matin de Paris... La réponse avait paru farfelue au conseiller de Pierre Mauroy qui avait, assure-t-il, rompu cette relation et conseillé à l'avocat d'entrer en rapport avec la DST... »

D'après nos informations, les fichiers allemands contiennent aussi la transcription de propos tenus par M^{re} Vergès à des membres de l'entourage de Carlos, selon lesquels M. Joinet aurait été en mesure de proposer un « deal » au magistrat instructeur chargé du dossier Kopp-Bréguet, le juge Jean-Louis Debré. M. Joinet dément catégoriquement la moindre intervention dans le cours de cette affaire. Outre les réserves d'usage sur la véracité des informations contenues dans les notes de la Stasi, rien n'interdit de penser que l'avocat ait pu faire montre, auprès de ses clients, d'un optimisme exagéré.

Les menaces adressées à Gaston Defferre étaient, elles, bien réelles. Après la lettre de Carlos, d'anciens membres de son cabinet ont en mémoire les « petits cercueils » envoyés au ministre par la poste. Informé par Roland Kessous des sollicitations de M^{re} Vergès, Gaston Defferre avait conseillé, selon nos sources, de ne « pas fermer la porte » à d'éventuels contacts, mais sans aller jusqu'à rencontrer Carlos en personne. Dans ses notes interceptées par la Stasi, le lieutenant de Carlos, Heinrich, écrit, lui, sans plus de détail, que le ministre s'était déclaré « intéressé ». Heinrich rend-il ainsi compte d'informations communiquées par l'avocat ? Il écrit aussi que les rencontres entre M^{re} Vergès et M. Kessous avaient lieu « tous les quinze jours du mois de mars au mois d'août » 1982. Le magistrat nous a affirmé, lui, n'avoir rencontré Jacques Vergès qu'à deux reprises, à Paris, et seulement à l'issue du procès.

Le jour de l'ouverture du procès de Magdalena Kopp et Bruno Bréguet pour détentions d'armes et d'explosifs, le 22 avril 1982, une

voiture piégée explose devant le journal Al Watan Al Arabi, rue Marbeuf, provoquant la mort d'une personne et soixante-trois blessés. Devant le tribunal correctionnel de Paris, M^{re} Vergès déclare : « Quel que soit votre jugement, mes clients quitteront leur prison et rentreront chez eux. Vous le savez... Leurs amis n'auront de cesse qu'ils ne soient libérés. Et dans un jour, dans une semaine, dans un mois, il n'est pas possible que le gouvernement ne les libère pas (...). Un accord non écrit existe entre un certain nombre d'États d'Europe et certaines organisations révolutionnaires, en vertu duquel ces organisations épargnent les États dans la mesure où ceux-ci ne tiennent pas compte des infractions qui ne se sont pas déroulées sur leur territoire... »

Évoquant les contacts de l'avocat avec Matignon, Heinrich écrit encore qu'il aurait été promis que le procès « se passerait bien ». La bombe de la rue Marbeuf influa-t-elle sur le cours de la justice ? Le procureur avait alors requis des peines de trois ans contre Bruno Bréguet et deux ans contre Magdalena Kopp. Le tribunal jugea ces réquisitions trop modérées, condamnant les deux terroristes à, respectivement, cinq ans et quatre ans d'emprisonnement.

Bruno Bréguet sera libéré, le 17 septembre 1985, après une remise de peine, pour « excellente conduite » à la centrale de Clairvaux. Magdalena Kopp était sortie de prison, le 4 mai de la même année, et avait aussitôt été conduite par des policiers français en République fédérale allemande, d'où elle devait presque immédiatement gagner la Grèce, avec l'assistance de M^{re} Vergès. Elle rejoignit ensuite Carlos, qui devait plus tard devenir son époux, et ne perdit jamais le contact avec son avocat français.

À l'issue de son premier entretien avec Carlos, mardi 18 août à la prison de la Santé, M^{re} Vergès reconnaît que l'un de ses premiers gestes fut de lui téléphoner.

HERVE GATTEGNO

ET ERICH INCYAN

Handwritten signature or text in a box.

attentats Paris-Toulouse



Mitch Ramirez Sanchez et ses prolongements

Les souvenirs de cheikh Yamani otage à Vienne

BERNE
de notre correspondant

« Carlos m'avait dit dès le début qu'il m'avait condamné à mort et que je serais exécuté avec le ministre iranien. Si quelqu'un a accueilli avec satisfaction l'arrestation d'Illitch Ramirez Sanchez, c'est bien cheikh Ahmed Zaky Yamani, ancien ministre saoudien du pétrole, qui se trouvait parmi les otages lors de la spectaculaire opération dirigée par le terroriste en 1975 au siège de l'OPEP à Vienne.

Dans un entretien téléphonique qu'il nous a accordé mercredi 17 août de son yacht qui navigue « quelque part en Méditerranée », cheikh Yamani a d'abord déclaré que la capture de son ancien geôlier lui a évidemment remis en mémoire « les quarante-sept heures les plus longues de sa vie », quand Carlos jouait avec ses prisonniers.

A la tête d'un commando de six terroristes, le Vénézuélien avait fait irruption le 21 décembre 1975 en fin de matinée dans une réunion ministérielle de l'OPEP, tuant trois personnes et en prenant soixante-dix en otage, dont les onze ministres présents. Cheikh Yamani, qui assurait la présidence des débats, était particulièrement visé. Après avoir tiré des coups de feu en l'air et intimé l'ordre de se coucher par terre, Carlos l'avait prévenu d'embellie qu'il le tuerait, l'accusant d'être « à la solde de l'impérialisme ».

« Carlos ne badinait pas et se montrait fortement déterminé, précise cheikh Yamani. L'un de mes plus mauvais souvenirs, c'est d'avoir vu tuer un économiste libyen qu'il a abattu de plusieurs balles avant de lui donner froidement le coup de grâce. Cette cohabitation forcée avec Carlos a aussi permis à cheikh Yamani de se familiariser avec le personnage. « Nous avons parlé de tout, y compris de sa vie privée, de sa jeunesse, de ses études à Londres. C'était un homme qui aimait la vie, courir les filles et s'amuser. Il était également très bien habillé

en confection de luxe. Il bavardait et plaisantait, mais je ne pouvais pas m'empêcher de penser qu'il m'avait promis de me tuer de sang-froid. Il avait même menacé de m'exécuter dans la demi-heure qui suit et de jeter mon corps dans la rue si le gouvernement autrichien ne faisait pas lire leur communiqué à la radio. »

Selon l'ancien ministre saoudien, l'attaque de Vienne avait été préparée à Bagdad par une organisation palestinienne dirigée par Wadhi Haddad, tandis que le commando comprenait également deux Allemands, un homme et une femme du groupe Baader-Meinhof. Derrière eux, croit savoir cheikh Yamani, se trouvaient « sans aucun doute » l'Irak et la Libye, la logistique. « D'ailleurs, ajoute cheikh Yamani, Carlos a prêté d'embellie ce qui se passerait à Tripoli, et les choses se sont déroulées exactement comme ça. »

« Un simple exécutant qui appartient au passé »

A propos d'un éventuel marchandage entre Paris et Khartoum, cheikh Yamani se borne à constater que les acteurs dirigeants saoudiens « sont religieux tandis que Carlos est marxiste, ce qui est difficilement compatible ». Il rappelle aussi qu'en 1975 Carlos lui avait parlé, parmi d'autres projets, d'un plan pour renverser le régime soudanais de l'époque. Aujourd'hui, l'ancien ministre saoudien pense que « Carlos n'a jamais été un organisateur, c'était un simple exécutant qui appartient désormais au passé. Le moment est maintenant venu pour lui de rendre des comptes à la justice, qui doit prévoir, je pense qu'il ne sera pas difficile de prouver ce qu'il a commis. Si la justice le juge coupable, il devrait être condamné à la prison à vie puisqu'il n'y a pas de peine de mort en France. Son procès permettra peut-être aussi d'en savoir un peu plus sur les pays qui l'ont aidé, ce qui pourrait se révéler embarrassant pour certains d'entre eux. »

JEAN-CLAUDE BUHRER

DANS LA PRESSE

ABC (José María Carrascal) : « Que fait le gouvernement espagnol qui ne s'est pas encore manifesté au sujet de l'affaire Carlos pour déterminer quelles implications ce terroriste international a pu avoir dans le terrorisme interne de notre pays ? Les gouvernements allemand, hollandais, italien et autrichien ont déjà sollicité les autorités françaises pour demander la venue de leurs représentants, ces derniers pouvant interroger le détenu dans le cadre du processus judiciaire et demander son extradition le cas échéant. C'est ce que fait tout gouvernement responsable et conscient devant n'importe quelle situation grave. »

The New York Times : « La capture de Carlos est une réelle victoire pour les démocrates que ce mouvement cherchait à démolir. Américains, Européens, Israéliens et Arabes modérés étaient devenus les cibles d'une campagne de terreur menée par un réseau clandestin qui détournait les avions, enlevait des otages, et faisait exploser des aéroports et des gares. Cette campagne a été étonnamment par un bon travail policier et une coopération globale, qui a permis aux gouvernements de faire face avec la plus grande discrétion au plus récent des mouvements terroristes inspirés par la religion et le fanatisme ethnique. »

InfoMatin (Eric Decouty) : « Si l'arrestation de Carlos était au grand jour les noms de quelques notables ayant eu, un temps, de secrètes et inavouables accointances de l'autre côté du mur de Berlin ? « C'est une éventualité », lâche M. Mourad Oussedik, un des avocats du terroriste. Éventualité vérifiée dès hier, à ses propres dépens, par son collègue Vergès. [...] Le juge Brugière pourrait aussi découvrir les appuis dont a bénéficié Carlos en Allemagne, mais surtout en France. Et c'est là que, même dans sa cellule, le terroriste pourrait redevenir explosif. »

L'Indépendant (Henri Fabre) : « L'arrestation de Carlos a déjà provoqué deux séismes. Le premier est évidemment politique : l'événement a fait de Charles Pasqua la superstar de l'été. [...] Le second séisme, dont on mesure mal encore l'ampleur, menace une catégorie d'individus, souvent respectés dans leur pays, qui ont des années durant pactisé avec les terroristes. Les archives de l'ancien univers soviétique livrent peu à peu les noms des personnalités qui trahissaient leurs concitoyens. Dans ce contexte, les graves accusations portées contre Mr Vergès [...] se font prendre avec réserve. »

La Charente libre (Jacques Guyon) : « Sulfureux, atypique, toujours à contre-courant, Jacques Vergès a souvent été critiqué pour épusier - ou en tout cas faire semblant - les causes des justiciables qu'il a assistés. Les zones d'ombre, des « trous » dans la vie de l'avocat ont également contribué à diaboliser le personnage. [...] On peut certes trouver Jacques Vergès odieux, mais le déballage d'hier est particulièrement choquant, surtout en ce moment de rare tension de notre société. Il est quand même incroyable que l'on jette en pâture à l'opinion ce qui est remonté - comment ? - des poubelles de l'histoire de la Stasi. »

La diplomatie parallèle de Charles Pasqua

Le Proche-Orient, le Maghreb ou l'Afrique noire ne sont pas extérieurs aux préoccupations du ministre de l'intérieur

Des différents ministres de l'intérieur qui se sont succédé depuis quinze ou vingt ans, Charles Pasqua est assurément celui qui met en œuvre la conception la plus « large » de ses fonctions. Sa volonté d'occuper le terrain politique vis-à-vis du Proche-Orient et du Maghreb s'était affirmée dès 1986, avec la nomination à son cabinet d'un diplomate spécialiste du monde arabe, venu du cabinet du premier ministre d'alors, Jacques Chirac. Il s'agissait de Bernard Guillel, redevenu conseiller diplomatique du ministre de l'intérieur en avril 1993.

La conjoncture servait, alors. M. Pasqua : les actions terroristes menées à Paris exigeaient qu'il fit preuve de la plus grande vigilance, sans négliger aucun des moyens dont il pouvait disposer pour s'assurer l'origine des attentats et faire pression sur leurs auteurs ou instigateurs : le sort des otages français détenus au Liban risquait de peser sur la campagne présidentielle ; la rivalité avec l'Elysée transférait sur le ministre de l'intérieur la charge de surveiller avec une attention particulière ce qui, en temps ordinaire, « remonte » jusqu'à la présidence de la République ; la candidature de Jacques Chirac à la présidence nécessitait qu'il fût couvert sur ce flanc-là par un allié sûr et efficace.

Huit ans plus tard, une conjoncture différente sert, encore, M. Pasqua : l'activisme islamiste en Algérie et la nécessité de parer aux dangers que pourrait entraîner, pour la France, la victoire du FIS dans ce pays ; les soucis de sécurité sont ceux du pouvoir algérien, mais aussi, dans une moindre mesure, des régimes marocain et tunisien ; la rivalité entre le premier ministre et le président de la République pour la candidature à l'Elysée.

Les incursions internationales de M. Pasqua sont de deux ordres : d'espionnage ou de contre-espionnage d'autres pays et à pratiquer une sorte de diplomatie policière. M. Pasqua épouse volontiers cette logique, en se faisant fort, certainement, de la contrôler.

Des Hauts-de-Seine à l'Afrique

Dans le premier cas, on peut dire que le ministre fait, en quelque sorte, la politique de ses services. Le travail de la DST amène cette dernière à entretenir des relations avec les organes de sécurité, d'espionnage ou de contre-espionnage d'autres pays et à pratiquer une sorte de diplomatie policière. M. Pasqua épouse volontiers cette logique, en se faisant fort, certainement, de la contrôler.

Les relations avec le Proche-Orient ont, cependant, d'autres dimensions. Il y a, d'abord, le terrorisme, qui est devenu depuis vingt ans, alimenté par le conflit palestinien-israélien au départ, une donnée constante des relations entre les pays occidentaux et les pays arabes. Ce terrorisme est activé par des motivations très diverses, où se mêlent rivalités entre États, entre mouvements politiques, entre factions à l'intérieur d'un même pays. L'arrestation de Carlos vient rappeler qu'il fut un temps où le terrorisme était, aussi, contrôlé, influencé ou accompagné par l'Est communiste, l'Union soviétique et ses satellites cherchant à annexer et à manipuler ce moyen de pression sur l'Occident.

Nourri ou soutenu, selon les époques, par la Syrie, l'Irak, la Libye ou l'Iran, le terrorisme proche-oriental a démontré qu'il était capable d'intégrer dans ses calculs les données de politique intérieure française. L'utilisation des otages français détenus au Liban, pendant la première cohabitation, en avait fourni une preuve éclatante. Les liens entre cette affaire et le contentieux financier franco-iranien ont montré, d'autre part, l'implication qui peut exister entre les conflits locaux, les relations commerciales de certains de ces pays avec l'Occident et les rivalités politiques en France.

La maîtrise de ces différentes dimensions est complexe. M. Pasqua a toujours cherché à l'assurer à travers deux réseaux au moins : celui, officiel mais secret, du service dont il a le contrôle en tant que ministre de l'intérieur, c'est-à-dire la DST ; celui, officieux et tout aussi secret, de certains de ses

collaborateurs personnels - dont le plus connu, si l'on peut dire, est sans doute Jean-Charles Marchiani -, et des connexions dont ils disposent avec les milieux proches-orientaux les plus variés : hommes d'affaires, agents de tel ou tel État, dirigeants de mouvements divers, marchands d'armes, etc.

Le lien qu'impose le terrorisme entre politique extérieure et sécurité intérieure, le caractère policier autant que diplomatique que revêtent les relations avec une région du monde d'où peuvent partir des menaces visant le territoire national lui-même, expliquent la latitude dont peut disposer le ministre de l'intérieur. S'y ajoutent, dans le cas de M. Pasqua, les relations historiques du RPR et de son président, Jacques Chirac, dans cette région, de son amitié avec le président irakien Saddam Hussein, dans les années 70, à son séjour à Oman, il y a deux ans, dans des conditions financières et pour des motifs qui n'ont pas été élucidés. Le commerce - notamment d'armements - les relations diplomatiques, les connivences politiques font des relations avec le Proche-Orient, à certains égards, une affaire de politique intérieure française.

Le second secteur d'intervention de M. Pasqua est l'Afrique. Là encore, son action résulte en partie du flou créé par la situation française. Traditionnellement, les chefs d'État africains amis de la France sont en contact direct avec l'Elysée. De manière plus informelle, certains d'entre eux ont toujours maintenu des contacts avec le mouvement gaulliste et avec celui qui était, de ce côté-là, leur interlocuteur historique depuis de Gaulle : Jacques Foccart. Les tribulations de la « cellule africaine » de l'Elysée et l'affaiblissement de la présidence de la République dans cette seconde cohabitation ont réduit l'emprise du « château » sur les relations avec l'Afrique. M. Foccart s'est vu vieux. M. Balladur est, sur ce terrain aussi, relativement novice, même si l'appui de Michel Rous-sin, ministre de la coopération, qui ne fait guère mystère de son option balladurienne, a contribué à assurer la réussite de la récente tournée africaine du premier ministre.

Il reste que M. Pasqua, cherchant à recueillir l'héritage de M. Foccart et usant, aussi, des

moyens que lui donne la maîtrise du budget du département le plus riche de France - les Hauts-de-Seine, dont il préside le conseil général - s'est investi sur le continent noir. Les affaires africaines relevant à la fois de l'Elysée, de Matignon, du Quai d'Orsay, de la défense, du ministère de la coopération et de celui de l'économie et des finances, un chef d'État africain en visite officielle à Paris fait systématiquement le tour de ces institutions. Depuis que M. Pasqua est ministre de l'intérieur, il s'y ajoute une visite place Beauvau. L'hiver dernier, les présidents tchadien et mozambicain ont ainsi dîné au ministère de l'intérieur, tandis qu'en juin leurs homologues gabonais et camerounais ont été reçus à déjeuner à Nanterre, siège du conseil général des Hauts-de-Seine.

Un système opaque

Grâce à la présidence de ce conseil général, M. Pasqua avait trouvé prétexte à s'intéresser à l'Afrique bien avant d'être ministre de l'intérieur. Que ce soit au Togo, en décembre 1992, ou au Cameroun, un mois plus tard, par exemple, c'est sous couvert de lancer des projets de coopération décentralisée (routes, dispensaires, écoles, etc.), au nom de son département, que M. Pasqua avait apporté son soutien aux présidents en place, Gnassingbé Eyadéma et Paul Biya. Depuis, la générosité des Hauts-de-Seine lui a permis d'étendre ses connexions, notamment, au Gabon, au Sénégal, au Mali et en Angola. Daniel Léandri, ancien conseiller d'Elf International et proche conseiller du ministre, reçoit régulièrement les Africains de passage à Paris. Les grands hôtels des capitales africaines francophones hébergent régulièrement des émissaires du ministre de l'intérieur, comme les experts électoraux présents à Libreville, en décembre 1993, au moment de la houleuse réélection du président gabonais. Omar Bongo.

Cette présence est très discrète, pour des activités de nature secrète. C'est d'ailleurs la principale caractéristique du « réseau » Pasqua en Afrique : il reste totale-

ment opaque. « M. Pasqua travaille avec des hommes efficaces : vous ne les voyez jamais », observe un membre d'un réseau « adverse ». « L'opacité du système Pasqua, précise un autre spécialiste des relations franco-africaines, suppose qu'il n'intervienne pas dans les circuits de décision gouvernementaux français : M. Pasqua ne représente pas un élément de la politique africaine de la France, mais l'Afrique est un élément de la politique française de M. Pasqua. »

Apparemment, le ministre de la coopération ne trouve rien à redire aux activités du ministre de l'intérieur sur le continent noir. « Quand nous étions dans l'opposition, ses voyages en Afrique nous ont permis de maintenir des relations précieuses », affirme-t-il, y a un an, Michel Roussin (1), et quand Charles Pasqua reçoit, par exemple, le président Biya à dîner, dans une ambiance familiale, au ministère de l'intérieur, je suis assis à la droite du président camerounais ! « Cette mansuétude est loin d'être partagée par le Quai d'Orsay, où l'on n'apprécie guère certaines initiatives du ministre de l'intérieur. Entre autres exemples : l'octroi d'un visa à l'un des fils de Mobutu Sese Seko, en janvier dernier, alors que le ministère des affaires étrangères suit scrupuleusement les consignes selon lesquelles la famille du président zairois est non grata sur le territoire français.

Le dossier rwandais aura révélé, d'ailleurs, combien les affaires africaines divisent les autorités françaises. L'opération « Turquoise », lancée d'un même élan par l'Elysée et le Quai d'Orsay, alors que Matignon et le ministère de la coopération étaient sceptiques, a montré que l'entente entre M. Mitterrand et M. Juppé peut aussi bien fonctionner sur un dossier africain que sur le dossier bosniaque. D'un autre côté, le règlement de M. Roussin à M. Balladur est clair depuis la dévaluation du franc CFA. Entre ces deux tendances, M. Pasqua continue de jouer les francs-tireurs, en affirmant une autonomie qu'il doit à sa stature, à ses réseaux et à la confiance des services de police.

PATRICK JARREAU
et MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Entretien à l'hebdomadaire *Jeune Afrique* daté 29 juillet 1993.

Les réactions en France...

M. Glavany (PS) : « M. Pasqua roule des mécaniques »

Le porte-parole du Parti socialiste, Jean Glavany, a indiqué, mercredi 17 août, au terme d'une réunion du bureau national du PS, que « les socialistes se félicitent » de l'arrestation de Carlos, qui, a-t-il précisé, « n'a rien à voir avec les contrôles d'identité sur les Hauts-Pyrénées ». Le député des Hauts-Pyrénées a ajouté : « Il y a deux manières de lutter contre le terrorisme : l'une, sérieuse, discrète, secrète et efficace, celles des professionnels, et une autre, plus spectaculaire, qui n'a aucune efficacité. »

M. Glavany a ajouté que « Charles Pasqua exploite cette affaire ». « Chaque fois qu'une élection présidentielle approche, a-t-il affirmé, M. Pasqua roule des mécaniques, se livre à des gesticulations électoralistes dans tous

les sens, multiplie les pressions pour montrer au peuple français qu'il assure sa sécurité, ce qui est d'ailleurs loin d'être le cas. C'est sans doute, pour lui, une manière de peser de tout son poids sur l'élection présidentielle. La dernière fois, il le faisait pour le compte de Chirac. Cette fois-ci, on ne sait pas trop pour qui, probablement pas pour le compte de Jacques Chirac, mais peut-être un peu pour lui. »

Interrogé jeudi 18 août sur RTL, le premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli, a affirmé qu'« à l'approche de chaque élection présidentielle, les gesticulations pasquennes augmentent en volume ». Évoquant l'arrestation de Carlos, M. Emmanuelli a déclaré qu'« il est bon que [celui-ci] soit devant ses juges », tout en s'interrogeant « sur les

raisons qui ont brusquement poussé le régime de Kharioum à faire cette livraison à Paris ».

De son côté, dans un éditorial signé par José Fort, l'*Humanité* de jeudi 18 août dénonce l'« amalgame » qui est fait dans un certain nombre de médias entre les termes de « révolutionnaire », « marxiste », « communiste » et « anti-impérialiste ». « Voici que l'on assimile un tueur au murisme (...) et que l'on mêle dans la boue une idée de générosité, de solidarité, de justice sociale avec des actes commis par un manipulateur des mauvaises causes et autres services spéciaux », écrit l'éditorialiste du journal du PCF, en rappelant en quels termes l'ancien secrétaire général du parti, Georges Marchais, avait condamné, en 1986, le terrorisme.

... et à l'étranger

Le FPLP apporte son soutien à Carlos

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), pour le compte duquel Carlos a longtemps opéré, s'en est pris, mercredi 17 août, au Soudan pour avoir extradé Carlos et a apporté son appui à ce dernier.

« Le FPLP condamne le transfert de Carlos qui n'est qu'une action mesquine contre un combattant qui défend les mouvements de libération », a déclaré à Damas un porte-parole du FPLP. « Il n'existe plus aucun lien entre le FPLP et Carlos, mais nous voulons lui exprimer notre soutien », a dit ce porte-parole.

La Libye, par le biais de

l'agence officielle JANA, a dénoncé une « nouvelle campagne de l'alliance judéo-croisée » visant « à salir la réputation » de certains États arabes dans l'affaire Carlos.

En Hongrie, le procureur général adjoint, Janos Fabian, a démenti que son pays ait soustrait des renseignements décisifs sur Carlos à la justice française. En revanche, a-t-il dit, les autorités françaises semblent avoir négligé de transmettre au juge Jean-Louis Bruguière des informations qu'elles avaient reçues de Hongrie.

Dans une interview publiée la

veille par le quotidien *Nepszabadsag*, le juge Bruguière avait estimé que les renseignements les plus importants sur Carlos se trouvaient toujours en Hongrie. Les Occidentaux peuvent aujourd'hui s'informer auprès des ex-pays communistes d'Europe centrale et orientale, mais ils auront le sentiment que « rien n'a changé » si l'on continue de leur soustraire certaines données, avait-il dit.

Selon le quotidien turc *Hurriyet*, les autorités d'Ankara tentent de vérifier d'éventuels liens entre Carlos et le chef de la rébellion kurde de Turquie, Abdullah Öcalan. (AFP, Reuters)

SOCIÉTÉ

Les trafics de matières radioactives

La police russe a arrêté trois trafiquants à Saint-Petersbourg

La police russe a arrêté, jeudi 18 août à Saint-Petersbourg, trois personnes qui essayaient de vendre un conteneur renfermant des substances radioactives pour 1 million de dollars, a indiqué l'agence Interfax. Le conteneur métallique, d'un poids de 60 kilos, a été transmis aux services spéciaux de la flotte de la Baltique, a précisé l'agence. La nature des substances radioactives n'a pas été précisée. Les trois trafiquants – un chômeur, un dirigeant d'entreprise et un employé d'une société de surveillance, tous originaires de Kaliningrad (nord-ouest de la Russie, non loin des frontières polonaise et lituanienne) – essayaient de vendre leur conteneur à « un habitant » de Saint-Petersbourg, selon Interfax. La veille, quatre personnes soupçonnées d'avoir envoyé, ou de préparer l'envoi, de plutonium de contrebande au Pakistan ont été arrêtées à Berlin, puis relâchées après avoir été interrogées.

Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a appelé mercredi les États nucléaires de l'ex-URSS à renforcer leur contrôle sur les substances radioactives en coopération avec l'Union européenne. « Le commerce illégal de matières nucléaires représente un danger considérable pour la sécurité internationale », a déclaré M. Kinkel dans un communiqué. Il faut combattre ce trafic « là où il prend naissance ». Le ministre a indiqué s'être entretenu à ce sujet avec ses homologues russe, biélorusse, kazakh et ukrainien. « Je les ai appelés à œuvrer pour un contrôle sans faille, global et efficace dans leurs pays », a-t-il affirmé. Selon lui, « le but à moyen terme doit être la création d'un système de contrôle international pour le plutonium ».

L'Allemagne, qui assure actuellement la présidence de l'Union européenne, va évoquer cette question lors de la réunion informelle des ministres des affaires

étrangères à Usedom (ex-RDA), les 10 et 11 septembre, afin « d'arrêter des mesures efficaces ». M. Kinkel a notamment évoqué une utilisation renforcée de la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) et un engagement actif l'organisation européenne de la police criminelle (Europol) dans la lutte contre ce trafic. Le programme d'assistance technique aux États de la CEI (TACIS) doit également être élargi afin d'aider à un meilleur contrôle des substances radioactives dans l'ex-URSS, a dit le ministre.

A Londres, un consultant britannique en ingénierie déclare, dans le *Times* du jeudi 18 août, que des responsables russes de l'industrie nucléaire lui avaient proposé à plusieurs reprises de plutonium et de l'uranium. « Il s'agit de responsables de sites, d'experts nucléaires, qui voyaient là un moyen légitime de se faire de l'argent », affirme-t-il. (AFP, Reuters)

Boris Eltsine promet son aide aux Allemands

BERLIN

de notre correspondant

Les révélations de ces derniers jours sur le trafic de produits nucléaires radioactifs en Allemagne continuent d'alimenter une vive polémique entre Bonn et Moscou. Après toute une série de dénégations indignées de responsables russes rejetant les accusations allemandes (le *Monde* du 17 août), le président Eltsine a cependant proposé, dans une lettre adressée au chancelier Kohl, sa coopération pour tenter de résoudre le différend. Dans cette lettre, que le gouvernement allemand a annoncé mercredi 17 août avoir reçue, le président russe suggère que les experts russes et allemands enquêtent ensemble sur ces trafics.

Cette offre, qui a été accueillie avec satisfaction à Bonn, permet aux autorités allemandes d'attendre avec optimisme la visite que l'ambassadeur de chancelier Kohl, le secrétaire d'Etat Bernd Schmidbauer, doit effectuer cette fin de semaine à Moscou. M. Schmidbauer, chargé à la chancellerie de superviser les services de renseignement, doit rencontrer le président Eltsine et l'ensemble des responsables russes des questions nucléaires. On indique à Bonn que le secrétaire d'Etat au ministère de l'Inté-

rieur se rendra également la semaine prochaine à Moscou pour y rencontrer des experts russes.

Le trafic a été l'objet de discussions, mercredi 17 août à Bonn, au cours du premier conseil des ministres de la rentrée et a donné lieu à une information de la commission de contrôle parlementaire du Bundestag. Lors de la réunion du gouvernement, le ministre de l'Intérieur, Manfred Kanther, a confirmé, selon le porte-parole de la chancellerie, la nécessité d'une étroite coopération avec les Russes pour tenter de trouver une solution. Il a estimé que les fournisseurs cherchaient actuellement à vérifier l'existence d'un marché.

Des failles dans la sécurité russe

Il a, en outre, souligné la conviction des experts allemands d'être confrontés à un problème nouveau depuis la saisie de 300 grammes de plutonium à Munich. Selon les analystes du gouvernement, les prix demandés par les fournisseurs excelaient ceux que les matériaux proposés intéressent des personnes privées, voire des terroristes. Seuls des gouvernements pourraient être de potentiels acheteurs.

A l'issue de la réunion de la commission de contrôle parle-

mentaire, son président, le social-démocrate Wilfried Penner, a indiqué qu'il y avait sans aucun doute des failles dans le système de surveillance russe. Un autre responsable social-démocrate a indiqué que certaines informations tendaient à montrer que d'anciens agents du KGB et de la Stasi, l'ex-sturte d'état est-allemande, seraient impliqués dans le trafic. La chaîne de télévision ARD, se référant à cette réunion, a rapporté que le trafiquant Adolf Jackel, trouvé en mai dernier en possession d'un échantillon de plutonium, pourrait avoir agi pour le compte d'un Etat. Il aurait disposé d'une enveloppe de 100 millions de DM.

L'expert russe Vladimir Tschernomok, qui avait été responsable du site de Tchernobyl après la fusion d'un des réacteurs, et qui vit maintenant en Allemagne, a souligné dans une interview à l'hebdomadaire *Die Woche* que les récentes découvertes n'étaient que la pointe de l'iceberg. « Il y a déjà dans votre pays beaucoup plus de matériaux susceptibles d'entrer dans la fabrication d'une bombe que vous ou les autorités pouvez le imaginer », a-t-il estimé. Dans toute l'Allemagne, la police continue d'être en tout cas sur les dents pour vérifier la moindre piste.

HENRI DE BRESSON

Guide pratique à l'usage des nucléo-terroristes

La mémoire de John Phillips, étudiant à l'université américaine de Princeton (New Jersey) l'avait rendu célèbre du jour au lendemain : 34 pages expliquant en détails comment fabriquer « à la maison », avec 6,96 kilos de plutonium, une bombe atomique d'une puissance égale à celle de celle d'Hiroshima. C'était en 1976, et le monde se faisait déjà peur avec les « pertes » de matières fissiles aux États-Unis. Dix huit ans plus tard, pourtant, personne ne semble avoir utilisé le manuel de John Phillips...

« C'est vrai, tout est dans les livres et dans les revues. Mais, pour passer à la réalisation concrète d'un engin répondant à l'usage qu'on veut en faire, il manque quand même beaucoup de choses. Ce n'est pas un hasard si certains pays ont eu tant de mal à se doter de la bombe », remarque un expert français du nucléaire militaire. Cela posé, « un bricoleur un peu doué » pourrait effectivement construire dans son garage « un engin artisanal et le faire fonctionner sur place avec une probabilité raisonnable de succès », reconnaît-il.

Il « suffit » pour cela de posséder une petite dizaine de kilos de

plutonium suffisamment riche en isotopes 239 (le taux de 87 % de celui saisi à Munich pourrait suffire, mais 90 à 95 % sont préférables). On en fait une sphère que l'on entoure d'explosifs conventionnels dont la mise à feu provoquera une onde de choc concentrique qui compressera le plutonium, déclenchant une réaction en chaîne violente.

Quelques détonateurs et composants électroniques, et surtout un sérieux savoir-faire dans le maniement d'explosifs sont indispensables pour obtenir l'effet voulu. Mais les terroristes ne manquent généralement pas d'experts en la matière. Le plutonium-métal en lingots est préférable à l'oxyde en poudre saisi à Munich. Mais la transformation de l'oxyde en métal est une opération chimique assez simple. Elle exige cependant, ainsi que le faitage de la sphère de plutonium, « une cellule étanche et en suppression moyennement protégée contre les radiations » si le terroriste bricoleur veut éviter d'être la première victime de son engin. Le mieux est, évidemment, de récupérer cette sphère sur une arme toute faite, reconnaît notre expert. Mais, même dans ce cas, tout le brico-

lage précédent est indispensable : les armes tactiques (portables) sont en effet généralement dotées d'un code qui rend leur emploi impossible en cas de vol.

Une arme intrinsèquement et non maîtrisable

Après avoir dépensé beaucoup d'argent (pour l'achat des matières fissiles) et pris énormément de risques, le nucléo-terroriste posséderait ainsi un engin quasiment intrinsèquement dangereux pour lui-même, et dont les effets ne seraient ni garantis ni maîtrisables. « Il est beaucoup plus simple d'employer des explosifs classiques qui peuvent être extrêmement destructeurs, estime notre expert. C'est pourquoi nous pensons tous que les seuls clients intéressés par les matières fissiles de contrebande sont probablement certains pays désireux de se doter de la bombe et qui disposent déjà de toute la technologie nécessaire. » Cela dit, on peut facilement imaginer des terroristes se « contenter » d'un chargement à la contamination, pour lequel de simples déchets ou substances radioactives – non militaires – suffisent.

J.-P. D.

SPORTS

Les championnats du monde cyclistes sur piste

La première médaille d'or de la poursuivante Marion Clignet

Après la victoire de Florian Rousseau au kilomètre et la deuxième place de Francis Moreau en poursuite pour l'équipe masculine, l'équipe de France féminine de cyclisme sur piste a remporté sa première médaille d'or grâce à Marion Clignet, qui s'est imposée dans la poursuite des championnats du monde, mercredi 17 août à Palerme. La Française, âgée de trente ans, a réalisé le meilleur temps des quarts de finale et des demi-finales avant de dominer sa cadette de neuf ans, la Russe Svetlana Samohvalova, en finale. Malgré un départ plus lent, elle s'est imposée aisément de plus de sept secondes, à la moyenne de 48,344 km/h.

Après le bronze des championnats du monde de Stuttgart en 1991, pour ses débuts en équipe de France, et l'argent de Hamar, en Norvège, en 1992, Marion Clignet a enfin décroché sa première victoire. L'an dernier, son parcours avait été terni par un contrôle antidopage positif à la caféine, en début de saison, sa suspension intervenant seulement après les championnats du monde.

Née aux États-Unis de parents champions, Marion Clignet s'est installée en France il y a quatre ans et a choisi la Bretagne pour lieu de résidence. Elle n'a débuté que tardivement dans le cyclisme, à l'âge de vingt-trois ans. Elle s'est rendue compte de ses dispositions pour ce sport à cause de son épilepsie, maladie qu'elle continue à soigner : dans l'état américain où elle habitait, les épileptiques ne peuvent pas conduire et doivent trouver d'autres moyens de transport. Grande rivale, ces dernières années, de Jeanne Longo, qui a gagné trois fois le titre de la poursuite (1986, 1988, 1989), la Bretonne d'adoption succède au palmarès mondial à l'Américaine Rebecca Twigg, absente en Sicile. (AFP)

FOOTBALL : match nul (2-2) entre la France et la République tchèque. L'équipe de France de football, très décevante, a obtenu d'extrême justesse le match nul (2-2), mercredi 17 août à Bordeaux, lors d'une rencontre amicale qui l'opposait aux joueurs de la République tchèque. Menés 2-0 à la fin de la première mi-temps, après des buts des Tchèques Skuhravy (42') et Smejkal (45'), les Français n'ont égalisé que dans les dernières minutes, grâce à deux buts du Bordelais Zinedine Zidane (85' et 87'), qui faisait ses débuts dans la sélection. Le prochain match de l'équipe de France l'opposera à la Slovaquie, mercredi 17 septembre à Bratislava, pour le début des éliminatoires du Championnat d'Europe des nations de 1996.

ATHLÉTISME : Linford Christie vainqueur du 100 mètres de Zurich. Le Britannique Linford Christie a remporté le 100 mètres de la réunion de Zurich, disputée sous une pluie battante qui a empêché tout record du monde, mercredi 17 août. En 10 s 05, le récent champion d'Europe a devancé ses rivaux américains John Drummond, deuxième, Dennis Mitchell, troisième, et Leroy Burrell, septième. Dans le 800 mètres féminin, la Française Patricia Djaté a amélioré le record de France de plus d'une seconde, en 1 min 58 s 07.

RUGBY : victoire (20-16) des Australiens face aux Néo-Zélandais. Les champions du monde australiens se sont imposés (20-16) face aux All Blacks néo-zélandais, lors de leur rencontre annuelle pour la Coupe Bledisloe, mercredi 17 août, à Sydney. Dans un match d'excellente qualité, les Australiens ont creusé l'écart d'entrée par deux essais de Jason Little et Phil Kearns, avant de préserver leur avantage de justesse après un essai du Néo-Zélandais Shane Howarth et un sauvetage sur une percée de Jeff Wilson dans les dernières minutes.

COMMUNICATION

Financée à hauteur de 815 millions de francs en 1995

La Cinquième devrait consacrer la moitié de son budget aux programmes

La Cinquième, la future chaîne éducative présidée par Jean-Marie Cavada, devrait bénéficier d'un budget de 815 millions de francs en 1995, assorti par une dotation budgétaire et par un prélèvement sur la redevance de l'audiovisuel, sujette à une augmentation à venir (le *Monde* du 3 août). La direction de la chaîne, qui devrait émettre à partir du 15 décembre, de 7 heures à 19 heures, juste avant les émissions d'Arte, confirme « l'ordre de grandeur » de ce financement. Il doit être soumis prochainement à l'arbitrage du gouvernement puis au vote du Parlement, avant son adoption. « Plus de la moitié de cette somme sera dévolue aux programmes », nous a indiqué la direction de la chaîne. Une ambition revue à la baisse puisque, dans un entretien au magazine *Les Échos* de l'été juillet-août, Jean-Marie Cavada affirmait vouloir consacrer aux programmes les deux tiers du budget de la chaîne. La grille, qui doit être « peaufinée », fera alterner des émissions tous publics avec des programmes plus ciblés. Il s'agira d'une « double entrée » faite d'émissions généralistes sur les thèmes « de la découverte, des sciences ou de la géographie » et de trois « niches » dédiées à « l'éducation, l'emploi et la prévention (usage des médicaments, sida, etc.) ».

Interactivité et parrainage

La Cinquième « fonctionnera un peu comme la radio le matin : Les téléspectateurs pourront venir y piquer » à leur guise. Elle devrait programmer des « émissions brèves, musclées et dynamiques » qui se traduiraient par une mosaïque de « modules », d'une durée moyenne inférieure à treize minutes. Quant à l'information, elle devrait avoir droit de cité sur La Cinquième, pas dans le style du « 20 heures » des autres chaînes, mais plutôt « comme des carrefours de faits de société qui intéressent le pays tout entier » et qui seraient proposés lors des points forts de la chaîne (7 heures, 13 heures et 19 heures).

GUY DUTHIEL

Saluant un « esprit libre » et un « journaliste intransigeant »

M. Juppé exprime sa tristesse après la mort d'André Passeron

Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et secrétaire général du RPR, a adressé au *Monde*, à l'annonce de la mort, la semaine dernière, d'André Passeron, un témoignage dans lequel il déclare notamment : « Au moment où le *Monde* perd une de ses plus illustres signatures, nous sommes nombreux, lecteurs, hommes politiques, gaullistes, à regretter la disparition d'un esprit libre, d'un journaliste intransigeant et, plus que tout, d'un ami. » M. Juppé exprime au journal ses « vives condoléances » et sa « sympathie attristée ».

La disparition, d'André Passeron, membre du service politique du *Monde* jusqu'à sa retraite, il y a deux

ans, a suscité, aussi, l'émotion du vice-président et directeur général des programmes de RTL, Philippe Labro. André Passeron avait été, rappelle Philippe Labro, « l'un des piliers et des animateurs les plus compétents » du « Grand Jury RTL-Le Monde », émission dominicale dont il avait assuré la responsabilité pour notre journal. « [Il] faisait partie, écrit encore Philippe Labro, de ce que le *Monde* offre de meilleur à la presse française : la compétence très précise sur un terrain sans cesse labouré ; la passion sans relâche pour le métier ; le goût de la chose bien dite et bien écrite ; l'objectivité, qui n'excluait pas l'humour ni l'apparition sporadique de la sensibilité. »

« Le Quotidien » publie un numéro spécial sur la libération de Paris

Le *Quotidien* de Paris rendait l'espace d'un numéro spécial sur la libération de Paris. Le journal – en redressement judiciaire depuis le 3 août, pour une période de trois mois, après avoir suspendu sa parution le 6 juillet (le *Monde* du 6 juillet et du 5 août) –, devait publier, vendredi 19 août, un supplément de 40 pages, vendu 10 francs et tiré à 120 000 exemplaires. « Ce numéro a une valeur symbolique, il marque la filiation entre Combat et le *Quotidien* (1), c'est aussi un symbole de notre résistance au destin, une façon de montrer que la suspension du titre n'est pas sa mort », explique Philippe Tesson.

Viacom négocie la vente de MTV

Le groupe américain Viacom, propriétaire notamment de la chaîne musicale MTV, serait sur le point de céder, pour un montant de 2 à 2,5 milliards de dollars (environ 13,5 milliards de francs), ses réseaux de télévision câblée à InterMedia Partners, un consortium de câblo-opérateurs piloté par Télécommunications Inc. (TCI).

Cette vente devrait permettre au groupe Viacom de se désendetter après le rachat pour 9,6 milliards de dollars, début juillet, des studios Paramount. Les réseaux câblés de Viacom et d'InterMedia Partners desservent respectivement 1,1 million et 584 000 abonnés.

Mexi

L'ombre d'un paradis

Le Monde DES LIVRES

Le testament d'Onetti

Dans un ultime roman en forme d'accomplissement, l'écrivain disparu convoque une foule de revenants qui peuplaient ses œuvres antérieures. Pour mieux signifier, une dernière fois, son pessimisme radical

QUAND PLUS RIEN N'AURA D'IMPORTANCE
(Cuando ya no importe)
de Juan Carlos Onetti.
Traduit de l'espagnol (Uruguay)
par André Gabastou,
Christian Bourgois, 205 p., 100 F.

DEMAIN SERA UN AUTRE JOUR
(Presencia y otros cuentos)
de Juan Carlos Onetti.
Traduit de l'espagnol (Uruguay)
par André Gabastou,
Le Serpent à plumes, 105 p., 60 F.

Le dernier roman d'Onetti — définitivement le dernier (1) — est prodigieux à plusieurs titres. D'abord par le fait qu'un vieillard pratiquement grabataire ait pu écrire, ou dicter, un livre de deux cents pages. Ensuite parce que l'écriture n'y est rien d'autre que l'exact reflet de la conception onettienne de l'homme, et, plus généralement, de l'être : syntaxe disloquée, phrases sans suite laissées en suspens, irrésolues et insolubles ; absence du moindre lieu commun — Onetti les fuyait tant que les maux de tête ; alternance des temps verbaux et répétition des thèmes jusqu'à la monotonie calculée... Quand plus rien n'aura d'importance constitue l'accomplissement d'une quête douloureuse de l'homme des choses. Après cet aboutissement, on comprend que l'auteur se soit éloigné tranquillement, en traînant un peu les pieds, de bonheur plus que de fatigue.

Tranquille, peut-être pas. Onetti savait qu'à l'approche de sa mort, il n'aurait qu'à penser à ses créatures pour qu'elles accourent à son chevet. Il y a donc une foule de revenants, la plupart des types auxquels il a imposé, avec des mots, un destin commun et absurde : le sinistre docteur Diaz Grey, de la Vie brève ; Petrus, l'infirme propriétaire du chantier, sa fille, Angélica Inés, et leur domestique, Josefina ; le typographe Lanza, vieux républicain espagnol qui



Juan Carlos Onetti : la quête de « l'âme des choses ».

discute avec le curé Bergner ; Barthé, l'apothicaire flaubertien... Onetti a même relevé Santa-Maria-du-trou-du-monde de ses cendres, la ville mythique ayant été dévorée par le feu dans son lit Juan Carlos Onetti lui-même.

Ce que font les personnages dans ce lieu n'a vraiment aucune importance. Disons pour simplifier qu'il s'agit d'un roman d'amours et de contrebande. Un dénommé Juan Carr, vaguement ingénieur, est engagé pour un

travail bien rémunéré. Il n'a qu'à trimballer des colis par ci-par là. Son univers : l'alcool, les bordels et les romans policiers qu'il dévore comme le faisait dans son lit Juan Carlos Onetti lui-même.

Pour le sexe, il s'y applique furtivement avec la grosse et sale Eufrasia, ainsi qu'avec les putains du bar, le Chamamé. Les jeux érotiques — « La plus belle compensation qui nous ait été donnée pour pallier l'angoisse de la mort inévitable » —, il les

réserve à la petite blonde (Vira) qu'il a vu naître, qui a grandi à ses côtés (Elvira), devenir prostituée et jetable.

Onetti se sert de la structure même du récit, un journal discontinu dans les faits et dans les dates, tenu par le personnage principal sur une quinzaine d'années, pour nous inciter à comprendre, dans les ellipses, les carences, les oublis, ce qui est essentiel dans son histoire. Son

monde est unique, fermé. Mais, à l'intérieur, rien n'est étanche. Les personnages entrent et sortent dans le journal de Carr, mais passent aussi d'un titre à un autre de l'œuvre onettienne, comme on change de bistrot ou de déprime.

Le nombre de livres, la démultiplication de cette œuvre en nouvelles permettent à l'écrivain d'adopter diverses perspectives, différents points de vue et l'aident à résoudre le problème

du narrateur dans l'histoire globale racontée. Les nouvelles que vient de publier le Serpent à plumes et qui se présentent comme des œuvres indépendantes sont également des chapitres de ce grand roman écrit par Onetti au cours d'un demi-siècle.

Dans « Présence », un personnage sordide, exilé en Espagne, paye un détective privé pour retrouver une ancienne amie, probablement assassinée par les militaires uruguayens. Les recherches se termineront par un échec : l'avenir de ses personnages n'intéresse pas Onetti ; il sait qu'au bout il n'y a que la chute de l'homme dans le temps, l'homme condamné à la détérioration, au caractère éphémère de ses actes et de ses œuvres.

En revanche, le passé se recompose lorsqu'on découvre que cette enquête a été commanditée par Jorge Malabia, le jeune cynique de *Pour un tombeau sans nom*, le poète adolescent de *Ramasse-Vieilles*. Surgi de ce même livre, voici Larsen, le proxénète altruiste qui rêvait du bordel parfait ; il revient dans l'*Araucaria*, une autre nouvelle du recueil, « avec une souane noire, qui tourne, sans hésiter, au vert bouteille, fruit de l'âge et de l'indifférence ».

Dans cette manière de testament, Onetti confirme une vision du monde radicalement pessimiste, refuse les solutions doctrinales et ferme les portes à toute espérance de rédemption. Ce roman, ces nouvelles, sont indispensables pour essayer d'entrer dans le réduit trouble d'un écrivain majeur, tardivement reconnu. Cependant, il faut les lire sans se hâter. Onetti va encore s'améliorer avec le temps. Comme Carlos Gardel, mort en 1935, et qui, au dire des Argentins, chante de mieux en mieux...

Ramon Chao

(1) Onetti est mort le 30 mai (voir « Le Monde des livres » du 1^{er} juin).

Mexico au fil des jours

A l'ombre d'un jacaranda, Joani Hocquenghem médite sur l'amère cocasserie de la vie mexicaine et en tient la chronique polyphonique

LE STADE AZTÈQUE
de Joani Hocquenghem.
Payot, coll. « Voyageurs »,
528 p., 150 F.

S'agit-il de simples secousses (temblores) ou d'un tremblement de terre (terremoto) ? Le livre s'ouvre sur un distingué qui n'a rien d'académicien. La différence peut se compter en milliers de morts et Joani Hocquenghem, qui vit là depuis presque vingt ans, le sait.

La terre bouge à Mexico, mais elle a ses procédures particulières. L'auteur note le nuage de poussière de la première alerte. L'onde passe, puis les chiens aboient et les sirènes hurlent. 7,8 sur l'échelle de Richter. Deuxième assaut. La cité danse sur son socle souple. Les plus hauts immeubles s'écroulent comme des dominos. Le centre-ville a le cul par-dessus tête. Des voleurs pillent les magasins. Des dossiers importants sur la « corruption » disparaissent en un tour de main. Les voisins s'exilent en banlieue...

L'ironie fataliste des Mexicains a déteint sur Hocquenghem. Sur

la terrasse de son pavillon en ciment armé, à l'ombre d'un jacaranda, il médite sur l'amère cocasserie de la vie et il en tient la chronique. *Le Stade aztèque* — il aurait été plus juste d'intituler le livre *181, rue San-Luis-Potosi* — raconte le Mexique des années 80, « la décennie tragique ». Une sorte de poésie soixante-huitesque court entre les lignes de ce portrait de groupe où tout un peuple se devine. Plus « récit de séjour » que « récit de voyage », ensemble d'esquisses prises sur le vif, séquences montées à la colle et aux ciseaux, passant de l'intime au bréviaire burlesque, *Le Stade aztèque* utilise tous les genres à la fois. Il appartient autant à l'ancien « nouveau journalisme » qu'à la littérature que les Latino-Américains appellent « costumbrista », compromis incertain entre le roman de mœurs, l'ethnologie narrative et le document à la première personne. Singulier cocktail.

Joani Hocquenghem vit d'expéditions. Picaresquement. Il collectionne les aléas. Il cultive les rencontres, les cuites et les gueules de bois. Il passe de longues

heures devant la télévision à décortiquer les feuilletons ou à prendre Jacobo — le présentateur du journal de 14 heures et de 22 h 30 — en flagrant délit de manipulation. Traducteur à ses heures ou figurant de cinéma (*Dune*, *El Gringo viejo*, *Rambo*, *James Bond* et *Chéri*, j'ai rétréci les gosses), journaliste d'occasion, professeur de langues (mais aussi de physique, de chimie et de mathématiques), il donne à son existence la variabilité d'un jeu de rôles. Il a le don de l'ubiquité et son livre lui ressemble : profus et polyphonique. Trop abondant et narcissique par moments. Mais, à dire vrai, c'était peut-être à l'éditeur d'y veiller...

Le refus du dépit

L'admiration cependant l'emporte. Car il fallait beaucoup de talent pour mettre en scène ce nouveau de Mexico qui, après le boom pétrolier et les « années d'arrogance », se trouve blessé dans son orgueil. Hocquenghem aime assez ce pays pour se permettre de trouver à ses qualités

les défauts contraires. Sa méthode — s'il y a une méthode Hocquenghem ! — vaut justement par l'empathie, le refus du dépit et la curiosité toujours reconduite. L'histoire de sa voiture « mexicanisée » par un garage expéditif, ses démêlés avec l'administration ou avec le propriétaire irascible et inflationniste du 181, rue San-Luis-Potosi sont pour lui des péripéties qui font partie de l'initiation : le prix à payer non pas pour vivre au Mexique, mais dans le Mexique.

Hocquenghem voudrait ne négliger personne. Il aime les gens. Voilà pourquoi il s'efforce de voir sur le trottoir un type avec une bascule biaise qui propose aux passants de les peser pour quelques centimes. Les taxis collectifs l'enchantent et l'exaspèrent. Le métro — « bondé de guerriers aztèques immobiles, [d'] Otomis imperturbables, [de] Mazahuas raides sur les banquettes, [d'] Olmèques aux visages de pierre irimbailés d'un boui à l'autre du champ de bataille, [de] Chichimeques qui poursuivent leur inlassable conversation » — le fascine. Oui,

tout homme ici semble être un personnage potentiel. Le héros ordinaire d'un roman éternel. Ne parlons pas des femmes. Son livre en est peuplé. Que ce soit sa bienfaitrice d'origine autrichienne, sa voisine Ixchel, sa nouvelle voisine Norma, ou Flor, son amour fou, sa Nadja d'outre-Atlantique, « Indienne descendue de la montagne au son des tambours », condamnée à sept ans de réclusion, chacune lui inspire les mots tremblés de l'amoureux. Cynisme et innocence sont au rendez-vous.

Rien, dans ce livre qui cherche son équilibre au fil du temps et qui mélange l'anecdote, la politique et l'historique, le théorique et le vécu, ne serait dit sans l'amour fou qui le traverse : Flor, qu'il visite dans diverses prisons de la ville, Flor obsessionnelle et emblématique. Flor désirée et interdite, Flor égérie des poètes « infraréalistes ». Flor sauvegoonne de Oaxaca lui colle au cœur. Le livre a été écrit pour elle. C'est sûr. Il est unique et beau comme un chef-d'œuvre manqué. Lisez-le.

Jacques Meunier

SCIENCES HUMAINES

Lacan sans polémiques

La publication du livre IV du Séminaire, ce « Lacan oral » qui a longtemps été l'objet de controverses passionnées, s'effectue dans un climat apaisé. Serait-ce que l'œuvre lacanienne est en passe de devenir, un « classique » ?

Page 13

LETTRES ÉTRANGÈRES

Caragiale, l'absurde

Célèbre en Roumanie, inconnu en France, Ion Luca Caragiale était un visionnaire, précurseur génial de Ionesco. Avant sa mort, l'académicien a reconnu sa dette en adaptant en français trois des plus gringantes comédies de son devancier.

Page 14

La griffe Curtis

LE COMBLE DU CHIC
de Jean-Louis Curtis.
Flammarion, 120 p., 105 F.

Le parcours romanesque de Jean-Louis Curtis s'inscrit dans des formes traditionnelles par le souci d'assurer une cohérence à l'intrigue et aux personnages, par goût de la clarté et de la mesure et, surtout, par l'exigence d'aller au plus vrai sans fioritures et sans forcer la note. Mais qu'on ne s'abuse pas : cette assurance tranquille peut être trompeuse, ces règles de construction cachent aussi un jeu de sape. Car, s'ils semblent se conformer à la définition stérilienne du miroir que l'on promène le long d'un chemin – un recueil de carnets intimes de l'auteur y fait d'ailleurs référence par son titre –, les romans de Curtis sont en prise directe sur notre époque. Observateur aigu des rites, mœurs et modes contemporains, l'écrivain développe, sans sacrifier à l'agréement ou à l'équilibre de la fiction, un point de vue de moraliste, volontiers narquois, de sceptique amusé, voire de polémiste déguisé en arpenteur et topographe de la « modernité ».

Ainsi, à l'intérieur d'un cadre que l'on pourrait dire classique par simplification, mais pas conventionnel – et encore moins académique –, a-t-il puisé de la liberté pour manœuvrer, pour faire saillir l'essentiel de ce qui lui tient à cœur et ouvrir des perspectives qui prennent au piège l'air du temps, résonnent de ses bruits et de ses fureurs, se colorent de ses impressions tapageuses et fugitives et conduisent à des mises en question souvent sarcastiques et parfois féroces. Effet de boomérang qui renvoie au lecteur non pas l'image idéalisée d'un ailleurs imaginaire mais le reflet cruellement exact d'un présent bien réel. Toute l'œuvre romanesque de Curtis contribue à brosser une fresque de certains milieux, climats et types de la « société française », de l'immédiat après-guerre à nos jours.

Le Comble du chic recèle ce parfum d'époque au gré de cinq récits qui, bien qu'ils puissent être lus en ordre dispersé, gagnent à être à la suite en raison des liens subtils tissés de l'un à l'autre. Le décor est unique : une petite ville, à deux heures de train de Paris, où les notables qui donnent le ton sont regroupés dans le Vieux-Quartier. L'auteur va faire tourner sous nos yeux un manège à crises et à effets qui rassemble, au

gré de leurs rivalités, inimitiés, complicités ou aspirations douteuses, quelques spécimens du cru.

Il y a l'ancien serveur qui, ayant réussi dans l'immobilier, va reconnaître dans un jeune couple qu'il avait autrefois détesté d'instinct pour son allure trop discrète et racée « sa réalité symbolique, emblématique ». Mais pour quelle victoire en solitaire ?

L'homme marié qui revoit, après quinze ans d'absence, un ami de jeunesse reste confondu de retrouver, au lieu du balourd timoré dont il avait gardé le souvenir, un quinquagénaire allégre, heureux, qu'accompagne de son amour une séduisante jeune femme qui pourrait être sa fille. Une révélation qui ne sera pas sans signe répercussion sur son propre ménage, alors même que le tableau idyllique qui lui a été présenté est truqué.

Dresseur
de fauves

Dans cette ville qui a « gardé le charme de la province d'antan », une femme riche, Emilie, domine de tout son égoïsme tyrannique un mari à sa dévotion et une cohorte d'aspirants au « comble du chic » qu'elle incarne et suscite, avides de son luxe et des plaisirs mondains qu'elle procure. Elle se montre jalouse de la solitude « habitée » d'un peintre de ses amis qui n'entend pas se laisser envahir. Mais pour ne pas rater l'une des soirées d'Emilie où l'artiste a pu la faire admettre, Tita, une jeune femme divorcée, sacrifiera le dîner d'anniversaire prévu pour sa fille. Son allure de sirène trop étudiée, ses expressions un peu trop au goût du jour pour un milieu pincé et peu amène ne feront pas illusion. Un rêve de succès dont la tirera un réveil bien amer.

Le Comble du chic a la saveur d'une étude de mœurs menée avec l'intrépide brio d'un dresseur de fauves. D'un style aigu, net, ferme, Curtis prend ses personnages au piège de leurs contradictions, de leurs aspirations médiocres, de leurs impostures ou de leurs rancœurs sournoises. Chemin faisant, il ne se prive pas de décocher quelques flèches sur le style médiatisé d'aujourd'hui et les effets d'un français jargonnant à la mode. La tout avec une vivacité vengeresse qu'habille une désinvolture élégante, séduisante, de ton et d'écriture.

Pierre Kyria

Concerto romain

Meurtre dans la Ville éternelle

CEUX QUI VONT MOURIR
TE SALUENT
de Fred Vargas.
Ed. Viviane Hamy, coll. « Chemins nocturnes », 201 p., 75 F.

Ceux qui vont mourir te saluent, troisième roman d'une jeune archéologue qui se dissimule sous le pseudonyme de Fred Vargas, a une particularité : le seul personnage déplaçant, c'est la victime, un important éditeur d'art français, foudroyé, un soir de fête, devant le palais Farnèse à Rome, par l'absorption d'une dose de ciguë qu'une main inconnue a versé dans son verre. Exil donc, très vite, cet homme imbu de lui-même et autoritaire. Et place à un cortège de personnages que l'auteur traite avec une sympathie si évidente qu'elle se communique au lecteur.

Il y a d'abord un étrange trio, trois jeunes hommes entre vingt-cinq et trente ans, étudiants prolongés et à l'éclipse, qui promènent leur nonchalance face à la vie et jouent à prolonger leur adolescence en s'affublant de

surnoms d'empereurs romains : Tibère, Néron et Claude. Leur protecteur ensuite, l'évêque Lorenzo Vitelli, un prêtre ouvert, d'un charme qui ne doit rien à l'onction ecclésiastique et tout à une agilité intellectuelle souriante. Leur égérie enfin, Laura, une femme de quarante-trois ans, belle-mère de Claude, d'une grâce fragile, un profil « divin », une démarche « à l'imperceptible déséquilibre ».

Même l'inspecteur Ruggieri n'est pas loin de succomber au charme de ce groupe intrigant. Pourtant, il en a la conviction, c'est en son sein que se trouve son assassin.

Avec une élégance tranquille, Fred Vargas tisse, dans la tourmente de la Ville éternelle, avec de fréquentes incursions dans le monde feutré de la Bibliothèque vaticane, une toile subtile, donnant au lecteur un divertissement de qualité, qui confirme la volonté occultaïque affichée par la toute nouvelle collection créée par Viviane Hamy.

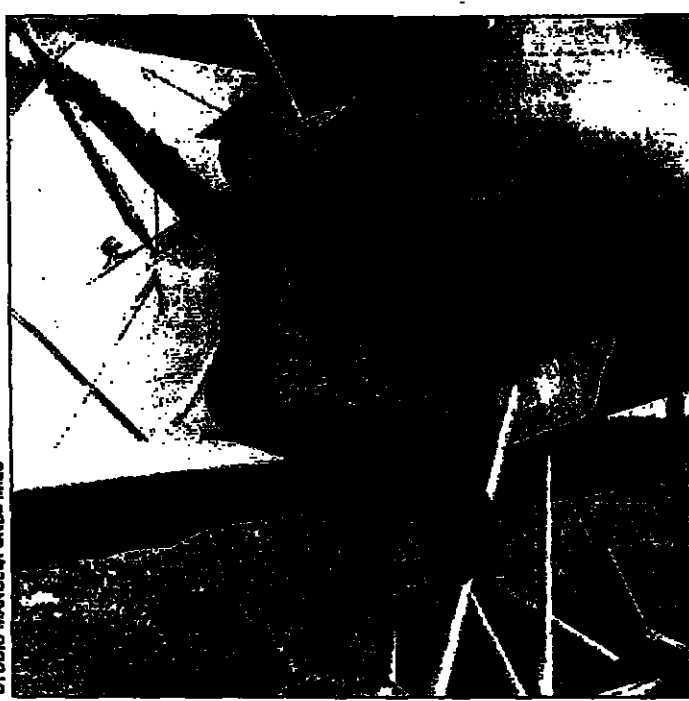
B. A.

Les deux vies de « Titayna »

Elisabeth Savvy fut une journaliste fêtée de l'entre-deux-guerres.
Avant d'être condamnée, en 1947, pour collaboration et de sombrer dans l'oubliTITAYNA 1897-1966
de Benoît Heimermann.
Flammarion, 294 p., 130 F.

La femme qui s'est cachée, à partir de 1922, derrière le pseudonyme de « Titayna » s'appelait Elisabeth Savvy : elle fut la sœur aînée d'Alfred Savvy – le démographe, l'inventeur de l'expression « tiers-monde », mort en 1990. Dès ses débuts parisiens de romancière et de journaliste-reporter, elle se donna ce nom de plume qui l'affranchit de son patronyme en même temps que de sa famille : un nom qui lui rappelait la mythologie catalane et le domaine viticole de son enfance, et qui devait suggérer à un public ébaubi l'audacieuse énergie d'un Titan femelle.

Intrépide, émancipée, Titayna fut de toutes les aventures entre les deux guerres : femme pressée et donc adepte de l'avion, elle alla en Roumanie rendre visite au roi Carol, en Turquie interviewer Mustapha Kemal, au Maroc s'entretenir avec Lyautey et avec le sultan Youssef, en Espagne rencontrer Alphonse XIII et Primo de Rivera ; elle accompagna Mermoz à bord d'un Breguet 14 de l'Aéropostale Latécoère ; elle fit le tour du monde en goélette en 1927-1928 ; elle se rendit au Japon en cargo, vola à Angkor une tête de Bouddha – quelques années après Malraux quand même ; elle dirigea à Paris, de 1928 à 1930, les quinze livraisons d'une revue d'avant-garde, Jazz, en compagnie de Carlo Kim ; elle filma les Indiens Séris au Mexique, les Chinois en Chine, commenta le Tour de France ; en 1935, elle fit parler Venizelos en Crète, Mussolini à Rome et, en 1936, Hitler à Berlin ; elle voyagea encore vers Sumatra, Bali, Madagascar, la Réunion, elle monta même à



La « fille aux semelles de vent »

bord du dirigeable Hindenburg, avant qu'il ne flambe...

Toutes ces aventures, elle les décrivait avec force détails dans les articles et manuscrits qu'elle envoyait – signature de plus en plus recherchée – à l'*Intransigeant*, *Paris-Soir*, *L'Auto* ou *Lecteur pour tous*, et aux maisons d'édition. *Manger du raisin à Smyrne*, *boire du muscat à Syracuse*, *rêver à Naples*, *gouter le marasquin à Zara*, *avoir chaud à Trieste*, *coucher sur le pont d'infimes bateaux en Espagne*, *enquêter à Melilla*, *danser à Tanger*, telle fut la première vie, éclatante et libre, de Titayna.

Cette première partie de son existence constituait une réponse pleine de vie et d'orgueil à la mort de son père, engagé volontaire et suicidaire de la première

guerre, qui se laissa tuer au champ d'honneur à quarante-six ans plutôt que de reprendre l'ennuyeux joug social. La deuxième vie d'Elisabeth Savvy commença au décès de son jeune frère de trente ans, bombardé par la Royal Air Force à Mers-el-Kébir... Citoyenne du monde, elle ne l'était plus, puisque le monde était devenu fou.

Alors, autant en finir et aider les plus forts à gagner vite : de novembre 1940 à juillet 1941, la germanophile qu'elle était depuis l'enfance multiplia les déclarations ignobles et partisans, les amitiés douteuses et affichées. Pendant un an, elle se conduisit comme la plus zélée des collaboratrices, mais, pendant le reste de la guerre, elle se tut et se terra, aigrie et prudente.

Il était cependant fatal qu'à la Libération son nom fût sur les toutes premières listes noires, car sa responsabilité apparaissait aussi grande que sa popularité... Elle fit donc onze mois de prison à Fresnes, en sortit pour raisons de santé, et s'enfuit de France, au début de l'année 1947, peu avant son procès.

Elle échoua à San Francisco, abattue et anonyme, coupée de toutes attaches, mais suivie par onze malles d'affaires personnelles – comprenant, entre autres souvenirs, les pages de garde dédicacées de ses livres dédicacés, sa garde-robe Chanel et des toilettes de Deshayes, Unrillo et Marie Laurencin qui fut son amie. Là, elle recommença non pas sa vie, mais une vie étriquée, ridée, sans envol ni grand large. Elle mourut en 1966, apparemment des suites d'une opération de chirurgie esthétique.

La « femme aux semelles de vent » – ainsi la surnommaient les journaux – avait choisi de faire sa révolution en parcourant le monde, plutôt que de tourner en rond dans son Roussillon natal ou de se révolter dans la « cage étroite » de l'Europe. Mais la guerre, qui l'avait lancée vers l'aventure totale, précipita à terre cette orgueilleuse sans limites, qui n'eût plus droit qu'à l'oubli : c'est ce que montre avec sympathie la biographie rédigée par Benoît Heimermann, journaliste de l'*Equipe-Magazine*. « Quand des hommes autour de moi parlent de leurs désirs et de leur foi, j'ai conclu d'elle-même Elisabeth Savvy – dite autrefois, du temps de sa gloire et de ses illusions, « Titayna » –, je pense à mes compagnons qui, comme moi, ont cru à l'aventure, et qui, comme moi, l'ont ratée ».

Claire Paulhan

La femme-flamme

Madeleine Riffaud, qui fut « Rainer » dans la lutte contre l'occupant nazi, raconte des « petites choses » de la Résistance

ON L'APPELAIT RAINER
de Madeleine Riffaud.
Avec la collaboration
de Gilles Plazy.
Julliard, 252 p., 99 F.

A peine Madeleine Riffaud a-t-elle ouvert la porte que Rainer apparaît. Même forme de visage, même chevelure abondante, mêmes grands yeux noirs que ceux qu'il avait dessinés Picasso lorsqu'il fit son portrait, le jour de son anniversaire, en août 1945. Même présence « ardente et pure » célébrée par Eluard, il y a cinquante ans, dans une préface à un recueil de poèmes, le *Poing fermé*.

Rainer... C'était, en 1942, une jeune fille « amoureuse de la vie, des garçons et de la poésie ». « Parce qu'elle avait lu Rilke, qu'elle aimait les Élégies de Duino », Madeleine Riffaud s'était choisie ce pseudonyme pour entrer dans la Résistance, à l'âge de dix-huit ans. Un nom d'homme, de poète et d'Allemand, pour bien montrer que « ce n'était pas contre le peuple allemand qu'elle était en guerre, mais contre les nazis ».

Un demi-siècle après la Libération, pour cause de célébrations et d'anniversaires, Madeleine Riffaud a finalement accepté de sortir d'un long silence pour ressusciter le personnage de Rainer. Ou plutôt, à travers lui, celui de ses camarades qui ne sont pas revenus. « Je raconte seulement ce que j'ai vu », « De petites choses » : le premier maquis de France, Paris ; la vie quotidienne d'un groupe d'étudiants dans les rangs des Francs-tireurs et partisans français ; et son aventure à

elle, l'élève sage-femme, la « petite bleue », qui, sous l'effet d'un « formidable coup de pied au derrière » que lui administra un jour un officier allemand, décida sur-le-champ d'aller rejoindre ceux qui n'acceptaient ni l'Occupation ni l'humiliation.

« De petites choses » peut-être, mais un document exceptionnel sur l'action et la psychologie d'une jeunesse parisienne qui n'avait pas vingt ans lors du débarquement. Une jeunesse capable de mener la lutte armée en écrivant des lettres d'amour. « Aujourd'hui », dit Madeleine Riffaud, nous sommes, pour la plupart, complètement enfouis. Comme des graines. L'espérance simplement que, de ces graines, germera un peu d'espérance. » A peine a-t-elle prononcé ce mot, qu'elle ajoute, comme pour s'excuser : « Je ne suis pas spécialement un ancien combattant. La mémoire est un travail qui fait mal. Mais cela ne nous arrivera plus jamais, maintenant, de parler de cette période en rendant hommage à nos amis qui ne sont plus. »

« Ce n'est pas facile de tuer »

Aussi, à soixante-dix ans, Madeleine Riffaud, devenue presque aveugle, a-t-elle voulu donner « ce qui [lui] reste de force ». Elle explique cela sans emphase. Et même en riant : « Je me suis remise à fumer et à boire, à faire tout ce que mon médecin m'interdit, pour tenir le coup ! » Pour « payer la dette de survie, une fois pour toutes ». Comme si des voix lui avaient dit, pendant

cinquante années : « Tu as survécu. Pas nous. Alors, travaille. Garde la flamme. »

Rainer s'est donc mise à raconter : les inscriptions antinazies à la craie sur les murs de la rue de l'École-de-Médecine – « Et si des pas approchaient, on jouait les amoureux » ; le trac avant de prendre la parole en public, ou de lancer rapidement, au marché, aux ménagères qui faisaient la queue, « Pas un homme pour Hitler, pas un homme pour le STO ! » ; l'été 1944, quand, après avoir appris le massacre d'Oradour, elle tira deux coups de feu dans la tempe d'un officier allemand, pont de Solferino. « J'étais glacée », se souvient-elle. Ce n'est pas facile de tuer... Je suis passée, avec ma petite bicyclette, devant un agent de police qui m'a fait signe de m'éloigner. Je me croyais sauvée. Et puis, derrière moi, une automobile m'a rattrapée et écrasée comme un lapin. Le type qui m'a mis les menottes m'a injuriée en français. J'ai su plus tard qu'il était le chef de la milice de Versailles. Il se promenait sur les quais, un beau dimanche, avec sa voiture de fonction et sa petite amie. Il n'était même pas en service. Il m'a livrée directement à la salle de torture de la Gestapo. »

Malgré cela, Madeleine Riffaud refuse les analyses des historiens pour lesquels, « sous l'Occupation, les Français se moquaient totalement de la Résistance ». « Lorsque j'étais « petite bleue » à l'hôpital Laennec, nous étions capables de soigner et même d'opérer des clandestins dans le secret absolu. Vous imaginez le nombre de personnes qui étaient

dans le coup ? Non, on ne peut pas dire que les Français s'en fachaient. Sinon, nous n'aurions pas tenu longtemps. »

C'est peut-être cette obstination à voir le bon côté des choses qui a sauvé Madeleine Riffaud. Le 5 août 1944, alors qu'elle attend d'être fusillée, on vient la chercher dans la nuit. « On avait trouvé des éléments nouveaux concernant mon revolver. » Un peu plus tard, on la retrouve dans un train de déportés. Mais soudain, deux femmes qu'elle ne connaît pas la poussent hors du wagon, et lui sauvent la vie... Quelques jours après, Paris est libéré. Mais Rainer, elle, n'est pas délivrée. « Depuis que ces femmes m'ont jetée hors du train, comme elles sont mortes et moi pas, j'ai toujours cru qu'elles m'avaient confié je ne sais quelle mission. » Après la guerre, et toujours pour payer sa dette, Madeleine Riffaud multiplia les actes de courage. Elle devint corresponsable de guerre, écrivant sous les bombes, en Algérie, en Angola ou dans les maquis du Vietnam, témoignant sans cesse de la misère des autres, menant sa vie en éternelle résistante.

Dans ces pages de colère et d'amour où se mêlent les souvenirs et les poèmes de jeunesse, il y a, pour Madeleine Riffaud, « une forme de don ». « Comme un pêcheur sauvé de la tempête fabrique un chalutier avec tous ses débris, j'ai fait ce livre. C'est, en quelque sorte, une action de grâce, de mémoire. Un ex-voto. »

Florence Noiville

* On l'appelait Rainer a reçu le Prix de la Résistance de la Libération décerné par la Société des gens de lettres.

Lacan sans po

avec IV de Lacan...
Lacan sans po



« Lacan sans po... »

« Lacan sans po... »

« Lacan sans po... »

« Lacan sans po... »

« Lacan sans po... »

« Lacan sans po... »

« Lacan sans po... »

« Lacan sans po... »

JAVICO 150

LE MONDE DES LIVRES
SCIENCES HUMAINES

« Titayna »

Lacan sans polémiques

Voici le livre IV du « Séminaire ». Les passions se sont apaisées. Faut-il, désormais, lire l'œuvre lacanienne comme un « classique » ?

LE SÉMINAIRE
Livre IV : la relation d'objet
de Jacques Lacan.
Seuil, coll. « Le champ freudien »,
435 p., 180 F.

C'est un Lacan plus que jamais soucieux d'arrêter son « retour à Freud » à la philosophie de son époque que révèle ce quatrième en date des séminaires. Le texte en a été, à l'instar des précédents, établi sur la base des séances de l'hôpital Sainte-Anne au cours de l'année d'enseignement 1956-1957. Les polémiques qui entouraient chaque sortie (au compte-gouttes) du « Lacan oral » dans la collection du « Champ freudien » au Seuil (1) paraissent s'être quelque peu assoupies, soit que le temps ait émoussé les passions provoquées par l'une des œuvres les plus controversées du dernier demi-siècle, soit que le travail du gendarme de Lacan, Jacques-Alain Miller, ait fini, en tenant compte des critiques, par susciter sinon l'assentiment du moins la résignation des groupes qui se disputent l'héritage du maître.

Un héritage fondé sur un enseignement vivant, enté sur la pratique analytique, mais que les années cristallisent inévitablement en « œuvre ». Plus de trente ans nous séparent désormais du quatrième séminaire, et du dialogue, vif et savant à la fois, que Lacan entretenait avec ses contemporains, Claude Lévi-Strauss, Roman Jakobson, Alexandre Koyré – sans oublier « notre ami Heidegger » –. Le discours lacanien demeure dense, rétif à toute lecture superficielle, à tout simplisme. Mais il présente ici moins d'aspérités pour l'intelligence de la « néo-psychose » que le « Lacan écrit » de la même période : celui du « Traitement possible des psychoses », ou de « La situation de la psychanalyse en 1956 » (2).

Un ordre autonome

La « relation d'objet » est, il est vrai, une notion psychanalytique dont la charge philosophique est particulièrement forte. La théorie du rapport à autrui vient s'insérer dans la trame d'une problématique introduite en France à la fin des années 20 avec la phénoménologie d'Edmund Husserl (3). Pour ce philosophe allemand, la relation entre le sujet et l'objet n'est pensable que dans le cadre de l'intersubjectivité. Sans lui qui garantit l'altérité de l'objet, je ne puis même pas être certain de la réalité de mon propre je. Derrière l'angoisse de la dévoration du sujet par la mère phallique dont Lacan fait le risque incessant du processus de constitution de l'objet, se cache la vieille terreur cartésienne du solipsisme, l'angoisse du sujet abandonné seul au cœur d'espaces infinis, sans levier d'Archimède ni monde à soulever.

Si la relation d'objet renvoie donc à une intersubjectivité fondatrice, si celle-ci vise bien à établir un lien entre nous et quelques sujets dits « primordiaux » (la mère, le père, et, plus tard, les autres objets amoureux), l'expérience analytique révèle aussi à quel point ce chemin qui mène à autrui est semé d'embûches, de névroses et de phobies. Il peut s'achever par l'aliénation du moi dans une altérité mortifère, processus où Lacan, à travers une lecture originale du *Souvenir d'enfance de Léonard de Vinci* de Freud, voit la vérité de la notion de « sublimation ».

Cette inquiétude qui travaille la relation d'objet, Lacan la place explicitement sous l'invocation de l'être comme « être-pour-la-mort » heideggerien. La philosophie heideggerienne, jointe à l'existentialisme kierkegaardien, représente d'ailleurs pour Lacan l'horizon même de la modernité



théorique à laquelle il oppose la régression philosophique propre à la « littérature psychanalytique » postfreudienne. Les successeurs de Freud, principalement les Anglo-Saxons – Melanie Klein, Ernest Jones ou Anna Freud –, ramènent selon lui, la psychanalyse à un « classicisme » où la relation d'objet est conçue dans les termes surannés de la réminiscence platonicienne.

L'amorce de ce recul théorique est daté par Lacan de l'ordre des années 20. Il serait une conséquence indirecte de la théorie de 1914-1918 et de la tentative de présenter un freudisme – désormais guindé dans un biologie et un psychologisme bon teint –, comme un des « remèdes » possibles aux maux d'une société occidentale choquée par la Grande Guerre.

Pour Lacan, qui entend déconstruire ce classicisme, la relation d'objet ne saurait se rapporter à une sphère de préconstitution, à un « monde de la vie » qui fonctionnerait comme une sorte de principe ultime d'origine (la dialectique du besoin et de la frustration, le sein, maternel, chez Melanie Klein, ou bien l'instinct). La relation d'objet ne se réduit pas aux retrouvailles avec un ordre ancien de l'existence, encore moins avec une « harmonie préalable » – voire une sorte de « monde des idées » – qu'il conviendrait de retrouver. Elle renvoie à un ordre symbolique autonome. D'emblée, les relations de l'enfant à sa mère sont des relations d'attachement, et non des relations de dépendance vitale métamorphosées en fixations érotiques. Tel qu'il est décrit minutieusement par Lacan, le gongorisme, la préciosité de ces attachements infantiles n'ont rien à envier à celui des cours d'amour médiévaux. L'enfant, d'après Lacan, n'aime pas sa mère pour ce qu'elle a (le « bon objet », le sein, etc.) mais justement pour ce qu'elle n'a pas et dont il est lui-même privé : le « phallus imaginaire ».

L'ordre symbolique autonome, où se joue ce drame confus, est, depuis 1949, avec les catégories d'imaginaire et de réel, l'une des notions centrales de l'œuvre lacanienne. Comme la conscience sartrienne, le fameux signifiant lacanien introduit dans le réel une béance qui explique que l'objet, auquel le sujet est lié, soit à la fois existant et non-existant. L'appropriation de l'objet est donc ordonnée par Lacan autour des expériences de manque, notamment autour de la castration consécutive à la crise œdipienne.

Ces surissements du signifiant dans le réel, Lacan le fait appa-

raître dans une relecture systématique du cas du « Petit Hans », le jeune enfant de cinq ans dont Freud réalisa en 1908 l'analyse, par l'intermédiaire de son père, et dont il consigna le récit dans les *Cinq Psychanalyses* (4).

Depuis la mort de Lacan, en 1981, le débat autour de son œuvre a tendance à se concentrer sur la question – cruciale, certes, mais limitée – de l'établissement du texte des séminaires (dont il existe de nombreuses versions « pirates » : ou à usage interne). Lacan lui-même dit un jour qu'un délai de dix années s'avérerait indispensable pour que le public prit la mesure de l'évidence de sa parole. Au cours d'un entretien paru en 1985, Jacques-Alain Miller, évoquait pourtant à demi-mot un autre écueil. Celui que l'enseignement de Lacan, en devenant œuvre, puisse ne pas porter toujours à lui seul l'engouement pour la psychanalyse. Certes, la pensée de Lacan et de ses disciples continue à se nourrir d'une pratique analytique continuée ainsi que de l'attrait qu'exerce, dans certaines universités américaines, dans plusieurs pays d'Amérique latine notamment, la pensée française des années 60-70. Mais cette vague, qui porte également l'œuvre d'autres contemporains français comme Derrida, Michel Foucault, voire Althusser, peut aussi retomber un jour.

Un âge révolu

De fait, certaines thématiques lacaniennes semblent appartenir à un âge épistémologique longtemps dominant, mais désormais révolu. Que sont devenus les appels à la formalisation de l'inconscient, à l'édification de cette « logique en caoutchouc » qui représenterait pour la logique traditionnelle ce qu'est la topologie pour la géométrie euclidienne ? La curieuse transcription en formules des phobies du petit Hans – là où Lacan disait déceler l'avenir de la théorie psychanalytique – nous paraît aujourd'hui ressortir plutôt à un idéal philosophique de scientificité et de *mathesis universalis* qu'à une piste féconde.

Depuis plus d'une dizaine d'années, on assiste à une reformulation de la problématique du sujet (ce dont l'intérêt pour la « micro-histoire », l'histoire des individus, qui a accompagné les travaux de l'italien Carlo Ginzburg constitue l'un des nombreux symptômes, dans une autre « région » des sciences humaines). L'ordre symbolique, la chaîne signifiante dans laquelle le sujet lacanien est pris avant sa naissance et après sa

mort, sont-ils des outils adéquats pour mener cette réflexion ? La construction d'un sujet, certes déglacé de l'illusion du savoir de soi, mais en même temps fondement de la légitimité politique à l'âge démocratique, est sans doute un des chantiers ouverts, y compris à la psychanalyse. Pourra-t-elle y contribuer sans une refonte de ses concepts, sans se dégarer vraiment de la philosophie et du « mythe moderne » que constitue la référence, même symbolique, au « père primitif » ? C'est à la condition qu'elle puisse répondre à ce type de questions que la pensée de Lacan et de ses successeurs pourra éviter d'être à son tour rejointe par le sort qui attend les grandes œuvres : devenir des classiques.

Nicolas Weill

- (1) Ont déjà paru huit volumes du Séminaire.
- (2) Articles recueillis dans *Écrits*, Le Seuil, 1966.
- (3) A ce sujet, on consultera les *Mémoires cartésiens* d'Edmund Husserl, datant de 1929 (Vrin).
- (4) Voir dans le dernier numéro du « magazine freudien », l'« Ase » (p. 37-38), la reprise de l'entretien réalisé en 1972 avec le musicologue Herbert Graf qui n'est autre que le « Petit Hans » (diffusion Seuil, 120 F.).

Signalons également la parution d'un *Théâtre Lacan* en deux volumes aux éditions E.P.E.L. Le premier, de Denis Lacour, propose le répertoire des citations d'auteurs et de publications dans l'ensemble de l'œuvre écrite du psychanalyste (255 p., 160 F.). Le second, de Joli Dor, dresse une nouvelle bibliographie de ses travaux (278 p., 160 F.).

La vérité de Pinel

PHILIPPE PINEL
sous la direction
de Jean Garraü.
Les Empêcheurs de penser
en rond, 136 p., 94 F.

Le mythe-fondateur de la psychiatrie française, c'est celui de Pinel libérant les aliénés de leurs chaînes. Mythe encore vivant aujourd'hui, mais qui ne résiste pas à l'analyse. Pinel lui-même n'a jamais cherché à s'approprier ce geste. Dans son *Traité*, il crèdit sans ambiguïté le surveillant Jean-Baptiste Pussin de l'abolition « de l'usage gothique des chaînes de fer » opérée à Bicêtre et à la Salpêtrière. A cet égard, l'ouvrage publié sous la direction de Jean Garraü – et qui réunit des psychiatres et des historiens comme Daniel Widjaja, Georges Lantéri-Laura, Pierre Sabourin ou Jacques Postel – constitue une mine de renseignements.

Ce que le mythe occulte, c'est la véritable révolution pinellienne, à savoir la naissance du traitement moral et d'une nouvelle relation avec l'insensé telle qu'elle s'exprime dans le *Traité médico-philosophique* de 1800. Hegel et Stendhal, pour ne citer qu'eux, le salueront comme un moment capital dans l'histoire de l'humanité. Jusqu'à Kant, en effet, l'insensé restait en dehors de la communauté humaine. Hegel sera sensible à cette « découverte d'un reste de raison chez les aliénés et les maniaques ». Cette découverte, souligne Jacques Postel,

rend possible un rapport entièrement nouveau avec l'aliénation, qu'il s'agisse de l'observer, de la penser dans sa nature ou de la traiter. Voici, par exemple, quelques descriptions résolument modernes de Pinel : « Est-on consulté par une femme sujette à des affections spasmodiques, c'est presque toujours quelque passion qu'on découvre d'un voile de mystère. » Ou encore : « Un homme en place tombe dans la disgrâce et, peu après, dans une mélancolie plus ou moins profonde ; c'est ce qu'un médecin à ingéniosité appelle une ambition rentrée. »

Et, enfin, cet acte de foi de Pinel : « Les aliénés, loin d'être des coupables qu'il faut punir, sont des malades dont l'état pénible mérite tous les égards dus à l'humanité souffrante. » Tous les égards ? Les psychiatres ne savent que trop combien les chaînes se maintiennent ou renaissent avec leur constante complicité : sur ce thème, Simon-Daniel Kipman se livre à quelques réflexions désempoignées sur l'hospitalité du monde hospitalier. Enfin, dans une étude remarquable, J. Postel, D. F. Allen et A. Mousnier-Lempereur esquissent la biographie de Philippe Pinel, cet homme simple, desservi par sa timidité, sa petite taille et un bégaiement assez pénible, que rien ne prédisposait à devenir ce légendaire libérateur en même temps que la véritable fondation de la psychiatrie française.

Roland Jaccard

Le défi de Don Juan

Le séducteur mythique, les pères et le regard de la psychanalyse

DON JUAN
ET LE PROCÈS DE LA SÉDUCTION
de Monique Schneider.
Aubier, 266 p., 130 F.

Le livre de Monique Schneider sur Don Juan est libre, gai et audacieux. Une analyse mobilise son savoir, sa culture mythologique, littéraire, linguistique, mythologique pour cesser d'accuser Don Juan, comme font en général les femmes car elles souffrent de ce qui les lie à lui.

Que veut donc Don Juan ? Faire surgir, par sa stratégie de conquêtes renouvelées, ce moment où la rencontre d'un nouveau visage de femme, pour lequel il donnerait toutes les autres, subvertit toute promesse, tout savoir et tout ordre social et symbolique. Don Juan ne vise pas simplement à multiplier à l'infini ses conquêtes, même s'il le dit souvent. La maîtrise qu'il cherche en faisant jouir les femmes et en les abandonnant s'éprouve dans une zone dangereuse pour lui où, lorsqu'on en est maître une fois, il n'y a plus rien à dire et plus rien à souhaiter.

Ce rien côtoyé par un homme dans la jouissance éprouvée à faire jouir une femme, et qu'il construit comme une stratégie de maîtrise, implique un certain rapport au présent qui ne s'appuie pas sur aucun passé et qui ne prépare aucun avenir. C'est pourquoi Don Juan organise, au nom de la jouissance et de ses dangers, la démission de la promesse. A ce titre, il défie les distinctions subtiles des linguistes qui analysent les discours en faisant comme si la différence du performatif et de l'énonciatif allait de soi. Parce qu'il revendique avec violence de ne vivre qu'au présent, Don Juan défie aussi la psychanalyse, celle en tout cas qui considère le rapport du présent au passé comme l'espace de déploiement du désir qui ne délivrerait sa vérité que par référence à ce qui a fait tradition pour un sujet-héros.

Comme elle l'avait déjà montré dans ses précédents livres, Monique Schneider rappelle que

le souci d'établir la vérité du désir, chez Freud, et de mesurer tout désir individuel à une construction universelle qui en serait la norme, est solidaire de l'abandon de la référence à une femme qu'il nomme sa première séductrice. Mais le propos, ici, se radicalise : revenir sur le procès fait à la séduction, dans la théorie analytique et dans les lectures de *Don Juan*, c'est dénouer la collusion entre le complexe d'Œdipe et un ordre patriarcal qui n'est autre qu'une religion du père, concevant la succession des générations comme une continuité complice des fils et des pères.

Cette construction dénie à la fois l'intervention des femmes dans la filiation et le fait que les pères sont destinés à mourir avant les fils. Don Juan se réclame de sa jeunesse et refuse d'engendrer. Monique Schneider entend dans ce refus une acceptation du fait de la mort qui sépare les générations et distingue les sujets, alors que Don Luis, le père de Don Juan, n'inscrit son fils dans sa lignée aristocratique – quitte à couvrir tous ses forfaits – que pour ne pas mourir.

Mais ce n'est pas là le dernier mot de l'ouvrage. Don Juan, c'est l'anti-Hamlet – celui qui refuse de s'inscrire dans la religion mélancolique du père –, mais c'est aussi un personnage symptomatique : il ne peut se tenir qu'au moment des commémorations de l'amour, commencement où il cherche une image de lui-même libérée des constructions patriarcales. Cette quête le fait voisiner, du coup, avec les figures mythologiques d'Eros dont la naissance n'est jamais assurée de ses fondements, et de Narcisse qui fuit la nymphe Echo comme Don Juan fuit Elvire – et le lui dit : « Je ne suis parti que pour vous fuir » (Molière, acte I, scène 3).

Sous la plume de Monique Schneider, certaines des phrases apparemment banales de Don Juan, et en fait fort mystérieuses, deviennent un tremplin pour quelques chevauchées enfamées au cours desquelles ce per-

sonnage se révèle autre, pourtant, que les figures de la culture grecque qui lui servent de miroir : Don Juan fuit, mais aussi il recherche une fête macabre et fantastique où se rouvriraient pour lui, guidé par la main de pierre du Commandeur dont il accepte l'offre, les secrets du sexe et de la mort, recouverts par le christianisme. Le risque que prend Don Juan, en plongeant dans le minéral et l'embrasement, est celui d'une autre naissance, qui nous fait rêver et penser.

Monique David-Ménard

CORRESPONDANCE

A propos de Jaurès

A la suite de l'article de Roger-Pol Droit sur Jaurès, nous avons reçu de Jacques Cheminade la lettre suivante :

Dans « Le Monde des livres » du 29 juillet (page 11), je me trouve personnellement mis en cause. Au nom de la liberté d'expression, je ne voudrais disputer aucun des adjectifs dont m'affuble l'auteur de cet article, mais retenez avec moi que « c'est une bonne idée d'avoir rendu ce texte (De la réalité du monde sensible, la thèse de philosophie de Jean Jaurès) de nouveau disponible ». Cependant, je tiens à apporter deux rectifications. Tout d'abord, le Parti ouvrier européen, lorsqu'il existait encore, a toujours condamné, car c'était l'essence de son engagement et cela figurait dans ses statuts, toutes les idéologies du sang, du sol et de la race. Ensuite, l'oligarchie « puissante et mystérieuse » n'est pas de mon invention, mais il s'agit d'une expression souvent citée et commentée par Jaurès. Ce que j'ajoute, c'est que cette oligarchie financière et malthusienne, propagatrice d'un implacable darwinisme social, demeure aujourd'hui très puissante, et que l'exclusion qu'elle pratique risque, dans le sommeil de la raison, d'engendrer de nouveaux monstres.

Caragiale, le premier des absurdes

Célèbre en Roumanie, inconnu en France, il fut le génial précurseur de Ionesco. Qui a reconnu sa dette en adaptant trois de ses plus gringantes comédies

UNE NUIT ORAGEUSE
M'SIEU LEONIDA
FACE A LA RÉACTION
UNE LETTRE PERDUE
(O noapte furtunoasă
Conul Leonida față
cu reacțiunea
O scrisoare pierdută)
Théâtre de Ion Luca Caragiale,
adaptations d'Eugène Ionesco
et Monica Lovinesco,
avec une postface
d'Eugène Ionesco,
L'Arche, 180 p., 99 F.

« De deux choses l'une... : ou bien on révisait, j'accepte mais on ne change rien ; ou bien on ne révisait pas, j'accepte ! Mais alors on change par-ci, par-là, dans les points essentiels. Il n'y a pas à sortir de ce dilemme... J'ai dit ! » Cette réplique, choisie pour la quatrième page de couverture du livre de Ion Luca Caragiale, résume d'une manière parfaite les sarcasmes de ce génial précurseur d'Eugène Ionesco. Il est, dans la géographie des lettres européennes, des taches blanches, terres inconnues, dont seuls les arpenteurs exilés se souviennent avec nostalgie, amertume et légitime frustration. En effet, tout intellectuel roumain installé ailleurs s'indigne de la méconnaissance avouée de ses pairs français ou anglo-saxons.

Mélanie
et fin lettré

Ion Luca Caragiale n'est pas seulement le père fondateur du théâtre dans son pays mais également l'impitoyable analyste d'un des moments où l'Histoire s'emballe pour modifier aussi bien la configuration des empires que les attitudes et les comportements de leurs habitants. L'ignorance injustifiée dont il fut victime, surtout en France, se trouve maintenant effacée car voici enfin publiées trois de ses plus gringantes comédies avec une belle postface d'Eugène Ionesco. C'est le fruit d'un considérable travail de traduction et d'adaptation

entrepris pendant plusieurs décennies et achevé au milieu des années 80 par l'auteur d'Amédée, ou Comment s'en débarrasser et par Monica Lovinesco, critique littéraire et spécialiste de la littérature roumaine.

Ion Luca Caragiale est né en 1852 - d'un père venu de Constantinople et d'une mère originaire de Brasov, en Transylvanie - dans un village perdu de Valachie, Haimanalele, mot qu'on peut traduire par « les vauriens ». Ce sont justement des gens peu recommandables qui se promènent dans l'œuvre dramatique de cet écrivain considéré par certains critiques roumains comme l'ancêtre du théâtre dit « de l'absurde ». Caragiale, passionné de jeux de scène depuis son enfance, a exercé plusieurs métiers : souffleur, employé aux écritures, journaliste, inspecteur scolaire et même restaurateur. Mélanie épris de Brahms et de Chopin, fin lettré nourri de Dante et de Villon, Montaigne, Shakespeare et Dostoïevski, il était également fasciné par l'inondable vulgarité des banlieues aux portes de l'Orient qu'il décrit dans ses pièces, avant de les quitter, dégoûté. En effet, un modeste héritage lui permet de s'installer en Allemagne. Il mourra à Berlin, en 1912.

À l'époque où il est né, les Roumains vivaient séparés à la confluence d'empires qui ne cessent de s'affronter, la Turquie, la Russie et l'Autriche-Hongrie. Après une guerre entre les deux premiers, sanctionnée par un traité de paix signé à Paris en 1856, la Valachie et la Moldavie, principautés contrôlées tant par le tsar tantôt par le sultan, se rap-



Ion Luca Caragiale : visionnaire.

prochent et se réunissent grâce à l'intervention de Napoléon III. Vingt ans plus tard, la Roumanie moderne était née. À la croisée de ces empires déclinants, ses habitants-tout-juste-sortis du Moyen Âge retrouvent leur identité tout en découvrant la caricature d'un ordre libéral et bourgeois.

Loin aussi bien des élégances viennoises que de la glaciation moscovite et de l'esprit sourcilieux de l'islam, la nouvelle classe politique, confortée par les couches sociales naissantes, se livre avec délectation à des comé-

dies grotesques et sordides. Préfets, flics et sous-flics, commerçants, journalistes véreux, avocats corrompus, pigistes misérables et ivrognes inspirés, peuplent le vivier où Caragiale trouve des personnages dont certains noms, à l'image des grands classiques de la littérature universelle, sont depuis longtemps passés dans le langage courant des Roumains.

Une nuit orageuse met en scène l'infortunée conjugale d'un banlieusard vorace, frûchement enrichi, Dumitrake, dit « Cœur de

pièce », capitaine de la garde civile, vendeur de bois, assuré de la protection d'un sous-commissaire de police. Ce n'est pas Rich Vennuriano, écrivain et journaliste famélique (« vagabond, tripes-creuses, coudes percés »), objet du mépris des nouveaux possédants, comme la plupart des intellectuels, qui cocufe Dumitrake, mais Kiriak, débauché de boissons et homme de confiance, lui aussi en train d'asseoir sa position sociale.

Dans Une lettre perdue, il s'agit d'un préfet, Tipatesco, soumis au chantage par ses adversaires politiques, qui se sont emparés d'une lettre compromettante envoyée à sa maîtresse, l'épouse d'un ami, « président du comité permanent, du comité électoral, du comité scolaire, du comité agricole et d'autres comités et comices ». Les élections sont proches et la publication de ce billet d'amour par un journal prétendument démocrate, dirigé par l'avocat démagogue Catzavenco, risque de nuire au candidat au pouvoir. Finalement, au terme d'une intrigue riche en rebondissements, un compromis est trouvé.

Pour célébrer la nouvelle concordie, Catzavenco prononce un discours qui exalte le progrès : « Après des luttes séculaires qui ont duré presque trente ans, notre rêve est enfin réalisé ! Qu'étaient-nous avant la guerre de Crimée (1) ? Nous avons lutté et nous avons progressé... hier le bigotisme, aujourd'hui, la libre conception, hier la tristesse, aujourd'hui la joie... Voilà les avantages du progrès et du système constitutionnel. » Somme toute, si loin des tirades de politiciens plus actuels ?

M'sieu Leonida face à la réaction est une charge terrible contre les pauvres hères qui rêvent à l'instauration d'une république où personne ne paiera plus d'impôts, où tout le monde sera contraint de ne pas régler ses dettes et où chacun recevra un bon salaire, le même pour tous. « D'accord », s'exclame le brave Leonida, la révolution je veux bien, mais est-ce que je ne l'ai pas dit que les coups de feu sont interdits par la police ? « Tu que les nôtres sont au pouvoir, qui veux-tu qui la fasse cette révolution ? », se désolent plus tard ce personnage savoureux. Étonnante actualité du visionnaire Caragiale, excellent connaisseur de la pensée politique et des mœurs du pays qui l'a vu naître mais où il n'a pas souhaité mourir.

Les faveurs
du public

Les personnages de ce théâtre cruel et lucide estropient involontairement les mots de la langue roumaine, créant ainsi des effets d'un comique irrésistible, pas toujours aisés à rendre en français. Les traducteurs ont réussi à vaincre la plupart des difficultés. Crainte et souvent interdite par les dictateurs de tout acabit qui se sont succédés en Roumanie ces dernières décennies, l'œuvre théâtrale de Ion Luca Caragiale (auteur également de nouvelles et de récits qui mériteraient d'être connus en France) reçoit toujours les faveurs du public. Certes, une bonne partie des spectateurs refusent de se reconnaître dans la satire sans concession de l'écrivain. Son fantôme hante néanmoins l'inconscient collectif des Roumains, aujourd'hui sans doute plus que jamais. Caragiale, ou comment s'en débarrasser ?

Edgar Reichmann

(1) Conflit qui opposa, en 1854-1855, la Russie à la Turquie alliée à la Grande-Bretagne, à la France et à la Sardaigne. La défaite de la Russie profita aux Roumains, qui n'avaient pourtant pas pris part aux hostilités.

ARTS

Notes russes

Deux belles biographies - Chostakovitch et Rachmaninov - et un essai exhaustif sur la musique dans l'ex-Union soviétique : un régal éditorial

DIMITRI CHOSTAKOVITCH
de Krzysztof Meyer.
Fayard, coll. « Bibliothèque
des grands musiciens »,
608 p., 198 F.
LA MUSIQUE DU XX^e SIÈCLE
EN RUSSIE
ET DANS LES ANCIENNES
RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES
de Frans C. Lemaire.
Fayard, coll. « Les chemins
de la musique », 522 p., 150 F.
RACHMANINOV
de Jacques-Emmanuel
Fousnaquer.
Seuil, coll. « Solfèges »,
224 p., 65 F.

En moins d'un siècle, l'histoire musicale russe a connu l'aventure la plus originale et la plus terrifiante qui soit. Au romantisme fin de siècle de Tchaïkovski succéda la foisonnante émulation d'une avant-garde sans complexe qui entendait fusionner musique, peinture, danse, poésie et bientôt cinéma. Ce courant irrésistible dépassait le cadre national, et Berlin, puis Paris firent écho à cette modernité. L'histoire politique allait tragiquement donner un tour moins festif à ces relâs. Avec les révolutions de 1917, l'émigration des créateurs devint la norme, et l'idéal prolétarien défini par Lénine ne s'accommoda que très brièvement des audaces « futuristes ».

L'ère stalinienne naissante frappa les derniers rêves, bannit la décision - recours de résistance si profondément russe, de Gogol à Chostakovitch -, brisant les irré-

ductibles, avilissant les complices de l'extinction des libertés. Contrôlé, censuré, purgé enfin, le monde musical participa largement au martyre de la création. L'audace de la pianiste Maria Loudina reste sans exemple : requise d'enregistrer en une nuit le vingt-neuvième concerto de Mozart pour le tyran du Kremlin, elle refusa le salaire de cette compromission, poussant l'héroïsme jusqu'à souhaiter voir la somme employée à restaurer les églises victimes de l'athéisme hystérique et s'estimant assez payée si elle obtenait par ses prières la rémission des péchés de Staline.

Le mensonge
d'une vie

Chostakovitch n'eut pas de ces sublimes excès. Pourtant, le parcours de ce génie précoce, entravé par le carcan d'un régime dictatorial, mérite la forte monographie que lui consacre le musicien polonais Krzysztof Meyer. Entré en contact avec le maître, il nous livre en conclusion de sa magistrale entreprise ses impressions personnelles. Surprise ! Le créateur timide, le génie de l'ombre, le dissident secret - qui n'apparut comme tel qu'à titre posthume - si humainement rendu tout au long de l'étude, redevient l'énigme que l'Occident découvrait lors des « sorties » d'URSS de l'embellématique, puisque unique, « grand compositeur soviétique ». Un

homme fuyant, aimable mais imprévisible, piégé par le mensonge de sa vie dans une société où la vérité se payait au prix fort (Maïakovski, Meyerhold, Tschaïkovski...).

L'emprise stalinienne, à peine relâchée durant la guerre mondiale, ne fut que plus atroce avec la toute-puissance de Jdanov et de son valet Tikhon Khrennikov, à la tête de l'Union des compositeurs d'avril 1948 à... février 1992. Les phases de dégel amorcées, souvent brutalement interrompues, expliquent la complexité formidable de la simple survie du créateur authentique sous un tel régime. On n'encourt plus la mort, mais le déshonneur en représentant aux yeux du monde le pouvoir qui vous brime. Le beau travail biographique de Meyer serait exemplaire si ses sources étaient plus explicites. Mais le lecteur, qui voit peu à peu émerger la figure d'un martyr obscur, éternellement victime du pouvoir qui l'a inquiété tout en le compromettant, constatera sans peine qu'il s'agit là d'un travail de première importance sur la vie musicale russe.

L'ouvrage de Frans C. Lemaire, plus ambitieux, plus original aussi, suscite davantage encore l'enthousiasme. En douze chapitres, l'essai ose la synthèse de ce siècle exceptionnel avec une sûreté, une aisance et un souci de dire largement le problème de l'art et du pouvoir qui ne séduira pas que les amateurs de musique. Suit le panorama de la vie musi-

cale aujourd'hui, dans l'empire désormais éclaté. Une constante : l'enracinement dans la culture propre des peuples et leur spiritualité ancestrale par-delà les divergences esthétiques enregistrées par ailleurs. Soixante-cinq notices biographiques brossent enfin un tour d'horizon unique et remarquablement contemporain des auteurs. Quand on aura dit l'impression d'exhaustivité, stupéfiante vu le propos, l'actualisation parfaite jusqu'au début 1994, les pistes bibliographiques menant à des ouvrages tout juste publiés (la biographie de Meyer), voire inédits (le *Prokofiev* de Dorige à paraître à l'automne), on mesurera mieux le tour de force que représente cet ouvrage indispensable, par son érudition, son intelligence et son bonheur d'écriture.

L'essai que consacre Jacques-Emmanuel Fousnaquer à Serge Rachmaninov n'a pas l'ambition des deux sommes que l'on vient d'évoquer. Pourtant il convient de ne pas se laisser abuser par la modestie apparente de l'ouvrage, sans commune mesure avec l'intérêt qu'il soulève. On appréciera l'information sûre, la plume alerte et le soin particulièrement heureux apporté à l'appareil critique. Soulignons à cette occasion la belle facture de ces nouveaux « Solfèges » où la couleur fait une entrée aussi remarquable qu'intelligente : la photo y est magnifique et la large place dévolue désormais aux textes témoins (critiques, souvenirs, etc.) trouve

une justification magistrale. Ainsi la comparaison des notices de dictionnaires de 1954 et 1980 est ici d'une pertinence exemplaire. Le drame du divorce longtemps profond entre une adhésion populaire inouïe et une réticence critique tout aussi forte à l'égard de Serge Rachmaninov n'est pas encore tout à fait gommé et l'image d'un compositeur à la production sirupeuse perdure, même affaiblie. Un autre préjugé conduit à déprécier la dimension réelle du musicien. Un adage aussi insistant que stupide voudrait qu'on ne puisse être à la fois un grand compositeur et un interprète de légende. Pianiste mythique, Rachmaninov devait « forcément » n'être que le chanteur, sympathique au demeurant, d'une nostalgie facile. Le petit livre de Fousnaquer remet avec précision et non sans humour les pendules à l'heure.

« Vous serez
un grand homme »

Retraçant, en biographie attentive, le parcours de l'homme, il en dégage les étapes singulièrement heurtées, précisant les révérences et les affinités qui comptent, des maîtres aux amis, sans omettre les « muses ». Il ne sacrifie pas l'anecdote savoureuse et inattendue. Tchekhov salue le jeune compositeur de vingt-quatre ans - « Vous serez un grand homme » -, tandis que Tolstoï, l'auteur vénéré de Serge, qui le reçoit

l'année suivante et le prie de jouer, l'apostrophe : « Dites-moi, cette musique-là offre-t-elle un intérêt quelconque ? »

Musicologue scrupuleux, Fousnaquer dégage la spécificité des formes musicales retenues. Le *Prélude* hérité de Chopin à la vagabondage plaisant d'une pièce brève qui ne « prélude » à rien, plus concis, inventif, subtil au fil du temps. Les *Variations* sont moins des exercices d'admiration que des tentatives de réinvention et d'appropriation. La forme brève, rendant l'instantané créateur, dit la précarité et la fragilité, la vivacité et l'instabilité, et, de demi-teintes en contradictions, s'apparente à la saute d'humeur. C'est sur ce terrain si subtil que l'essai est réellement magistral. Retenons une étourdissante esquisse de synthèse de l'art de Rachmaninov, cette séduction discrète qui neutralise l'émotion par-delà la raideur cassante, la profusion des effets, l'éclat de la virtuosité, désamorçés si tôt ressentis par un sens inouï de l'esquive au risque de frustrer l'auditeur préparé à une issue finalement refusée. Un art qui dilue l'émotion, la résoud dans le fuyant, l'impalpable, on aimerait ajouter l'ineffable. L'auteur suggère la fadeur, cette vertu de sage oriental qui convient décidément bien à un créateur réservé et discret, sévère dans son maintien jusqu'au puritanisme. Mais dans puritanisme, il y a pur. Un air frais rare au XX^e siècle.

Philippe-Jean Catinchi

Elis Canetti.
En le territoire de l'homme

Elis Canetti, le territoire de l'homme

Elis Canetti, le territoire de l'homme

Elis Canetti, le territoire de l'homme

Elis Canetti, le territoire de l'homme

LA DO
DU MOI

JANVIER 1950

JAVICO 150

CULTURE

Elias Canetti, ou le territoire de l'homme

Suite de la première page

Il avait le don, à l'avenant, de romancier qui vogue entre l'absurde et la folie, de mettre en scène la cocasse et le tragique, l'honneur et la déception. Ses personnages sont, de pauvres héros grimaçants qui végètent aux confins de la vie : un égoïste chargé de famille, un colporteur juvénile qui, à la question « Pourquoi vis-tu ? », répondait « Pour dormir », et un candidat au suicide pour cause de boutons — il mentait en feignant l'aveugle et doit rester impassible quand on lui jette un bouton dans la sébile.

Elias Canetti n'a jamais caché sa fascination pour les aveugles, ces « mineurs-connaissants ». Son roman portait, dans la version originale, le titre *Die Blendung*, qui signifie à la fois être ébloui et être aveugle. La cécité, disait-il, « permet de s'arracher au temps quand on n'est pas capable de se mesurer à lui ». Au musée de Francfort, il avait été effrayé, torturé, captivé par un tableau de Rembrandt, *L'aveuglement de Samson* : pendant que Daila s'enfuit, trompant un sbire dirige son poing vers l'œil gauche de Samson, de son œil droit jaillit déjà un flot de sang. « Au contact de ce tableau, devant lequel je me suis si souvent arrêté, j'ai appris ce qu'était la haine », confie Canetti dans le deuxième volume de son autobiographie, *Le Flambeau dans l'oreille*.

Un successeur de Joyce

Le roman d'Elias Canetti, *Auto-de-fé*, est une reconnaissance de dette envers Franz Kafka et Hermann Broch, les cinquante portraits en pied rassemblés dans le *Témoin auriculaire* (5), sont l'œuvre d'un entomologiste qui a hérité de La Bruyère sa loupe et son scalpel. Le « faux-parleur » y cède à l'obsession du blanc, le « détecteur d'émotions » vante ses exploits auprès d'un « administrateur de maux », lui-même cousin en déshabillé du « rien-à-faire ». D'un bout à l'autre de la chaîne, c'est la même apothéose de la bêtise, et n'importe quel apprenti misanthrope aurait trouvé là motif à rompre avec l'humanité. Canetti, lui, se refusait à jouer le « pouvoir de la morale » qui se saoule des défauts des autres.

1905 Naissance à Roustchouk (Bulgarie) dans une famille de sépharades espagnoles.
1911-1913 Séjour à Manchester. Apprentissage de l'anglais.
1913 Mort de son père, à l'âge de treize ans.
1913-1916 Séjour à Vienne. Apprentissage de l'allemand.
1916-1921 Zurich.
1921 Séjour à Francfort avec sa mère et ses deux jeunes frères.
1924 Retour à Vienne. Rencontre Veza (1897-1993), sa future femme, à une conférence de Karl Kraus.
1928 Séjour à Berlin. Rencontre Brecht, Isak Babel et George Gorki.
1929 Retour à Vienne. Commence *Auto-de-fé*.
1930-1934 Se lie avec Hermann Broch, Anna Mahler, Fritz Wotruba et Robert Musil.
1935 Publication d'*Auto-de-fé*. Rencontre James Joyce à Zurich.
1937 Mort de sa mère.
1938 Se réfugie à Londres.
1939 Comédie des vanités (théâtre).
1939 Morts en sursis (théâtre).
1950 *Masses et puissance*.
1959 *L'autre Procès*. Lettres de Kafka à Felice.
1973 *Le Territoire de l'homme*.
1974 *Le Témoin auriculaire*.
1977 *Histoire d'une jeunesse*. La Langue sauve.
1980 *Histoire d'une vie*. Le Flambeau dans l'oreille.
1981 Canetti reçoit le prix Nobel de littérature.
1985 *Histoire d'une vie*. Jeux de regard.

Seuls les manuels de cuisine et les traités médicaux échappèrent au despotisme. Et Kien de se rappeler les paroles prémonitoires du philosophe Meng : « Ils agissent et ne savent pas ce qu'ils font ; ils ont leurs habitudes et ne savent pas pourquoi ; ils marchent leur vie entière et ne connaissent pas leur chemin ; tels sont les gens de la masse. »

La masse haineuse, sa puissance, sa rage destructrice, sa paranoïa : pendant près d'un demi-siècle, Canetti s'était mis à l'écoute des vagissements, des clameurs, des récriminations de la foule. Le démon aime les collectifs, disait Mahler. Canetti choisit d'étudier l'animal humain dans ses ondulations et ses frémissements. En 1922, à Francfort, le jeune Elias, alors âgé de dix-sept ans, assiste à une manifestation d'ouvriers contre l'assassinat, par deux militants nationalistes, de Rathenau, le négociateur du traité de Rapallo qui établit les relations entre l'Allemagne et l'URSS. Trente-huit ans plus tard, il publia *Masses et puissance* (4), un des livres cultes du siècle.

Quand la masse s'écroule, que reste-t-il de nous ? « De pauvres diables solitaires », répond Peter Kien. Dans ses déambulations, il emporte un carnet où il note les travers et ridicules des passants et se promet de publier ce sésuier sous le titre de *Promenades d'un sinologue*. Elias Canetti avait, lui aussi, un faible pour la « comédie humaine ». Epier ses semblables pour mieux les égratigner, quel exercice salutaire ! Et comme on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, il brocardait en premier lieu le « témoin auriculaire » qu'il se flattait d'être : « Le témoin auriculaire ne se laisse suborner par personne. Dès qu'il s'agit de cette seule fonction qu'il est appelé à remplir, il ne ménage point ses efforts : ni enfants, ni frères. Ce qu'il a entendu, il l'a entendu, le Bon Dieu lui-même n'y pourrait rien changer. »

A la recherche de l'« homme bon »

Comme le titanique *Auto-de-fé* est une reconnaissance de dette envers Franz Kafka et Hermann Broch, le « faux-parleur » y cède à l'obsession du blanc, le « détecteur d'émotions » vante ses exploits auprès d'un « administrateur de maux », lui-même cousin en déshabillé du « rien-à-faire ». D'un bout à l'autre de la chaîne, c'est la même apothéose de la bêtise, et n'importe quel apprenti misanthrope aurait trouvé là motif à rompre avec l'humanité. Canetti, lui, se refusait à jouer le « pouvoir de la morale » qui se saoule des défauts des autres.

Sa curiosité l'emportait sur le

dégoût. Sa vie était une géographie de l'amitié et il voulait que ses Mémoires, un des chefs-d'œuvre de la littérature autobiographique (1), retracent une topographie humaine. Préférant au « jargon de la santé » la langue de la découverte, le vocabulaire de la rencontre impromptue, il raconte avec la même exaltation son enfance en Bulgarie et à Manchester, ses années de collège à Zurich, ses études de chimie, ses après-midi dans les salons vien-



Elias Canetti

nois, ses premiers échecs littéraires, son amitié avec un paralytique, la « Vénus à la haine » pour sa mère, son attachement à Anna Mahler, la fille du compositeur.

Qu'ils fussent illustres ou obscurs, les contemporains de Canetti avaient droit à son attention. Il aimait les observer et recherchait parmi eux l'« homme bon ». En dépit de sa vieille admiration pour Karl Kraus, le pourfendeur du genre humain qui brûlait les illusions au flambeau de ses sarcasmes, Canetti s'entêtait à vouloir corriger et améliorer ses pareils. Hermann Broch, avec lequel il s'était lié en 1931, naissait cette « manie zélatrice » : « Il répugnait, notait Canetti dans *Jeux de regard*, à proclamer de grands desseins, alors que je ne pouvais m'empêcher moi-même de lancer toutes les deux phrases ou énoncements de la moindre pensée ou éventuelle observation : « J'écris un livre là-dessus ! » Hermann Broch, le « bel oiseau aux ailes rognées », avait dû, comme le père de Canetti, sacrifier sa jeunesse à la filature familiale avant d'entreprendre tardivement des études de philosophie. Le seul sujet de discordance entre les deux amis tournait autour de la psychanalyse. Le jeune Elias, qui considérait les découvertes freudiennes comme

un prétexte à des jeux de société à peine divertissants, s'irritait quand Broch interrompait leurs discussions tumultueuses pour se rendre chez son analyste, la doctoresse Schaxl.

L'auteur des *Sonnambules* était si entiché de la psychanalyse que son amie, Eva von Allessch, le taquinait volontiers. « Je suis Adler », disait-elle en se désignant, puis, montrant Broch : « Et lui Freud ». La même Eva von Allessch, qui se targuait d'être graphologue, affir-

mait qu'il suffisait de comparer l'écriture de Broch avec celle de Robert Musil pour savoir que le premier se pouvait être un romancier. Voilà qui aurait enchanté Musil, l'autre génie tuteur d'Elias Canetti.

Dernières paroles d'un moraliste

Musil, dont la méfiance n'avait d'égale que sa susceptibilité, haïssait le vocabulaire affectif, les exhortations, les fraternisations. Il protestait, ou du moins surveillait son jeune confrère jusqu'au jour où ce dernier eut l'impudence de le comparer à Thomas Mann. Canetti n'en continua pas moins à défendre l'auteur de *L'Homme sans qualités* : « Sa susceptibilité n'était rien d'autre qu'une protection contre la ternissure et l'adulération. (...) Susceptibilité veuve dire, en l'occurrence, refus des aliments inadéquats, et il convient d'ajouter qu'un nom demande aussi à être constamment nourri pour conduire au mieux l'entreprise de celui qui le porte. »

Son indulgence, son attention, sa curiosité jamais refroidies, c'était pour Canetti une manière de

défendre le *Territoire de l'Homme* (6). En 1973, il publia sous ce titre des extraits de son journal intime, tenu entre 1942 et 1972. L'écrivain s'y métamorphose en arpenteur, mesurant l'enclos qui lui est dévolu, essayant, à coups d'aphorismes, de maximes et de réflexions, d'élargir son royaume. Comme compagnon de promenade, il élit Franz Kafka, qui « se voit petit et marche à petits pas. Où qu'il pose le pied il sent le sol incertain... Il amenuise et réduit la présomption de chaque vie ». De temps à autre, il demande conseil à Montaigne, parce que de ne pas se quitter donne au solitaire d'Esquien une sorte de liberté. Il tolère le voisinage de Joseph de Maistre dont il admire le « pouvoir de parler du terrible », et parfois même il offre l'hospitalité à ses « ennemis », ces penseurs qui, tel Nietzsche, « jettent l'effroi sur les hommes, comme s'ils pouvaient en tirer une gloire personnelle. Pour eux, le terrible devient un jouet à l'aide duquel ils font le vide autour d'eux. Ils admirent la grandeur, désignant par là la gloire animale. »

Elias Canetti serait-il un moraliste, figé dans une sagesse orientale — comme Peter Kien, son héros, il avait donné vingt ans de sa vie à la Chine, — se laissant embobiner par le charabia de l'espérance ? On se souvient que l'argent lui répugnait, que Brecht l'horripila par son éloge de la publicité et des voitures américaines. On se souvient qu'il fulminait contre la guerre — il avait dû fuir l'Autriche en 1938 pour se réfugier à Londres, — la désolation l'emportait toutefois sur la fureur : « Je ne suis pas capable, écrivait-il, de regarder une carte de géographie. Les noms des villes empestent la chair brûlée. » Qu'est-ce qu'un poète en temps de détresse ? Un homme seul, pleurant devant le « mur des lamentations de l'humanité ». Qu'en est-il de l'« homme bon » qu'il cherchait si fébrilement ? « On ne devient pas meilleur mais seulement plus rugé. »

Si l'on l'avait interrogé sur son métier, Canetti aurait sans doute répondu avec la même modestie que Peter Kien le sinologue : « Je suis de la corporation du livre. » Et quant à expliquer le sens de son œuvre, il se serait contenté de dire qu'il domptait l'ingénuité par l'absurde, qu'il ciselait ses obsessions et qu'il dessinait des « graffiti sur les murs d'une nouvelle Pompei ». En 1981, on le couronna du prix Nobel. Il n'était pas dupe. « Le succès a un goût de mort-aux-rats », plaisantait-il. « Je me demande s'il y en a un seul qui ait honte parmi ceux qui établissent leur vie académique aisée, assurée, bien droite, sur celle d'un poète qui a vécu dans la misère et dans le désespoir. » Dernières paroles d'un moraliste ? Le terme sonne comme une perversion : « Il s'agit d'enlever la morale de sur lui comme le couvercle d'un cercueil. Quel cadavre bougrement vivant apparaîtrait alors ! »

ROLAND JACCARD

(4) Traduit par Robert Rovini, Gallimard, 1969. Coll. « Tel » n° 96.
(5) Traduit par Jean-Claude Lévesque, A. Michel, 1983.
(6) Traduit par Arnel Guernu, A. Michel, 1978.

MUSIQUES

Le départ du directeur musical de l'Opéra de Paris

M. Toubon : « L'intérêt public » était que M. Chung reste avec la nouvelle direction

Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, nous a fait connaître sa position au sujet de la rupture par l'Opéra national de Paris du contrat de Myung Whun Chung, son directeur musical : « Puisqu'il y a contentieux, je me garderai de tout commentaire. Les tribunaux décideront de la validité ou de la nullité du contrat. Ma responsabilité, c'est de dire que l'intérêt public était que M. Chung prenne sa place dans la nouvelle direction et le nouveau projet de l'Opéra national pour trois ans. Je regrette qu'il n'ait pas voulu accepter les propositions raisonnables qu'Hugues Gall lui a faites pendant plusieurs mois. »

Il ajoute : « La situation de Hugues Gall à l'Opéra est très claire et conforme au statut. J'ai nommé par arrêté du 11 février Hugues Gall comme directeur délégué après que Jean-Paul Chazet eut été nommé directeur par décret du 10 février. Par la suite, Jean-Paul Chazet, en tant que directeur, a donné délégation à Hugues Gall, notamment pour prendre toutes les décisions et engagements concernant la préparation des saisons futures. Pour ce qui est des supputations sur l'avenir, depuis un an, tout a été fait conformément aux décisions prises par le gouvernement l'an passé, et en particulier le budget 1995 apportera à l'Opéra les crédits pour les travaux, pour le fonctionnement et pour la production nécessaires à l'exécution du plan. Quand on organise des situations à long terme, elles présentent toujours un double caractère : elles sont à la fois prévisibles et imprévisibles. En matière d'opéra, c'est la loi du genre, mais pour la première fois, grâce aux décisions que nous avons prises, nous n'en sommes plus réduits à l'imprévisible. »

Dernières saisons de Hugues Gall et de Renée Auphan à Genève et à Lausanne

Les deux Français Hugues Gall et Renée Auphan, respectivement directeur du Grand Théâtre de Genève et de l'Opéra de Lausanne, lancent leur dernière saison. Genève ouvrira avec *Idoménée*. L'opéra de Mozart y sera donné du 12 au 28 septembre, sous la direction du directeur musical de l'Orchestre la Suisse romande Armén Jordan et dans une mise en scène de Christopher Alden.

Lausanne présentera *Eugène Onéguine* dans sa version originale pour trente-deux musiciens, du 8 au 18 septembre. L'opéra de Tchaïkovski y sera dirigé par le jeune chef français Louis Langrée et mis en scène par Patrice Chaurier et Moshe Leiser. Directeur de l'Opéra de Genève depuis 1980, Hugues Gall quittera la direction du Grand Théâtre de Genève à la fin de la saison qui débute, pour prendre la direction de l'Opéra de Paris en juillet 1995. Renée Auphan quittera alors l'Opéra de Lausanne pour le remplacer à Genève. Elle sera, pour sa part, remplacée à Lausanne par le Français Dominique Meyer qui fut directeur général de l'Opéra de Paris de janvier 1989 à octobre 1990.

LA LIBÉRATION au cinéma. — La Vidéotheque de Paris célèbre la libération des capitales européennes du jour nazi. Elle présente cinquante-cinq courts et longs-métrages, fictions, documentaires et images d'actualité, réalisés par des professionnels ou des amateurs, des metteurs en scène ou des reporters. Parmi les titres retenus : *Rome, ville ouverte*, de Roberto Rossellini, *Les Portes de la nuit*, de Marcel Carné, *Paris est à nous*, de Romain Goupil, *Paris brûle-t-il ?* de René Clément, *Le Temps du ghetto*, de Frédéric Rossif, *Kanal*, d'Andrzej Wajda, *Le Troisième Homme*, de Carol Reed, ou la *Scandaleuse de Berlin* de Billy Wilder. Du 24 août au 20 septembre, Vidéotheque de Paris, Nouveau Forum des Halles, Grande Galerie. Tél. : 40-26-34-30.

LA DOCUMENTATION
du Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 100.000 textes en ligne.

36 17 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

Le Monde
EDITIONS

L'INDÉPENDANCE
DES BANQUES
CENTRALES

REVUE
D'ÉCONOMIE
FINANCIÈRE

N° 22
248 pages, 160 F

en vente en librairie
ou, à défaut,
sur commande au
Monde-Editions
15, rue Falguière
75015 Paris

CULTURE

THÉÂTRE

Le Festival d'Edimbourg

Shakespeare et Hiroshima

Du 14 août au 3 septembre se tient, en Écosse, une manifestation géante où tous les arts sont conviés. Le théâtre s'y taille néanmoins la part du lion. Avec un inoubliable « Antoine et Cléopâtre », monté par Peter Zadek.

Pendant l'été écossais, Edimbourg est en festival. D'abord consacré à la musique, il s'est ouvert aux arts plastiques, à la danse, au cinéma. Et au théâtre, omniprésent, grâce à la « frange », le « off » de là-bas. 1200 ou 1300 spectacles se donnent un peu partout, à toute heure : des grands titres par des troupes indépendantes, et beaucoup de café-théâtre – dont au moins trois histoires de messieurs « encoints » – avec promesses de rire beaucoup, si l'on se fie aux affichettes qui s'étalent, mais de façon moins agressive qu'à Avignon. La ville, qui est une vraie capitale, est nettement plus grande, et le climat n'y est, bien sûr, pas du tout le même. Les cafés n'y ont pas de terrasses où lézarder, et ferment tôt le soir. Il n'y a pas de spectacles de rue, mais des formations musicales hétéroclites dans les immenses jardins en contrebas de Princes Street, et des garçons très « highlanders », mollets robustes et cheveux au vent, distribuent des tracts pour des concerts de bagpipe. Plus un ascète, tonnant sous la pluie, entouré de pancartes punaises sur des planches, annonçant en anglais, français, allemand : « Le sexe avant le mariage est un péché... ».

Il ne fait partie ni de la « frange » ni du festival officiel qui occupe sept théâtres, deux cinémas, quatre musées et galeries, quelques églises et autres lieux pour les lectures, rencontres, et manifestations diverses. Le prix des places est abordable : de 5 à 30 livres (1) pour les concerts, de 5 à 44 livres pour l'Opéra, de 5 à 18 livres pour le théâtre – 30 livres pour le spectacle de Peter Stein qui présente les trois parties de l'*Oresteie* dans sa version russe. Le Festival est essentiellement financé par les dons d'organisations caritatives, de sponsors institutionnels et commerciaux : plus d'un million de livres décomptées début août, soit 20 % de plus que l'an dernier.

C'est au Festival d'Edimbourg qu'à eu lieu le 15 août la première mondiale du spectacle du Canadien Robert Lepage *The Seven Streams of the River Ota*, première partie d'une trilogie qui doit se poursuivre jusqu'en 1996, et traite du monde après Hiroshima. Rien à voir avec la sombre ironie visionnaire d'Edward Bond dans ses *Pièces de guerre* présentées à Avignon. L'humour de Lepage est acide, mais plus léger. Ses préoccupations se concentrent sur les

souffrances et les plaisirs, les complexités et les perversités des relations amoureuses. Auteur, scénographe autant que metteur en scène, il s'exprime en de merveilleuses images oniriques. Son spectacle, après un séjour à Londres, doit être présenté à la Maison des arts de Créteil, pour le Festival d'automne, en même temps que *L'Oresteie*. Edimbourg accueille également *L'heure où nous ne savions rien l'un de l'autre*, de Peter Handke, mise en scène par Luc Bondy avec la Schaubühne de Berlin, qui, tous les jours pour le Festival d'automne, doit venir au Châtelet.

International, le Festival d'Edimbourg produit un *Torquato Tasso* de Goethe, dans la mise en scène de Robert David MacDonald, invite des productions australiennes, russes, allemandes, françaises (Boulez, l'Ensemble InterContemporain, Michel Hermès, le *Conte d'hiver* de Shakespeare monté par Stéphane Braunschweig). Il collabore avec les autres grands festivals européens, dont celui de Vienne où a été créé *Antoine et Cléopâtre*, de Shakespeare, dans la mise en scène de Peter Zadek, avec le Berliner Ensemble.

Un catalogue de mensonges et de trahisons

Une mise en scène résolument différente de celle de Peter Stein à Salzbourg (*Le Monde* du 3 août), présentée à ciel ouvert et à la lumière du jour, dans un espace immense. A Edimbourg, le spectacle de Peter Zadek s'est donné au King's Theatre, théâtre à l'italienne, à peine plus grand que le Berliner Ensemble. Seul décor : un cyclo crème, lumineux, et des panneaux de même couleur, de même luminosité qui s'abaissent, se relèvent. Seuls meubles : quelques chaises, une table de billard, un miroir. A son habitude, Peter Zadek donne à la scène et à la salle les mêmes variations d'éclairage, habilite les personnages dans des vêtements vaguement contemporains. En redingotes et hauts-de-forme, les Romains ressemblent à des notables 1900. Pompée et sa troupe de moustaches bardées de cartouches et de poignards à des Tarass Boulba maquisards. Antoine (Gert Voss) est à mi-chemin entre le « petit Blanc » et un Lawrence d'Arabie empuisé, Cléopâtre (Eva Mattes) et ses femmes, entre des danseuses du ventre pour baraque de foire et des hippies indianisantes.

A vrai dire, même en tenant compte du goût de Peter Zadek pour la dérision vraiment cruelle, elles ne sont pas gâtées. Ce n'est pas trop grave, parce que le spectacle tout entier enfonce les « héros » dans leurs ridicules. Mais aussi ridicules soient-ils, ce

sont des hommes de pouvoir, et ils sont dangereux. A aucun moment on ne peut l'oublier. Pas même au milieu du carnaval miteux qui annonce la fête et l'orgie au palais de Cléopâtre, pas même pendant la buvette des chefs pour leur (fausse) réconciliation sur le navire de Pompée, surtout pas en regardant l'incroyable défilé des soldats de toutes les armées, pantins remués pour tuer.

Avec Zadek, *Antoine et Cléopâtre* devient un catalogue de mensonges et de trahisons. Trahisons politiques, labyrinthes d'ambitions pour la conquête du pouvoir. Dès que quelqu'un affirme une sympathie, propose une alliance, on sait qu'il pense déjà à ce qu'il va en tirer, et comment il va s'en sortir. C'est une question de survie, une fatalité. La sincérité, la loyauté, la générosité n'ont pas droit de cité dans ce monde désespérément vide. Et l'amour n'est que fuite et tromperie. Tromperie sur sa nature même. Mûrés dans un désir angoissé qui tente de retrouver leur triomphante jeunesse, Antoine et Cléopâtre se raccrochent à une sorte de jeu fébrile, entre haine, dégoût, ravissement. Ils sont gracieux et pathétiques.

A côté d'une troupe cohérente et forte, ils sont magnifiquement servis par leurs interprètes. La sensualité animale d'Eva Mattes rend crédible le comportement de cette reine, sur qui Shakespeare fait peser la responsabilité de la déchéance d'Antoine. Il en fait une coquette qui compte sur sa séduction et l'attrait du « vice », une piètre politicienne prête à se vendre à n'importe quel vainqueur, et qui meurt non pas d'avoir perdu Antoine, mais par peur du jeune César. Une goule, une femme dans la pire tradition des fantasmes puritains. La Cléopâtre d'Eva Mattes est une amoureuse de l'amour, du plaisir, de la vie. Elle confond son pouvoir de femme et celui de reine, et c'est pourquoi, de la façon la plus normale, elle domine Antoine.

On savait Gert Voss magnifique comédien, on a pu le voir à Nanterre en 1990, dirigé par Peter Zadek, dans le *Marchand de Venise*. Ici, il est encore plus extraordinaire. D'abord affalé dans une lascivité qui le rend maladroit, mal à l'aise ; mal à l'aise quand il tente de rejoindre Rome et la vie active, il fait penser à ces chefs d'Etat trop longtemps exilés qui ne parviennent pas à leur place, et se font manipuler comme des enfants. Commence alors un processus inexorable d'autodestruction. Antoine met en mouvement une folie latente qui progressivement le dévore, l'entraîne, lui, ses amis, ses soldats, dans une série d'actions suicidaires, face à Cléopâtre, partagée entre une forme de tendresse et l'envie de se sauver.

La façon dont Gert Voss s'installe dans le déséquilibre, la façon dont il alterne les moments d'absence, de déprime, d'excitation anxieuse pour en arriver à l'effondrement d'un suicide sans héroïsme, tout cela fait peur tant c'est inévitable. Et elle est belle, la façon dont Cléopâtre abandonne la vie, sans larmes, sans profond regret, par lassitude, parce que c'est ainsi.

COLETTE GODARD

(1) Une livre vaut environ 8,50 F.
Renseignements : 21 Market Street, Edimbourg. EH1 1BW. Tél. : (19) 44-31 225-57-58.

EN BREF

NOMINATION : un nouveau responsable du château de Fontainebleau. — Amaury Lefebvre, conservateur en chef du patrimoine, a été nommé responsable du Musée national du château de Fontainebleau. Il y remplace Jean-Pierre Samoyault, nommé administrateur général du mobilier national.

MUSIQUE : roulez sur l'herbe à la Villette. — Le Parc de La Villette achève ses concerts du mois d'août par un tour d'île-de-France, et transforme chaque samedi et dimanche après-midi la Folie-Café en un haut lieu des cultures croisées — r'n, ragga, funk, rumba, chorale parigote, etc. Prochain concert le 20 août, de 18 à 21 heures : Jungle Hala (rap châbbi). Bee Attitude (rap-jazz), et Abderrahmane Djafri (rai). Tél. : 40-03-75-00. Jusqu'au 4 septembre.

D. R.

CARNET

Naissances

Thierry et Catherine RAPATOUT-BOULARD ont la joie d'annoncer la naissance de Clémentine, le 10 août 1994.

Décès

M^{me} Farida M. Amara, et ses enfants, Sofia et Hassan, ont la douleur de faire part de la disparition de leur regretté mari et père, Raï.

M. Mohamed Khali AMARA, officier de la Légion d'honneur, survenue, à Paris, le 15 août 1994.

La levée de corps aura lieu ce mercredi 17 août, à 15 heures, à l'Hôtel-Dieu, 25, quai de la Corse, Paris-4, où un registre sera à disposition.

Les obsèques auront lieu à Casablanca, le vendredi 19, à 15 heures.

Nous sommes à Dieu, et à lui nous retournerons.

33, allée des Mûriers, ANFA Casablanca.

M^{me} Fethia Anabi, née Sahab Etaba, son épouse, Malik Anabi, son fils, et son épouse, née Mounia Harouchi, Omar Anabi, son petit-fils, ont l'immense douleur de faire part du décès de

Tijani ANNABI, trésorier général de Tunisie, ancien président-directeur général de l'Union internationale de banques à Tunis, ancien expert auprès du PNUD, survenue subitement le lundi 15 août 1994, à Tunis.

8, rue Ali-Riab, Montfleury 1008, Tunis (Tunisie). 6, rue Voltaire, 20000 Casablanca (Maroc).

M^{me} Marcel Bergeron, et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Marcel BERGERON, psychiatre honoraire des hôpitaux, médecin lieutenant-colonel (CR), chevalier de la Légion d'honneur, docteur de l'Université de Paris, médaille de la Résistance, officier de la Santé publique.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 16 août 1994, au cimetière parisien de Bagneux, dans la plus stricte intimité.

— Elisabeth Boudier, son épouse, Mathias, Martin et Basile, ses enfants, M. et M^{me} Jacques Boudier, ses parents, M^{me} André Habert, sa grand-mère, M. Alain Boudier, M. et M^{me} Marc Boudier, leurs enfants, ses frères, belle-sœur, neveux et nièces, ses oncles et tantes, ses beaux-parents et leurs enfants, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ses oncles et tantes, et ses amis, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Yves BOUDIER, survenu le 11 août 1994, dans sa quarante-cinquième année.

« N'ayez pas peur. » (Matthieu, XIV-27.) 16, rue des Peupliers, 76000 Rouen. Etelan, 76330 Saint-Maurice-d'Etelan. 16, rue des Brindes, 76600 Le Havre.

M. et M^{me} Charles Baur, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} François Baur, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Bernard, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Denise B. KAHN, survenue le 14 août 1994, dans sa quarante-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

78, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 45-66-77-13
Téléphone : 40-65-29-94
40-65-29-96

Anniversaires

— Le 18 août 1944 disparaissait, au camp de Mauthausen, Pierre DÉJEAN, né le 16 juillet 1912 à Auch (Gers), sous-lieutenant des Forces françaises combattantes, réseau « Mithridate », chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance.

Responsable dans la clandestinité de l'association des Éclaireurs de France pour la zone occupée, il fut arrêté le 2 septembre 1943 à Paris, emprisonné à Fresnes puis à Rennes et déporté le 6 avril 1944 du camp de Royallieu, à Compiègne.

De la part de M^{me} Jeanne Déjean, Jean-François et Marc Déjean, ses fils, Léo et Maurice Déjean, ses frères, Anne-Marie Roux-Déjean, sa sœur, Et toute la famille.

— A ceux qui gardent le souvenir de Boris FEERTCHAK,

décédé le 17 août 1979, une pieuse pensée est demandée pour le quinzième anniversaire de son décès.

— Le 18 août 1982,

Jacqueline HAUSER nous quitte.

Que ceux qui l'ont aimée aient une pensée douce pour elle.

« Soleil, je te viens voir pour la dernière fois. »

— Il y a cinquante ans,

l'Amiral Jacques TROLLEY de PRÉVAUX, responsable du réseau F-2,

et sa femme,

Charlotte (Lotta), lieutenant FFI, compagnon de la Libération, étaient fusillés par le Gestapo, à Bron (Lyon).

En souvenir, Aude Trolley de Prévau-Yung, Theodor - Alt. STS, 81737 Muenchen (RFA).

Souvenirs

— Souvenir, que la mémoire vive.

Il y a vingt ans, nous quitte, le 18 août 1974, âgé de soixante-huit ans,

Romain FOUASTÉ, meurt par les camps nazis, la guerre 1939-1945, les combats contre le fascisme, l'oppression des républicains d'Espagne (1936), l'atténue à la dignité de ses compatriotes français et européens, l'asservissement des pays colonisés.

Socialiste engagé (1926-1974), il lutta pour une société laïque, juste et généreuse. Enseignant (E.N.), diplômé de la faculté des lettres et sciences humaines de Toulouse, son haut savoir et sa grande pédagogie l'ont amené à défendre l'école publique (Nîmes, Arrau, Lannemezan), l'enseignement technique (HP-HG), l'enseignement des arts et des sports, l'enseignement spécialisé pour handicapés mentaux et physiques (Lannemezan, Toulouse). Montagnard averti, il pensa la réserve du Nébouvielle, le parc pyrénéen, les premiers pas de l'économie touristique (syndicat d'initiative d'Aure et du Louron). Skieur de renom, il a marqué l'esprit d'associations (Aurore) et des premières stations (Peyresourde, Saint-Lary). Homme de cœur, de tolérance et de sagesse, il donne l'exemple du Pyrénéen grave et vrai.

En témoignage de fidélité, M^{me} Simone Fournest-Maurens, professeur honoraire, son épouse, Le professeur Raymond Fournest et le professeur Isabelle Fournest, ses enfants, Sandrine, sa petite-fille, sa sœur, son frère et sa belle-sœur, ses neveux, petits-neveux et arrière-petits-neveux, sa parenté, alliés et proches, Ses amis, camarades et élèves.

« L'Aigillon fleuri », Quartier Saint-Euphrasie, 65240 Arrau, 23, rue Henri-Lemaitre, Côte pavée, 31500 Toulouse.

— Le 19 août 1944,

Charles SZARFSTEIN mourait dans les locaux de la Gestapo de Limoges.

Il avait trente-neuf ans, il était juif et la France se libérait.

Nous nous souvenons...

Jeanne, sa fille, Laure, Anne, Sylvie, ses petits-enfants, qui ont le regret de ne pas l'avoir connu, Thérèse, sa femme, Paulette et Shidey, ses sœurs, Ainsi que l'ensemble des membres de la famille et de ceux qui l'ont connu et aimé.

— La Société des rédacteurs du *Monde* a la grande tristesse de faire part du décès de

André PASSERON, André Passeron appartenait à cette société depuis 1960.

(Le Monde du 17 août et lire page 10.)

Nos abonnés et nos actionnaires, N'oubliez pas de nous adresser vos lettres de félicitation ou de critique au « Carnet du Monde », qui se fera un plaisir de vous adresser leur numéro de référence.

كلمة من الجليل

Le rapport du Fonds des Nations unies pour la population

L'émancipation des femmes permettrait de faire baisser la croissance démographique

Le rapport annuel du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) met l'accent sur l'émancipation des femmes, considérée comme un des moyens essentiels de stimuler le changement économique et social et de ralentir la croissance de la population pour parvenir à un « développement durable ». Pour les auteurs du rapport, rendu public mercredi 17 août, ce thème doit être l'un des axes du « programme d'action » présenté à la conférence internationale sur la population et le développement, organisée par le FNUAP au Caire, du 5 au 13 septembre.

Pour la direction du FNUAP, l'émancipation des femmes, axe majeur du développement social, car le sous-développement est notamment caractérisé par la situation défavorisée des femmes, est nécessaire pour assurer le « libre choix » du nombre et de l'espacement des naissances. Ainsi « on ouvre la voie à des familles de taille plus réduite et on ralentit l'accroissement démographique ».

Un accroissement préoccupant. Le monde, qui compte actuellement pas loin de 5,7 milliards d'habitants, devrait voir sa population passer à 6 milliards avant 1998 et probablement à 8,5 milliards en 2025, voire à 10 milliards en 2050, selon les projections « moyennes » de la division de la population de l'ONU (Le Monde du 5 août 1994). Chaque année, la population du globe s'accroît de quelque 94 millions d'individus, essentiellement dans les pays en voie de développement. Même si le rythme de croissance s'est ralenti dans de nombreux pays, il reste particulièrement rapide en

Afrique (2,9 % contre 1,7 % pour l'ensemble du monde). En 2025, ce continent devrait abriter 19 % des habitants de la planète au lieu de 9 % aujourd'hui.

Parallèlement, le nombre de pauvres risque d'augmenter, même si la proportion de démunis a diminué depuis le début des années 90. De même, si la production alimentaire a crû de 24 % au cours de la décennie précédente, elle a baissé de 5 % en Afrique, alors que la population y augmentait de 34 %. S'il s'agit d'assurer globalement la

« sécurité » des femmes et d'améliorer leur situation économique et sociale, le rapport s'attache en particulier à deux domaines : l'éducation et la santé, considérés comme besoins à long terme pour les politiques de développement et de population.

60 % des adultes analphabètes

En matière d'éducation, si la scolarisation primaire gagne du terrain, les écarts subsistent entre les sexes. Au début de la décennie, si ces écarts étaient généralement

faibles en Amérique latine, dans beaucoup de pays d'Afrique et d'Asie du Sud, la durée de scolarité des filles ne dépassait pas deux ans en moyenne, contre quatre pour les garçons. D'autre part, les femmes forment, estimées à 60 %, des 960 millions d'adultes analphabètes.

De même, en matière de santé, si l'espérance de vie générale s'allonge dans les pays en développement, les gains sont souvent moins importants pour les femmes. Cela tient à la discrimination à leur encontre, dès l'enfance — qui entraîne une « sur-

mortalité » féminine en Irak, en Iran, dans le sous-continent indien, et même en Chine, alors que la « surmortalité masculine » est la règle dans le reste du monde. Cela tient aussi à la mortalité maternelle — 500 000 décès par an —, treize fois plus élevée dans le tiers monde que dans les pays industrialisés, aux maladies consécutives aux accouchements (dix fois plus nombreuses encore que les décès en couches), les unes et les autres particulièrement nombreuses lors des grossesses précoces ou trop rapprochées,

ainsi qu'aux avortements pratiqués dans des conditions sanitaires précaires.

Au cours des dernières décennies, la planification des naissances a fait de considérables progrès. Selon les enquêtes réalisées dans quelque cent pays, plus de la moitié des couples en âge d'avoir des enfants, au lieu de 50 % vers 1960, utilisent aujourd'hui une méthode de contraception (ou de stérilisation). Les taux vont de 12 % en Afrique au sud du Sahara à près de 40 % en Afrique du Nord, plus en Asie du Sud et de l'Ouest, 58 % en Amérique latine. Mais ils diffèrent beaucoup selon les pays : de 4 % au Niger à 45 % au Zimbabwe en Afrique subsaharienne par exemple ; en Extrême-Orient, le taux est inférieur à 50 % aux Philippines, mais atteint 80 % en Chine ; en Amérique latine, il dépasse 70 % au Brésil, en Colombie ou au Costa-Rica.

Cependant, on estime qu'environ 120 millions de femmes — 20 % à 30 % des femmes mariées — ne recourent à aucune de ces méthodes, bien qu'elles souhaitent limiter le nombre des naissances (comme en Amérique latine) ou espacer celles-ci (comme en Afrique). Aussi le rapport plaide-t-il pour une politique de « santé génésique », l'élargissement des moyens de planification des naissances, et notamment la constitution de services « intégrés ». Ceux-ci devraient permettre d'assurer la contraception, le dépistage et le traitement de la stérilité ainsi que des maladies sexuellement transmissibles. Ils sont aussi un bon moyen de protection maternelle et infantile, assurent les auteurs du rapport du Fonds des Nations unies pour la population.

GUY HERZLICH

La campagne « pour la vie » de Jean-Paul II

Le pape s'est engagé tout le poids de son autorité dans ce qu'il n'hésite pas à appeler une « bataille pour la vie ». Cette campagne des autorités de l'Eglise catholique contre la politique démographique et familiale de l'ONU s'est traduite, depuis mars dernier, par des observations de Jean-Paul II à M^{me} Sadik, secrétaire générale de la conférence du Caire, par une lettre signée du pape et adressée le 18 mars à tous les chefs d'Etat représentés à l'ONU, par une mise en garde du cardinal Sodano, secrétaire d'Etat du Vatican, au corps diplomatique, par des prises de position des évêques européens, africains et américains, par un document du Conseil pontifical pour la famille, etc.

Des oppositions aux textes préparatoires de la conférence mondiale de l'ONU sur la population viennent aussi du gouvernement iranien et d'autorités musulmanes de l'université Al Azhar du Caire, qui reprennent, en partie, les analyses du Vatican. La position du Saint-Siège, dont la délégation à la conférence du Caire, comprendra pas moins de seize personnes, se résume en quatre points.

Surprenant : le Vatican estime que les « campagnes alarmistes » sur l'« explosion » démographique ne sont pas fondées. S'il faut prendre au sérieux les problèmes économiques, médicaux, écologiques créés par l'accroissement de la population, il dénonce « l'idéologie de la peur démographique », justifiant, selon eux, des politiques contraceptives et abortives, menées souvent à des fins mercantiles. Or, selon le récent document du Conseil pontifical pour la famille, l'histoire montre qu'il n'y a pas d'effet mécanique entre le contrôle de la

fécondité et la meilleure harmonisation du progrès ».

Liberté individuelle et responsabilité des Etats : une politique de contrôle des naissances ne saurait être contraignante, rappellent les récents documents de l'Eglise, qui estiment très grave le fait de lier l'octroi d'aides économiques à l'acceptation de programmes de contraception, de stérilisation et d'avortement. « L'Etat n'a pas à s'arroger dans ce domaine des responsabilités dont les couples ne sauraient être dessaisis », écrit le dernier document du Conseil pontifical pour la famille. Il ne peut exercer chantage, coercition ou violence. Toute politique démographique autoritaire, quelle soit soumise ou déclarée, est inacceptable.

Avortement : le Vatican ne reconnaît plus dans le document préparatoire de la conférence du Caire le « consensus » qui s'était

manifesté dix ans plus tôt à Mexico, selon lequel « en aucun cas, l'avortement ne doit être promu comme méthode de planification familiale ».

Il craint une reconnaissance généralisée de facto, sans restriction aucune, à l'échelle mondiale, du droit à l'avortement, celui-ci devenant ainsi une méthode, plus ou moins déguisée, de planification des naissances.

Famille : l'Eglise craint enfin que l'ONU, dans son document préparatoire du Caire, ne prenne son parti de l'éclatement des structures familiales, au profit des familles monoparentales ou des couples homosexuels. Les documents du Caire sont accusés de défendre une conception « individualiste et pragmatique » de la sexualité, contribuant ainsi à discréditer du mariage et des valeurs familiales.

H. T.

La plus importante OPA du secteur à 52 milliards de francs

American Home Products acquiert American Cyanamid et devient un des premiers mondiaux de la pharmacie

Menée au pas de charge, la tentative de rachat par American Home Products (AHP), cinquième laboratoire américain, de la deuxième entreprise du secteur, American Cyanamid, a finalement abouti mercredi 17 août. Pour convaincre le conseil d'administration de ce laboratoire d'accepter un rachat qu'il n'avait pas sollicité, AHP a dû relever fortement son offre pour la porter de 95 dollars à 101 dollars par action. Le prix proposé qui était de 8,5 milliards de dollars le 2 août atteignait désormais 9,7 milliards de dollars (52 milliards de francs). Il s'agit de la plus importante OPA (offre publique d'achat) effectuée dans l'industrie pharmaceutique à ce jour. Elle donne naissance à un nouveau géant se situant au troisième ou quatrième rang mondial.

La résistance aura duré l'espace d'un instant, car faute d'alliés, American Cyanamid n'a pu contre-attaquer. Alors que cette firme était en train de négocier un échange d'actifs avec le groupe anglo-américain Smithkline Beecham, cédant sa branche pharmaceutique pour se concentrer sur l'agrochimie, American Home Products (AHP) est venu troubler le jeu au début du mois en proposant de racheter l'ensemble d'American Cyanamid pour 8,5 milliards de dollars (Le Monde du 4 août). Immédiatement cette offre « non sollicitée » était rejetée par le conseil d'administration de l'entreprise qui tentait de trouver une parade.

Mais, d'entrée de jeu, la barre avait été placée très haut afin de décourager tout « chevalier blanc potentiel », selon l'expression des analystes, l'offre était supérieure de 50 % par rapport au dernier cours. S'étant porté récemment acquéreur d'un distributeur américain de médicaments pour 2,3 milliards de dollars, Smithkline Bee-

cham, faute de ressources, ne pouvait venir à la rescousse. Restaient alors les géants suisses ou allemands, connus pour leurs importantes disponibilités financières.

Afin de déjouer toute tentative de contre-attaque, les dirigeants d'AHP décidaient de majorer leur offre, la portant de 95 à 100 dollars par action, à condition qu'elle soit acceptée avant le 17 août. Face à cette pression financière, la prime étant de 60 % par rapport au cours de Bourse, les dirigeants d'American Cyanamid ont alors décidé de baisser leur garde et d'accepter cette proposition, moyennant un nouveau relèvement à 101 dollars par action...

Hausse des cours de toutes les valeurs

« Le conseil d'administration estime que les termes de l'offre et de la fusion sont loyaux » et « recommande à ses actionnaires d'accepter l'offre » indiquait alors l'entreprise, mercredi soir au

terme de l'accord de fusion. Cette OPA qui expirera le 14 septembre à minuit est la plus importante jamais réalisée dans le secteur de l'industrie pharmaceutique. Reste à savoir désormais comment AHP absorbera ce laboratoire qui lui permet de devenir l'un des premiers mondiaux du secteur. Vraisemblablement, le groupe ne devrait en garder que la partie purement pharmaceutique et céder les autres activités.

Mais d'ores et déjà, cet achèvement a eu une conséquence directe sur le marché boursier, entraînant une hausse des cours de toutes les valeurs du secteur qui pouraient être de nouveaux déjà élevés. Car le prix mis sur la table, démontre l'importance stratégique de cette industrie, notamment sur son premier marché mondial que sont les Etats-Unis. Comme si, pour s'adapter aux plans de limitation des dépenses de santé conçus un peu partout dans le monde, les groupes n'avaient pour seule solution que de se concentrer et contrôler l'ensemble de la chaîne,

partant de la recherche pour aller jusqu'au client final.

Les événements intervenus outre-Atlantique depuis un an illustrent parfaitement cette tendance née du souhait d'Hillary Clinton, l'épouse du président, de restreindre les frais médicaux pour en faire bénéficier le plus grand nombre d'Américains. Présenté à l'automne 1993, ce plan qui est toujours en discussion actuellement, a provoqué de grandes manœuvres. Avec la fin des hausses régulières des prix des médicaments, les industriels sont confrontés à un double défi apparemment contradictoire. Le premier est de poursuivre leur innovation, faute de quoi le groupe disparaît, et le second est de mieux maîtriser la distribution de produits pharmaceutiques afin de se développer dans l'automédication, promis à un futur certain, les médicaments sans ordonnance étant moins chers que les nouveaux produits et donc plus vendus.

Futurs bénéficiaires de la réforme Clinton

Pour répondre à cette double stratégie qui nécessite d'importants fonds, les groupes sont conduits à jouer les effets de taille, tant en amont en nouant des alliances ou en achetant la recherche des autres, qu'en aval en acquérant des réseaux de distribution. Ces réseaux qui négocient l'achat de médicaments et obtiennent souvent des réductions de prix sont considérés comme les futurs grands bénéficiaires de la réforme Clinton, étant un des points de passage obligés dans le système de diffusion des médicaments.

Cette tendance à l'intégration s'est amorcée en août 1993 lorsque l'américain Merck, numéro un mondial du secteur a mis 6 milliards de dollars sur la table pour s'offrir le grossiste Medco. En mai 1994, Smithkline Beecham annonçait son intention

de consacrer 2,3 milliards de dollars au rachat de Diversified Pharmaceutical, une société qui négocie la vente de médicaments aux assurances médicales et à des dizaines de milliers de pharmaciens. Un accord similaire était annoncé par Pfizer avec Value Health et par Rhône-Poulenc Rorer avec PBM Caremark. En juillet, c'était au tour du laboratoire Eli Lilly d'acheter pour 4 milliards de dollars, la société de gestion PCS Health Systems.

S'ils ne peuvent poursuivre leur recherche et assurer leur pérennité à long terme, les laboratoires sont contraints de se retirer ou de se vendre. En mai, le suisse Roche a pu ainsi mettre la main sur le laboratoire Symex pour 5,3 milliards de dollars. Ne pouvant mener correctement plusieurs activités de front, Kodak a préféré se concentrer sur la photographie et se désengager de la pharmacie. Une partie a été reprise en juillet par le français Sanofi (filiale d'Elf-Aquitaine) et l'autre est encore à la recherche d'acquéreur. Nul doute que les prix devraient grimper dans le sillage de l'OPA d'American Home Products. De plus, comme pour ajouter à l'effervescence ambiante, des rumeurs évoquent en début de semaine le lancement d'une OPA par le britannique Glaxo sur l'américain Eli Lilly.

DOMINIQUE GALLOIS

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 44-43-76-40

REPÈRES

CHINE

EDF est prête à prendre des parts dans la deuxième centrale nucléaire de Daya-Bay

EDF s'est déclarée vivement intéressée pour prendre des parts dans la seconde centrale nucléaire de Daya-Bay (Chine du sud), dont Pékin a autorisé il y a quelques jours la construction, a indiqué un porte-parole de l'entreprise nationale mercredi 17 août. L'agence Chine nouvelle, citant le président de la Guangdong Nuclear Power Joint Venture Co. Ltd., Wang Quanguo, avait indiqué le 13 août que le Conseil d'Etat chinois avait autorisé la construction de deux nouvelles centrales nucléaires dans la province méridionale du Guangdong, dont l'une sur le site de Daya-Bay, situé à 50 kilomètres de Hong-Kong.

Cette centrale, constituée de quatre réacteurs de 1 000 mégawatts chacun, sera construite à Lingao, à huit kilomètres au nord-est de la première centrale à deux réacteurs (de 800 mégawatts chacun) de Daya-Bay, inaugurée en février dernier. — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

L'inflation à son plus bas niveau depuis vingt-sept ans

Le rythme annuel d'inflation en Grande-Bretagne est tombé en juillet à son plus bas niveau depuis vingt-sept ans. Il est revenu de 2,4 % en juin à 2,2 % en juillet. « C'est une très bonne nouvelle », a commenté, mercredi 17 août, le Trésor britannique qui a fait observer que le rythme annuel d'inflation est inférieur à 3 % depuis maintenant dix mois. Cette sagesse des prix a été accueillie favorablement par la Bourse qui en a déduit qu'une hausse des taux d'intérêt était peu probable à court terme. Occultés par les bons chiffres de l'inflation, les chiffres de l'emploi, en revanche, sont plus préoccupants dans la mesure où ils montrent, derrière une légère baisse du nombre des chômeurs (-11 800 en juillet) que la croissance britannique ne donne pas les résultats escomptés en matière d'emploi.

Les vingt premiers groupes dans le monde

Rang	Laboratoires	Pays	Chiffres d'affaires Total (milliards de dollars)	Ventes de médicaments (milliards de dollars)
1	Merck	Etats-Unis	10,63	8,92
2	Glaxo	Grande-Bretagne	8,16	8,16
3	Bristol-Myers Squibb	Etats-Unis	11,41	6,52
4	Hoechst	Allemagne	27,89	6,02
5	SmithKline Beecham	Gr. Br./E.-U.	9,07	5,24
6	Pfizer	Etats-Unis	7,48	5,13
7	Amgen	Etats-Unis	8,30	4,78
8	Eli Lilly	Etats-Unis	6,45	4,76
9	Rhone	Suisse	9,70	4,55
10	Sandoz	Suisse	10,22	4,54
11	Johnson & Johnson	Etats-Unis	14,14	4,49
12	Ciba	Suisse	13,32	4,46
13	Takeda	Japon	6,36	4,32
14	Bayer	Allemagne	24,84	3,91
15	Rhone-Poulenc Rorer	Fr./E.-U.	4,02	3,49
16	Sankyo	Japon	4,65	3,44
17	Schering-Plough	Etats-Unis	4,34	3,37
18	Upjohn	Etats-Unis	3,61	3,01
19	Shionogi	Japon	3,10	2,94
20	American Cyanamid	Etats-Unis	4,28	2,87

Source : FT-James Capel

ÉCONOMIE

Tout en étant étroitement associée à la gestion du groupe de distribution

La Générale des eaux laisse la FNAC à François Pinault

Après d'ultimes heures de négociations, la Compagnie générale des eaux et le groupe Pinault sont parvenus, jeudi 18 août, à s'entendre sur l'avenir de la FNAC. La Générale des eaux, qui détient déjà 33,4 % de l'agitateur culturel, n'exerce pas son droit de préemption sur le solde des actions que le groupe Pinault veut acheter au Crédit lyonnais. Mais elle obtient, en revanche, un solide droit de regard sur la gestion. L'accord doit, toutefois, encore obtenir le feu vert de la commission de privatisation.

« Un excellent équilibre », se félicitait, au terme d'ultimes et complexes négociations, un proche du dossier. « François Pinault obtient la gestion de la FNAC sans avoir à racheter la participation de la Compagnie générale des eaux. Et cette dernière joue délibérément le moyen terme comme elle le souhaitait depuis le début. » Excellent ? Peut-être ! Mais l'équilibre, en tout cas, a été difficile à trouver. Ce n'est qu'en début de matinée, jeudi 18 août, avec une semaine de retard, que les deux protagonistes ont définitivement signé et rendu publics les termes de leur accord.

Le dossier, il est vrai, était complexe. Depuis plus d'un an, François Pinault voulait ajouter la FNAC à un empire riche déjà du Printemps, de Prisunic, de La Redoute et de Conforama. Une FNAC dont le Crédit lyonnais en

difficulté avait fini par lui céder, le 12 juillet, les 64,6 % qu'il détenait. Détentrice du solde, la Générale des eaux avait, elle, trois options devant elle : prendre 100 % de la FNAC en vertu d'un droit de préemption récemment renforcé ; vendre tout de suite, au contraire, sa participation au groupe Pinault ; attendre, enfin, que le redressement en cours de l'« agitateur culturel » se confirme, pour réaliser à terme une importante plus-value.

Depuis le début des discussions, Guy Dejouany, le tout-puissant patron de la Générale des eaux, tenait deux fers au feu. Il conservait sous le coude une lettre de préemption, bien qu'il ait fait dire qu'il n'avait pas l'intention de se lancer dans la distribution. Et, parallèlement, négociait son maintien dans le capital de la FNAC aux meilleures conditions.

Droit de regard

A 3 065 francs l'action - prix retenu pour la transaction entre le Lyonnais et Pinault et valorisant la société à 3 milliards de francs -, vendue tout de suite aurait conduit, en effet, la Générale des eaux à renoncer pratiquement à toute plus-value (le Monde daté 10). Or la FNAC vient d'annoncer un bénéfice net (part du groupe) en hausse de 20 % (60,6 millions de francs) et un chiffre d'affaires en hausse de 5,5 % (5,3 milliards de francs) pour le premier semestre de son exercice fiscal 1993-1994.

L'accord rendu public jeudi lie étroitement l'abandon par la Générale des eaux de son droit de

préemption au renforcement de son droit de regard sur la gestion. Et montre le souci des deux parties de trouver un équilibre dans leur poids respectif. Le pacte d'actionnaires prévoit, d'abord, la création d'un holding de contrôle de la FNAC, dont le groupe Pinault-Printemps-Redoute posséderait 66,6 % du capital et la Générale, le solde. Ce holding - qui n'a pas encore de nom - détendrait 97,9 % de la FNAC, ce pourcentage, précise le texte, « pouvant s'accroître à l'issue de la procédure de maintien de cours [en Bourse] qui sera mise en œuvre ».

Pinault-Printemps-Redoute sera majoritaire au conseil d'administration de la FNAC, qui l'un de ses représentants présidera. En revanche, la Générale détendra la présidence d'un comité stratégique consultatif auquel, selon le communiqué, « seront exposés les grandes orientations et les développements de la FNAC ». Un passage que l'on interprète dans l'entourage de Guy Dejouany, comme lui donnant un véritable droit de regard sur toutes les grandes décisions : choix des nouvelles implantations de magasins comme des éventuelles fusions, diversification, etc.

Le pacte prévoit aussi « un droit de préemption réciproque et un droit de cession conjointe au bénéfice de la Générale des eaux ». Si d'aventure le groupe Pinault-Printemps-Redoute cherchait à se désengager, précise-t-on au siège de la Générale des eaux, « nous aurions ainsi la possibilité de nous racheter, de refuser un acheteur ou

de demander à être racheté aussi ». Enfin, le pacte est prévu pour durer au moins jusqu'au 31 décembre 1997 et ouvre le droit pour la Générale, soit de le proroger, soit de se faire racheter ses titres. Le texte ne précise pas à quel prix. Mais, au terme de discussions agitées, elle aurait obtenu un prix plancher valorisant la FNAC aux environs de 4 milliards de francs.

Pour entrer en vigueur, toutefois, l'accord doit encore obtenir l'autorisation du ministre de l'économie après avis conforme de la commission de privatisation (le Crédit lyonnais est public). « La banque a transmis à la commission des éléments sur la transaction dès le mois de juin, précise un proche du dossier. Elle devrait donc se prononcer rapidement sur le pacte, d'abord, puis donner son avis conforme sur l'ensemble de la transaction. » Ce n'est qu'ensuite que l'ensemble de l'accord sera soumis aux autorités du marché. Pour décrocher la FNAC, François Pinault a donc dû beaucoup concéder. Et force est de constater qu'il ne laisse habituellement pas place aux actionnaires minoritaires dans les affaires qu'il contrôle. Difficile de dire, aujourd'hui, si la présence sournoise de la Générale des eaux dans la FNAC suscitera des frictions ou non. Mais le soin apporté par Guy Dejouany aux négociations est une indication supplémentaire de sa traditionnelle obstination.

PIERRE-ANGEL GAY

L'américain Kmart va céder des participations majoritaires dans plusieurs magasins spécialisés. Kmart Corp., deuxième groupe américain de distribution, va céder les participations majoritaires qu'il détient dans trois chaînes de magasins spécialisés en vendant des titres dans le public, a-t-on appris, mercredi 17 août, auprès de la firme. Cette décision a été prise à la suite de pressions des actionnaires du groupe pour que la direction antienne la rentabilité de ses autres magasins spécialisés dans la vente à prix réduits. Les trois chaînes de magasins spécialisés sont Borders-Walden Group (librairies), The Sports Authority (équipements et vêtements de sport) et OfficeMax (équipements de bureau). (AFP.)

Grâce à un accord global entre les élus, l'Etat et la CGT

Le site des anciens chantiers navals de La Ciotat va être « revitalisé »

Plus de cinq ans après la liquidation judiciaire de l'ex-société Normed et au terme de quatre mois de négociations, un protocole d'accord sur la revitalisation du site des anciens chantiers navals de La Ciotat a été officiellement signé, mercredi 17 août, à Marseille entre les élus, l'Etat et la CGT.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Chacun des acteurs de l'interminable feuilleton politico-syndical de La Ciotat aura fait un bout de chemin pour arriver, enfin, à la signature de cet accord par le préfet de région, Hubert Blanc, le président (UDF-PR) du conseil régional, Jean-Claude Gaudin, le président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, Lucien Weygand, le maire (UDF-PR) de La Ciotat, Jean-Pierre Lafont, et le syndicat CGT des anciens chantiers représenté par l'un de ses délégués, Pierre Tidda. Un accord qui prévoit essentiellement la création d'une société d'économie mixte (SEM) locale ayant pour objet la gestion, l'aménagement et la création d'activités industrielles et maritimes sur les 42 hectares du site.

L'Etat, la région et la commune, qui souhaitaient une reconversion complète du site, ont accepté le principe du maintien de sa vocation industrielle et maritime. La CGT et le département qui voulaient, au contraire, exclusivement relancer la construction navale lourde, ont admis une diversification des activités économiques.

L'accord prévoit essentiellement la création d'une SEM locale qui sera l'outil opérationnel unique de gestion pour l'ensemble du réaménagement et de la revita-

lisation économique des anciens chantiers. Son périmètre d'action englobera les 29 hectares du domaine public maritime ainsi que la quasi-totalité des 13 hectares du domaine privé de l'ex-Normed et le port de pêche et de plaisance, géré par le département.

Le capital (6 millions de francs) sera détenu majoritairement par la région et le département (30 % chacun) en l'absence de l'Etat qui versera en compensation une subvention forfaitaire minimale de 30 millions de francs, visant à équilibrer l'ensemble des opérations d'aménagement. La région et le département apporteront, de leur côté, une contribution de 15 millions de francs chacun, alors que la commune de La Ciotat prendra en charge un déficit foncier de 28 millions de francs (s'ajoutant à 30 millions de francs financiers d'études et de démolition).

L'accord prévoit par ailleurs la création d'une entreprise d'insertion, financée par l'Etat, qui favorisera le retour à l'emploi d'une centaine d'anciens salariés du chantier et diverses mesures individuelles de soutien (départ en préretraite d'une vingtaine de personnes âgées d'au moins cinquante-trois ans, embauche de quinze autres dans des établissements publics, prime à la création d'activités).

Parmi les projets déjà recensés, figure notamment celui d'un chantier de maintenance de grande plaisance. La CGT mise également sur un marché de transformation de trois péniches fluviales qui pourrait être confié aux salariés de l'entreprise d'insertion. Il n'y a cependant aucun repère sur les rangs pour la construction navale lourde.

GUY PORTE

Après la hausse aux Etats-Unis

Les marchés financiers attendent une baisse des taux d'intérêt allemands

Après la hausse américaine, la baisse allemande ? A la suite de la hausse des taux d'intérêt américains décidée par la Réserve fédérale, mardi 16 août, tous les regards des opérateurs financiers se sont dirigés vers Francfort où devait se tenir, jeudi 18 août, le premier conseil central de la Bundesbank après la trêve estivale. Le geste américain a été bien accueilli par les marchés mais sans excès. La Bourse de Paris a gagné 1,12 % mercredi, celle de Londres 1,37 % et celle de Francfort 0,89 %. Mais New-York a hésité et a clôturé avec une petite baisse de 0,21 %. Le dollar n'est pas arrivé à décoller de 1,55 mark malgré son soutien renforcé par les meilleurs taux américains. La séance à Tokyo, jeudi matin, s'est achevée dans l'incertitude avec un petit gain de 0,2 % de même qu'à Paris où enregistrait un repli de 0,38 % à l'ouverture.

En fait, la satisfaction des marchés ne pourra être totale sans un geste complémentaire allemand. Une baisse des taux allemands permettrait d'éclaircir la situation des marchés de capitaux pour quelques mois avec une confirmation de la déconnection entre les

deux rives de l'Atlantique : hausse du loyer de l'argent à-bas, baisse ici. Cette déconnection permettrait de mettre enfin l'évolution financière en conformité avec les besoins des économies réelles, puisque la reprise est déjà vieille de quatre ans aux Etats-Unis, alors qu'elle ne fait que commencer en Europe et doit encore se solidifier. Les experts estiment que la baisse des taux allemands va se poursuivre dans les prochains mois mais ils en attendent toutefois, et le plus tôt possible, un signal de confirmation. Si la Bundesbank reste immobile lors de cette réunion-ci, une petite incertitude demeurera, qui sera suffisante à perturber le bon « découplage » américain-européen. Les arguments qui poussent la Bundesbank à la détente sont connus : une progression moindre de la masse monétaire, une inflation qui est passée sous contrôle (les prix de gros ont baissé de 0,4 % en juillet ramenant leur évolution sur douze mois à 1,6 %) et, finalement, la faiblesse du dollar qui entraîne un renforcement du deutchmark. Tous ces facteurs sont positifs mais la gardienne du mark aime à rester imprévisible.

ALIMENTAIRE : Nestlé en négociation pour devenir numéro un du marché espagnol des crèmes glacées. - Le groupe alimentaire suisse Nestlé a confirmé, mercredi 17 août, qu'il était « en phase de négociation avancée » pour la reprise des participations de la banque Banco Bilbao Vizcaya (BBV) dans la branche espagnole des crèmes glacées et produits surgelés. BBV est actuellement le numéro deux du marché espagnol des crèmes glacées et produits surgelés devant Nestlé et derrière Unilever. Il possède dans ce secteur des participations majoritaires dans plusieurs sociétés qui réalisent un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de francs. (AFP.)

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 17 août ♦ Appréciation dans le calme

Malgré une petite baisse de tension en cours de séance, la Bourse de Paris a apprécié la hausse des taux d'intérêt intervenus la veille aux Etats-Unis, destinée à prévenir tout risque de surchauffe économique.

En hausse de 0,81 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a clôturé l'après-midi à 2 034,98 points.

Le marché a encore été bien calme avec un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs environ.

En Europe, les marchés obligataires étaient fermes en début de journée

avant des ventes « techniques » entraînant une baisse de 0,38 % sur le MATIF, à 114,22.

Le Bund allemand reculait égale-

ment de 0,38 %, selon les milieux financiers.

S'il est apprécié le geste de la Réserve fédérale américaine, les gestionnaires attendent de connaître la décision des autorités monétaires allemandes, le conseil de la Bundesbank se réunissant pour la première fois depuis un mois, jeudi 18 août. Si ces derniers jours les opérateurs étaient sceptiques sur une éventuelle modification de la politique monétaire allemande, mercredi ils modifient quelque peu leur opinion dans un sens plus favorable. Parmi les titres en hausse sensible on relevait SCOA (+ 7 %), SODECO et SCOR (+ 4 %). Progression de 3,2 % d'Accor, de 3,2 % de Pernod-Ricard et de 2,8 % de Castorama. Lafarge a pris 2,4 %, Bouygues 2,3 % et Rexel 2 %.

NEW-YORK, 17 août ♦ Indécise

Wall Street a évolué en dents de scie, mercredi 17 août, alors que les investisseurs soupçonnaient les effets de la hausse du taux interbancaire opérée la veille par la Réserve fédérale (Fed). Après avoir salué cette décision mardi en séance, les gestionnaires sont devenus plus prudents, s'interrogeant sur les conséquences économiques d'une telle mesure. L'indice Dow Jones a terminé en baisse de 8,08 points (- 0,21 %) à 3 776,48. La séance a été très active, comme la précédente, et 310 millions de titres ont été échangés.

Les valeurs en hausse ont été pourtant plus nombreuses que les titres en baisse : 1 190 contre 951, alors que 703 actions sont restées inchangées.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans s'est établi à 7,36 %, inchangé par rapport à la veille. L'ensemble des valeurs pharmaceutiques ont été renchérissées à la suite de la décision d'American Cyanamid d'accepter une offre hostile de rachat faite par American Home Products pour 101 dollars par action.

VALEURS	Cours du 16 août	Cours du 17 août
Alcoa	77 1/4	77 1/4
Alltel Signal Inc.	23 3/4	23 3/4
Amstar Express	27 1/2	27 1/2
AT&T	53 5/8	53 1/8
BellSouth Corp.	28 1/2	28 1/2
Boeing	48 1/8	48 1/8
Caterpillar Inc.	108 1/8	108 3/4
Chemical Bank	42 1/8	42 1/8
Coca-Cola	45 5/8	45 5/8
DuPont de Nemours	59 1/2	59 1/2
Eastman Kodak	48 3/4	48 3/4
Exxon	49 3/4	49 3/4
General Electric	48 1/2	47 7/8
General Motors	51	51 1/8
Goodyear Tire	34 3/8	34 3/8
IBM	64 1/8	64 1/8
International Paper	70 1/8	71 1/8
Morgan L.P.	66 1/8	66 1/8
McDonald Douglas	118 1/4	117 1/4
Rockwell International	33 3/4	34 1/8
International Mining	24 5/8	24 5/8
Philip Morris	55 1/8	54 7/8
Procter & Gamble	56 1/4	56 1/4
Sears Roebuck and Co.	46 1/8	45 3/4
Thyssen	81	81 1/4
Union Carbide	32 1/4	32 1/2
United Tech.	82 3/8	82 1/8
Westinghouse E.	12 1/8	12 1/4
Woodward	15 3/8	15 1/2

LONDRES, 17 août ♦ Forte progression

La Bourse de Londres a fortement progressé, mercredi 17 août, saluant les bons chiffres de l'inflation et du chômage britanniques ainsi que la réponse favorable de Wall Street au relèvement des taux d'intérêt américains la veille. L'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a clôturé en hausse de 43 points (1,37 %) à 3 190,3 points. La séance a été active, avec 766,2 millions de titres échangés contre 509,6 millions la veille.

Les opérateurs ont été bouleversés par la baisse inattendue des taux américains à 7,36 %, en baisse de 0,05 % par rapport à la veille.

Des achats liés à l'indice opérés juste avant la clôture ont permis au Nikkei de clôturer à la hausse, à 11 411,25 points.

d'intérêt britanniques. Par ailleurs, le nombre des demandeurs d'emploi a diminué de 11 800 personnes, le taux de chômage reculant à 9,3 % de la population active contre 9,4 % en juin.

VALEURS	Cours du 16 août	Cours du 17 août
Allied Lyons	5,82	6
BP	4,12	4,10
BT	3,77	3,77
Cadbury	4,67	4,73
Glaxo	6,29	6,35
ICI	5,94	5,94
Imperial Chemical	4,34	4,34
Johnson & Johnson	4,34	4,34
Roche	4,34	4,34
Shell	7,22	7,22
Unilever	11,29	11,28

TOKYO, 18 août ♦ Léger gain

La Bourse de Tokyo a clôturé sur une note indécise, jeudi 18 août, au terme d'une séance ternie.

Le nouveau repli du dollar sous la barre des 100 yens a incité les investisseurs à rester en coulisses. Le billet vert a terminé la séance à 99,88 yens jeudi à Tokyo, en baisse de 0,05 yen par rapport à la clôture de la veille.

Des achats liés à l'indice opérés juste avant la clôture ont permis au Nikkei de clôturer à la hausse, à 11 411,25 points.

VALEURS	Cours du 17 août	Cours du 18 août
Bridgstone	1 910	1 910
Casat	1 769	1 769
Fuji Bank	2 330	2 330
Hitachi	1 720	1 720
Hitachi Electric	1 760	1 760
Hitachi Heavy	811	814
Sony Corp.	5 890	5 890
Toyota Motors	2 100	2 170

CHANGES

Dollar : 5,3277 ♦

Le dollar est en repli, jeudi matin à Paris, à 5,3277 francs sur un marché très calme dans l'attente de la réunion de la restrée ce jour du conseil central de la Bundesbank qui pourrait décider d'une baisse de ses taux directeurs. Le deutchmark cotait 3,4332 francs contre 3,4285 francs mercredi en fin de journée.

FRANCFORT 17 août 18 août
Dollar (en DM) 1,5892 1,5893
Tokyo 17 août 18 août
Dollar (en yens) 100,83 99,88

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (16 août) 5 1/4 % - 5 3/8 %
New-York (15 août) 4 %

BOURSES

PARIS 16 août 17 août
SBF 1000 31-22-37
Indice CAC 40 2 035,25 2 034,98
SBF 1000 31-22-37
Indice SBF 120 1 396,77 1 403,74
Indice SBF 250 1 349,40 1 360,22

NEW-YORK (indice Dow Jones) 16 août 17 août
Industriel 3 784,57 3 776,48

LONDRES (indice Financial Times) 16 août 17 août
100 valeurs 3 190,3 3 190,3
30 valeurs 2 474,60 2 482,50

FRANCFORT 16 août 17 août
Dax 2 163,34 2 162,29

TOKYO 16 août 17 août
Nikkei Dow Jones 28 824,51 28 823,79
Indice général 1 663,75 1 663,79

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

S.E.U.	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	5,3230	5,3250	5,3314	5,3351
Yen (100)	5,3390	5,3464	5,3827	5,3934
Yen	6,5142	6,5194	6,4892	6,5094
Deutchmark	3,4304	3,4329	3,4359	3,4397
Franc suisse	4,8851	4,8899	4,8976	4,9056
Livre italienne (1000)	3,3488	3,3523	3,3561	3,3616
Livre sterling	8,2848	8,2863	8,2883	8,2898
Peseta (100)	4,0993	4,1041	4,0728	4,0793

TAUX D'INTERÊT DES EUROMONNAIES

S.E.U.	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	4 1/16	4 1/16	4 1/16	4 1/16	5 3/16	5 3/16
Yen	2	2 1/8	2 3/16	2 5/16	3 1/4	3 3/8
Yen	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6	6 1/4	6 1/4
Deutchmark	4 3/4	4 7/8	4 13/16	4 15/16	4 7/8	5
Yen	4	4 1/8	4 3/16	4 5/16	4 1/2	4 1/2
Livre italienne (1000)	5 5/8	9	9 3/16	9 7/16	9 7/8	10 1/8
Livre sterling	5	5 1/8	5 7/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16
Peseta (100)	7 3/4	8	7 15/16	8 3/16	8 3/16	8 7/16
Franc français	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 5/8	5 13/16	5 13/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

مكتبة الصالح

٥٥١ من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 18 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 6,13

Cours relevés à 11 h 15
CAC 40 : - 1.08 % (2012.93)

Grouped (1)	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-	VALUES	Compos-
-------------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------	--------	---------

Comptant (sélection)[illegible]

10

Cours prix.	Denier cours.	VALSING	Cours prix.
Étrangères			
580	—	Noranda Mines	105
670	—	Olivetti Priv.	7,50
135,50	—	Pillar Inc.	250,20
127	—	Waco Corp.	53,60
627	—	Rebeco	250,20
626	—	Rodamos N.V.	188
200	—	S&W	16,50
7,95	—	Suez S.P.A.	—
—	—	Suez Canal Pte	35
1146	—	SIF Alsbachberg	365,00
20	—	Toshiba Inc.	270
27,85	—	Toray Ind.	97
600	—	West Rand Cons.	5,95
1402	—	—	—
63	—	—	—
185	—	—	—
13	—	—	—
108	—	—	—
37	—	—	—
Cours-cote (sélection)			
105,20	—	Kastrol, Publising	91,20
330	—	Lectures Miroirs	245,50
50	—	Mobis	125,10
5550	—	Oil Com. Pharm.	260
100	—	Prestor Plastic	100
330,20	—	Renato	252,50
180	—	Sotias	212,50
55	—	St-Denisbourg (Ind.)	170
25	—	St-Gobain Cabot	100
453,00	—	St-Denisbourg Ind.	570
5	—	SPRI	919
7	—	SPRI "B" non	280,00
14,85	—	Westmar	50
142	—	—	—
206	—	—	—
22	—	—	—
329,00	—	—	—
Ind. et marché (sélection)			
22,70	—	Adesso	71,50
500	—	Ameco-Hemat. 2	245,50
900	—	Int. Computer	14,10
50	—	SPRI	75
100	—	N.S.C. Schmitz Ind.	119,00
910	—	Raffay-Cathartides	105
154,20	—	Sorlen Cos.	501
1320	—	Solco (Ind.)	45
20	—	Solco (Ind.)	187
210	—	TP-1	324
320	—	Thomson-Holm (Ind.)	544
1180	—	Unilap	425
18	—	Union Assur. Priv.	265
102	—	Vol et Cie	900
301	—	Wormin et CoFr2	301
163,70	—	—	—
145	—	—	—
205	—	—	—
202	—	—	—
202	—	—	—

--	--

[illegible]**Sicav** (sélection) 17 août[illegible]

[illegible]

ors-cote (sélection)

198,29	—	Koninkl. Polsteig	98,29
39	—	Lectures Monte *	181
88	—	Melins	155,10
5550	—	Oil Com. Phos. *	280
5550	—	Paric. Paricir *	280
100	—	Paricir *	552,58
85	—	Salin	215
5	—	St. Domingue/Ful *	1895
553	—	St. Gobe's Enail *	576
453,00	—	Schleibinger Ind. *	915
12	—	SEPA *	265,60
74,05	—	SPR *	580
142	—	Wester *	—
258	—	—	—
476	—	—	—
529,00	—	—	—

Grand marché (sélection

23,70	—	Infanow	71,50
599	500	Immob.Hotel 2 f.	246,50
592	—	Int. Computer	141,10
657	650	IPMA	—
620	—	M.S.C. Schuen My	715
910	914	Railway/Cathedral	185
154,30	—	Sorbo CB	507
282	—	Sylva 2	494
1230	—	Sales (Hy)	185
130	—	Sagra	331
195	—	TP-1	544
1208	—	Thamesford Ho/Mid	432
110	100	Utah	253
92	—	Veritas Asea/Mal	926
100	—	Viel et Cie s	229
391	381	Vincenzo in Conf2	338
163,70	—	—	—
170	—	—	—
446	—	—	—
202	—	—	—
282	281,50	—	—

ACTIONS

Arbel 2	458	458	Sofal
Arbel 3	458	458	Sofal
Arbel 3 C/Menore 2	458	458	Sofal
Arbel 3 C/Menore 3	458	458	Sofal
B&B 1000	700	700	Sofal
B&B 1000	700	700	Sofal
BTP (in col)	24.10	23.90	Sofal
Carbono	330	330	Sofal
Carbono Lorraine 2	240	240	Sofal
Case Podale 2	630	630	Sofal
CSC 1	320	320	Sofal
CSC 2	320	320	Sofal
CSC 3	320	320	Sofal
CSC 4	320	320	Sofal
CSC 5	320	320	Sofal
CSC 6	320	320	Sofal
CSC 7	320	320	Sofal
CSC 8	320	320	Sofal
CSC 9	320	320	Sofal
CSC 10	320	320	Sofal
CSC 11	320	320	Sofal
CSC 12	320	320	Sofal
CSC 13	320	320	Sofal
CSC 14	320	320	Sofal
CSC 15	320	320	Sofal
CSC 16	320	320	Sofal
CSC 17	320	320	Sofal
CSC 18	320	320	Sofal
CSC 19	320	320	Sofal
CSC 20	320	320	Sofal
CSC 21	320	320	Sofal
CSC 22	320	320	Sofal
CSC 23	320	320	Sofal
CSC 24	320	320	Sofal
CSC 25	320	320	Sofal
CSC 26	320	320	Sofal
CSC 27	320	320	Sofal
CSC 28	320	320	Sofal
CSC 29	320	320	Sofal
CSC 30	320	320	Sofal
CSC 31	320	320	Sofal
CSC 32	320	320	Sofal
CSC 33	320	320	Sofal
CSC 34	320	320	Sofal
CSC 35	320	320	Sofal
CSC 36	320	320	Sofal
CSC 37	320	320	Sofal
CSC 38	320	320	Sofal
CSC 39	320	320	Sofal
CSC 40	320	320	Sofal
CSC 41	320	320	Sofal
CSC 42	320	320	Sofal
CSC 43	320	320	Sofal
CSC 44	320	320	Sofal
CSC 45	320	320	Sofal
CSC 46	320	320	Sofal
CSC 47	320	320	Sofal
CSC 48	320	320	Sofal
CSC 49	320	320	Sofal
CSC 50	320	320	Sofal
CSC 51	320	320	Sofal
CSC 52	320	320	Sofal
CSC 53	320	320	Sofal
CSC 54	320	320	Sofal
CSC 55	320	320	Sofal
CSC 56	320	320	Sofal
CSC 57	320	320	Sofal
CSC 58	320	320	Sofal
CSC 59	320	320	Sofal
CSC 60	320	320	Sofal
CSC 61	320	320	Sofal
CSC 62	320	320	Sofal
CSC 63	320	320	Sofal
CSC 64	320	320	Sofal
CSC 65	320	320	Sofal
CSC 66	320	320	Sofal
CSC 67	320	320	Sofal
CSC 68	320	320	Sofal
CSC 69	320	320	Sofal
CSC 70	320	320	Sofal
CSC 71	320	320	Sofal
CSC 72	320	320	Sofal
CSC 73	320	320	Sofal
CSC 74	320	320	Sofal
CSC 75	320	320	Sofal
CSC 76	320	320	Sofal
CSC 77	320	320	Sofal
CSC 78	320	320	Sofal
CSC 79	320	320	Sofal
CSC 80	320	320	Sofal
CSC 81	320	320	Sofal
CSC 82	320	320	Sofal
CSC 83	320	320	Sofal
CSC 84	320	320	Sofal
CSC 85	320	320	Sofal
CSC 86	320	320	Sofal
CSC 87	320	320	Sofal
CSC 88	320	320	Sofal
CSC 89	320	320	Sofal
CSC 90	320	320	Sofal
CSC 91	320	320	Sofal
CSC 92	320	320	Sofal
CSC 93	320	320	Sofal
CSC 94	320	320	Sofal
CSC 95	320	320	Sofal
CSC 96	320	320	Sofal
CSC 97	320	320	Sofal
CSC 98	320	320	Sofal
CSC 99	320	320	Sofal
CSC 100	320	320	Sofal
CSC 101	320	320	Sofal
CSC 102	320	320	Sofal
CSC 103	320	320	Sofal
CSC 104	320	320	Sofal
CSC 105	320	320	Sofal
CSC 106	320	320	Sofal
CSC 107	320	320	Sofal
CSC 108	320	320	Sofal
CSC 109	320	320	Sofal
CSC 110	320	320	Sofal
CSC 111	320	320	Sofal
CSC 112	320	320	Sofal
CSC 113	320	320	Sofal
CSC 114	320	320	Sofal
CSC 115	320	320	Sofal
CSC 116	320	320	Sofal
CSC 117	320	320	Sofal
CSC 118	320	320	Sofal
CSC 119	320	320	Sofal
CSC 120	320	320	Sofal
CSC 121	320	320	Sofal
CSC 122	320	320	Sofal
CSC 123	320	320	Sofal
CSC 124	320	320	Sofal
CSC 125	320	320	Sofal
CSC 126	320	320	Sofal
CSC 127	320	320	Sofal
CSC 128	320	320	Sofal
CSC 129	320	320	Sofal
CSC 130	320	320	Sofal
CSC 131	320	320	Sofal
CSC 132	320	320	Sofal
CSC 133	320	320	Sofal
CSC 134	320	320	Sofal
CSC 135	320	320	Sofal
CSC 136	320	320	Sofal
CSC 137	320	320	Sofal
CSC 138	320	320	Sofal
CSC 139	320	320	Sofal
CSC 140	320	320	Sofal
CSC 141	320	320	Sofal
CSC 142	320	320	Sofal
CSC 143	320	320	Sofal
CSC 144	320	320	Sofal
CSC 145	320	320	Sofal
CSC 146	320	320	Sofal
CSC 147	320	320	Sofal
CSC 148	320	320	Sofal
CSC 149	320	320	Sofal
CSC 150	320	320	Sofal
CSC 151	320	320	Sofal
CSC 152	320	320	Sofal
CSC 153	320	320	Sofal
CSC 154	320	320	Sofal
CSC 155	320	320	Sofal
CSC 156	320	320	Sofal
CSC 157	320	320	Sofal
CSC 158	320	320	Sofal
CSC 159	320	320	Sofal
CSC 160	320	320	Sofal
CSC 161	320	320	Sofal
CSC 162	320	320	Sofal
CSC 163	320	320	Sofal
CSC 164	320	320	Sofal
CSC 165	320	320	Sofal
CSC 166	320	320	Sofal
CSC 167	320	320	Sofal
CSC 168	320	320	Sofal
CSC 169	320	320	Sofal
CSC 170	320	320	Sofal
CSC 171	320	320	Sofal
CSC 172	320	320	Sofal
CSC 173	320	320	Sofal
CSC 174	320	320	Sofal
CSC 175	320	320	Sofal
CSC 176	320	320	Sofal
CSC 177	320	320	Sofal
CSC 178	320	320	Sofal
CSC 179	320	320	Sofal
CSC 180	320	320	Sofal
CSC 181	320	320	Sofal
CSC 182	320	320	Sofal
CSC 183	320	320	Sofal
CSC 184	320	320	Sofal
CSC 185	320	320	Sofal
CSC 186	320	320	Sofal
CSC 187	320	320	Sofal
CSC 188	320	320	Sofal
CSC 189	320	320	Sofal
CSC 190	320	320	Sofal
CSC 191	320	320	Sofal
CSC 192	320	320	Sofal
CSC 193	320	320	Sofal
CSC 194	320	320	Sofal
CSC 195	320	320	Sofal
CSC 196	320	320	Sofal
CSC 197	320	320	Sofal
CSC 198	320	320	Sofal
CSC 199	320	320	Sofal
CSC 200	320	320	Sofal
CSC 201	320	320	Sofal
CSC 202	320	320	Sofal
CSC 203	320	320	Sofal
CSC 204	320	320	Sofal
CSC 205	320	320	Sofal
CSC 206	320	320	Sofal
CSC 207	320	320	Sofal
CSC 208	320	320	Sofal
CSC 209	320	320	Sofal
CSC 210	320	320	Sofal
CSC 211	320	320	Sofal
CSC 212	320	320	Sofal
CSC 213	320	320	Sofal
CSC 214	320	320	Sofal
CSC 215	320	320	Sofal
CSC 216	320	320	Sofal
CSC 217	320	320	Sofal
CSC 218	320	320	Sofal
CSC 219	320	320	Sofal
CSC 220	320	320	Sofal
CSC 221	320	320	Sofal
CSC 222	320	320	Sofal
CSC 223	320	320	Sofal
CSC 224	320	320	Sofal
CSC 225	320	320	Sofal
CSC 226	320	320	Sofal
CSC 227	320	320	Sofal
CSC 228	320	320	Sofal
CSC 229	320	320	Sofal
CSC 230	320	320	Sofal
CSC 231	320	320	Sofal
CSC 232	320	320	Sofal
CSC 233	320	320	Sofal
CSC 234	320	320	Sofal
CSC 235	320	320	Sofal
CSC 236	320	320	Sofal
CSC 237	320	320	Sofal
CSC 238	320	320	Sofal
CSC 239	320	320	Sofal
CSC 240	320	320	Sofal
CSC 241	320	320	Sofal
CSC 242	320	320	Sofal
CSC 243	320	320	Sofal
CSC 244	320	320	Sofal
CSC 245	320	320	Sofal
CSC 246	320	320	Sofal
CSC 247	320	320	Sofal
CSC 248	320	320	Sofal
CSC 249	320	320	Sofal
CSC 250	320	320	Sofal
CSC 251	320	320	Sofal
CSC 252	320	320	Sofal
CSC 253	320	320	Sofal
CSC 254	320	320	Sofal
CSC 255	320	320	Sofal
CSC 256	320	320	Sofal
CSC 257	320	320	Sofal
CSC 258	320	320	Sofal
CSC 259	320	320	Sofal
CSC 260	320	320	Sofal
CSC 261	320	320	Sofal
CSC 262	320	320	Sofal
CSC 263	320	320	Sofal
CSC 264	320	320	Sofal
CSC 265	320	320	Sofal
CSC 266	320	320	Sofal
CSC 267	320	320	Sofal
CSC 268	320	320	Sofal
CSC 269	320	320	Sofal
CSC 270	320	320	Sofal
CSC 271	320	320	Sofal
CSC 272	320	320	Sofal
CSC 273	320	320	Sofal
CSC 274	320	320	Sofal
CSC 275	320	320	Sofal
CSC 276	320	320	Sofal
CSC 277	320	320	Sofal
CSC 278	320	320	Sofal
CSC 279	320	320	Sofal
CSC 280	320	320	Sofal
CSC 281	320	320	Sofal
CSC 282	320	320	Sofal
CSC 283	320	320	Sofal
CSC 284	320	320	Sofal
CSC 285	320	320	Sofal
CSC 286	320	320	Sofal
CSC 287	320	320	Sofal
CSC 288	320	320	Sofal
CSC 289	320	320	Sofal
CSC 290	320	320	Sofal
CSC 291	320	320	Sofal
CSC 292	320	320	Sofal
CSC 293	320	320	Sofal
CSC 294	320	320	Sofal
CSC 295	320	320	Sofal
CSC 296	320	320	Sofal
CSC 297	320	320	Sofal
CSC 298	320	320	Sofal
CSC 299	320	320	Sofal
CSC 300	320	320	Sofal
CSC 301	320	320	Sofal
CSC 302	320	320	Sofal
CSC 303	320	320	Sofal
CSC 304	320	320	Sofal
CSC 305	320	320	Sofal
CSC 306	320	320	Sofal
CSC 307	320	320	Sofal
CSC 308	320	320	Sofal
CSC 309	320	320	Sofal
CSC 310	320	320	Sofal
CSC 311	320	320	Sofal
CSC 312	320	320	Sofal
CSC 313	320	320	Sofal
CSC 314	320	320	Sofal
CSC 315	320	320	Sofal
CSC 316	320	320	Sofal
CSC 317	320	320	Sofal
CSC 318	320	320	Sofal
CSC 319	320	320	Sofal
CSC 320	320	320	Sofal
CSC 321	320	320	Sofal
CSC 322	320	320	Sofal
CSC 323	320	320	Sofal
CSC 324	320	320	Sofal
CSC 325	320	320	Sofal
CSC 326	320	320	Sofal
CSC 327	320	320	Sofal
CSC			

769	765	Bolton (Ly) 2 #
195	—	Boisson (Ly)
770		F. & B. B. B. E. 1

	370		C.A. PAPER for 1
	236,10		Colours
	75		Control SW 1
	305,9		CRISP P.
Autogene	989	369	CPPI
	474		C.M.I.M 1
for 1	2500	2500	Cocoteur
tel	274,50		Creaks
for eth.	1020		Dauphin OTA
	602	601	Devedate 2
	132		Libar,Deluxe
			Edifice,Deluxe
			Eump Propulsion 2
			Fluxal
			Finacor
			G.I.M S.A.
			Grenograph
			L.C.C. 2

re de l'or LA BOURSE SUR MIN

Cours préc.	Cours 17/08
65500	64800
65500	65100
378	380
320	---
378	380
376	376
481	480
2440	2500
1350	1350
662,50	---
2465	2455
330	381

36-1!

TAPEZ LE MO

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

☎ 44-43-76-2

Matif /A

5 NDE	NOTIONNELLE		
	Nombre de contrats a		
É RE 6	Cours	Mars 95	5
	Dernier.....	113	
	Précédent...	113,12	

Marché à terme international de France)

L 10 % stimés : 191735		CAC 40 A TERME Volume : 22 143		
Sept. 94	Déc. 94	Cours	Août 94	Sept. 94
114,22	113,36	Dernier.....	2046	2049
114,60	113,76	Précédent...	2014	2021,50

1

	Oct. 94
	2058
	2031

LEMENT MENSUEL (1)

% de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : modification
di daté jeudi : paiement dernier coupon - Je
vation - Vendredi daté samedi : quantités de né

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux L = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES

0 = offert - d = demandé - 1 offre réduite - 1 demande réduite - / contrôle

Impacte au PEA

précédent
d'animation

JEUDI 18 AOÛT

TF 1

- 13.35 Feuilleton : Les Fous de l'amour.
14.25 Série : Côte Ouest.
16.15 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.30 Série : Hélène et les garçons.
18.55 Série : K 2000.
19.50 Alain Decaux raconte. La Libération.
20.00 Journal, Météo, La Minute hippique et Météo.
20.50 Série : Le JAR.
21.00 Les Dangers de la liberté, de José Deyan.
22.30 Clip : 3 000 scénarios contre un virus.
22.35 Magazine : 52 sur la Une.
23.00 Émission présentée par Pascal Sevran. Les meilleurs moments de l'émission avec Georgette Plana.
23.30 Série : Pêche d'été.
23.30 Le Cheval, avec Nicholas Campbell, Peggy Smithart.

FRANCE 2

- 13.45 Série : Haute tension. Frontière du crime, d'Yves Boissac, avec Nick Mancuso, Patrick Bruchon.
15.15 Tiroir, en direct de Vincennes.
15.25 Série : Riposte.
16.20 Variétés : La Chanson aux châteaux.
17.00 Émission présentée par Pascal Sevran. Les meilleurs moments de l'émission avec Georgette Plana.
17.10 Des chiffres et des lettres. Animé par Laurent Romejko.
17.25 Série : Quel de neuf docteur ?
18.05 Série : La Fête à la maison.
18.30 Série : Kung-fu, la légende continue.
19.59 Journal, Météo et Point route.
20.50 Jeu : Trésors du monde. Animé par Patrick Chénier et Nathalie Simon. Au Portugal, dans la région de Tramar.
22.20 Cinéma : Le Gagnant. Film français de Christian Gion (1978). Avec Odile Michel, Philippe Ruggieri, Henri Guyot.
23.50 Journal et Météo.

FRANCE 3

- 13.30 Série : Fruits et légumes.
14.00 Documentaire animalier.
14.50 Feuilleton : La Grande Vallée.
15.40 Série : La croisière s'amuse.
18.30 Série : 40° à l'ombre. Présenté par Sylvain Augier, en

- direct de Bando (Var). Invité : Jeanne Mas, Santiago.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepout.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.00 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Les Simpson.
20.35 Tout le sport.
20.45 Keno.
20.50 Cinéma : Quelqu'un de bien. Film italien de Gillo Pontecorvo (1989). Avec Marlon Brando, Evaristo Márquez, Renato Salvatori.
22.50 Journal et Météo.
23.10 Théâtre : La Trilogie marseillaise. Marius, Fanny, César pièce de Marcel Pagnol, adaptation et mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Jean-Pierre Darras, Laura Favari, Fabrice Roux.

CANAL +

- 13.30 Cinéma : Neige sur Beverly Hills. Film américain de Mark Karivsky (1987). Avec Andrew McCarthy, Jami Gertz, Robert Downey Jr.
15.00 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).
15.45 Cinéma : L'embrouille. Film dans le sec. De John Landis (1980). Avec Sylvester Stallone, Ornella Muti, Don Ameche. Stallone dans un rôle tenu par de Funès.
17.30 Surprises (et à 1.20).
17.40 Canaille peluche.
Orion et Olivia : X-Men.

- En clair jusqu'à 20.35
18.30 Court métrage : Zoo Cup.
18.33 Animations.
18.59 La Coccinelle de Goddard.
19.00 Magazine : Nulle part ailleurs. Meilleurs moments.
19.50 Flash d'informations.
20.00 Magazine : C'est pas le 20 heures. Présenté par Mouton.
20.35 Cinéma : Le m'appelle Victor. Film français de Guy Jacques (1993). Avec Claudio Buccella, Jeanne Moreau, Michelle Presle.
22.10 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Le Main sur le berceau. Film américain de Curtis Hanson (1991) (v.o.).
0.05 Le Journal du hard.

- 0.10 Cinéma : L'Esclave. Film américain, classé X, d'Alex de Renzy (1983). Avec Sierra, Randy Spears, Brittany O'Connell.
0.10 Six minutes première heure.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma : Le Dossier 51. Film français de Michel Deville (1978) (rediff.).
18.45 Documentaire : Le Pouvoir (rediff.).
19.00 Série : Assaulted Nuts. De Ray Cameron (v.o.).
19.30 Documentaire : Union des records soviétiques. De Boris Kustov et Vladimir Souvorov.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 P. Scènes thématiques : L'été des fêtes. Soirée conçue par Jean-Denis Bonan et Michel Cézanne.
20.41 Documentaire : Questions de stratégie. De Jean-Denis Bonan. Les stratégies amoureuses aujourd'hui.
21.15 Documentaire : 1914... 1994. La mise, le sang, le sexe et la mort. De Jean-Denis Bonan.
22.10 Documentaire : Les Mieux de l'amour. Les mots de la guerre. De Jean-Denis Bonan. Inventaire de quelques mots choisis.
22.30 TMI : Les Liaisons dangereuses. De Charles Brabant, avec Jean Négroni, Claude Degliame (13 min).

M 6

- 13.25 Téléfilm : Miss Brenda et son secret.
15.00 Musique : Plage des clips.
17.05 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les deux font le loi.
18.00 Série : Un fic dans la Mafia.
18.55 Série : Pour l'amour du risque.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Roseanne.
20.30 Météo des plages.
20.35 Magazine : E = M 6 (et à 5.10).
20.40 Magazine : Une tortue, un saut de Météo 6.
20.50 Comment se dirigent les tortues de mer des Caraïbes ?
20.50 TMI : Le Fils suicidé du X-1.

IMAGES

Cimaise

L'ACTUALITÉ n'est qu'une palette dont joue le reporteur d'images pour croquer ses contemporains. La caméra est son pinceau. Suivant les circonstances, elle devient sa brosse, son pistolet, son rouleau, son pochoir. Mais la qualité de son œuvre dépend aussi, naturellement, du sujet choisi et du genre recherché. Rien n'est plus académique, par exemple, qu'un portrait de Mr Jacques Vergès. Voilà un modèle qui prend le pose avec un plaisir toujours renouvelé sans jamais décevoir l'attente qui le sollicite. Placez-le en pied à côté d'une porte de prison, et il vous inspire sur-le-champ une fresque de la gloire des saints martyrs de la cause prolétarienne. Sa séance de l'autre soir devant le portail de la Santé devrait être reproduite dans toutes les galeries d'art théâtral. Quelle maîtrise dans le trompe-l'œil ! On le croit mis à nu et le voilà qui se livre au plus bel effet de manches ! Quelle pâte dans le modèle dialecticien ! Au Rwanda non plus, on ne manque pas de talents en ce moment. Quelle était belle, cette image d'Epinal où l'on voyait de fringants militaires à quatre épingles procéder à une protocolaire cérémonie de passation de pouvoirs. Tout y était : saluts réglementaires, claquements de talons, petit doigt sur la couture du pantalon, etc. Les valeureux soldats français passaient le relais aux soldats ghanéens, et ils tenaient à le faire savoir dans les formes conventionnelles en immortalisant l'instant de la remise du bâton de commandement à cette relève. Ce tableau allégorique était très coloré, digne

des scènes du fameux *Pont de la rivière Kwai*, un brin surréaliste compte tenu des misères moins civilisées croisées en masses d'exode dans le paysage.

Même au Rwanda il arrive d'ailleurs que le brossier d'images atteigne au comble de son art en accédant avec sa caméra à l'essentiel, c'est-à-dire à la peinture de l'âme humaine.

Il fallait plus que du talent pour saisir au vol, au travers d'un rideau de pluie, le geste de cette frêle silhouette, celle d'un petit garçon, qui s'accrochait avec l'énergie du désespoir à un parapluie dégingolée que le vent essayait de lui arracher. Il s'y agrippait comme si sa vie en dépendait, et toute l'absurdité de notre Rwanda quotidien était résumée dans cette aquarelle voilée à la bourrasque.

Il fallait beaucoup de cœur pour rendre dans leur pureté d'icônes les deux portraits de femmes que France 2 nous a présentés peu après. Deux mères de Kigali sur fond d'orphelinat. L'une n'avait toujours pas retrouvé son enfant perdu dans la guerre. Elle était d'un camp à l'autre, suivant le drapeau des malades, scrutant les visages. Nous n'oublierions pas son regard fixe, vide, noir comme un puits sans fond. A force de chercher en vain, elle semblait pétrifiée dans une prière muette. L'autre, au contraire, venait de retrouver enfin son petit garçon. Elle caressait ses joues du bout des doigts avec une pudeur extrême et son sourire resplendissait comme un vitrail au soleil levant. Merci pour ces touches de vérité.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

VENDREDI 19 AOÛT

TF 1

- 8.00 Série : Mémoires d'outre-tombe.
8.30 Série : Passions.
8.55 Météo (et à 7.10, 8.23).
9.00 Journal.
9.45 Club mini été.
10.30 Séries club été.
10.55 Télé-shopping.
8.55 Club Dorothée vacances. (et à 18.45)
Les quatre filles du docteur March ; Ramona un dani ; Olive ; Dragon Ball 2 ; L'homme ; Salut les Muscles ; Clip ; etc.
11.35 Jeu : Une famille en or.
11.55 Jeu : Le Flou de la fortune.
12.25 Jeu : La Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo, Tout compte fait et Météo des plages.
13.35 Feuilleton : Les Fous de l'amour.
14.25 Série : Côte Ouest.
16.15 Série : Extrême limite.
18.30 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.55 Série : Hélène et les garçons.
19.50 Alain Decaux raconte. La Libération.
20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.
20.50 Feuilleton : Les Contes de la forêt. De Jean Sagols, avec Mireille Darc, Pierre Vaneck (7^e épisode).
21.00 Le conte du duel meurtrier entre Hélène et les.
22.30 Série : Perry Mason. La Dernière Note, de Ron Sato, avec Raymond Burr, Barbara Hale.
23.00 Une chanteuse de rock est assassinée.
0.05 L'Entrepôt du diable. Le Plume empoisonnée, de Timothy Bond, avec John D. LeMay, Robby.
0.55 Journal et Météo.
1.05 Jeu : Millionnaire.
1.35 TF 1 nuit (et à 2.40, 3.40, 4.15).
1.45 Concert : Deuxièmes Rencontres internationales de quatuors à cordes. Quatuor op. 96 « Américain », de Dvorak, par le Quatuor de Pissolo ; Quatuor n° 2, de Borodine, par le Quatuor d'Antoni.
2.45 Documentaire : Histoire de la vie.
3.45 Documentaire : Histoire naturelle (et à 5.05).
4.25 Série : Intrigues.
4.45 Musique.

FRANCE 2

- 5.55 Dessin animé.
6.05 Feuilleton : Monsieur Belvédère.
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 Feuilleton : Amourusement vôtre.

- 8.55 Feuilleton : Amour, gloire et beauté. Série : Happy Days.
9.45 Dessin animé : Les Enfants du Mondial.
10.10 Hanna Barbara Dingo Dong. Les Jetsons ; Les Fous du volant ; Capitaine Cavagne ; Rocket Sales Orilles ; George et Co.
11.15 Flash d'informations.
11.20 Jeu : Motus.
11.50 Jeu : Pyramide (et à 3.20).
12.20 Jeu : Qui le meilleur gagne (et à 13.20).
12.55 Journal, Bourse et Point route.
13.45 INC.
13.50 Série : Haute tension. Notoriété, de Collin Bucksey, avec Johnn Shea, Jenny Robertson.
15.20 Série : Riposte.
16.00 Variétés : La Chanson aux châteaux. Émission présentée par Pascal Sevran. Les meilleurs moments de l'émission avec Georgette Plana. Avec Charles Dumont, Maurice Larcange, Jean-Marie Thibault, Irina Barilcher, Marc Pascal, Herbert Leonard, Lionel Suarez, Valmy, Francis Liniel, Simone Langlois.
16.55 Jeu : Des chiffres et des lettres. Animé par Laurent Romejko.
17.25 Série : Quel de neuf docteur ?
17.50 Série : La Fête à la maison.
18.15 Série : Kung-fu, la légende continue.
19.59 Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.50 Téléfilm : Le Mur du silence. De Philip Saville, avec Warren Mitchell, Bill Paterson. Enquête dans une communauté hassidique anglaise après deux meurtres. Enregistré au Palais des Glaces.
22.40 Journal et Météo.
0.05 Feuilleton : Helmut.
1.10 Série : L'Amour en héritage.
2.10 Documentaire : Jean-Christophe Averty. Documentaire : Pérou, histoire de Yolanda.
3.00 Dessin animé.
3.55 24 heures d'info.
4.15 Documentaire : Ingres.
5.05 Série : Miss Manager et ses footballs.

FRANCE 3

- 6.00 Euronews.
7.00 Bonjour les petits loups. La Couronne magique ; Boumbo ; Les Aventures de Tintin ; l'Affaire Tournesol.
7.50 Les Minikéums.
8.30 Enquête du temps. Artisans, quel avenir ?

- 10.45 Continentales d'été. Présenté par Nicolas Don. Série : The Twilight Zone. La quatrième dimension (v.o.). A 11.05, Batman ; A 11.30, les meilleurs moments des émissions des pays de l'Est de l'Europe.
11.40 La Cuisine des moussquetaires.
11.55 Flash d'informations.
12.03 Magazine : Estivales. Les basses et les jardins du Sud-Est.
12.45 Journal.
13.00 Série : Bizarre, bizarre.
13.30 Série : Fruits et légumes.
14.00 Documentaire animalier.
14.50 Feuilleton : La Grande Vallée.
15.40 Série : La croisière s'amuse.
16.30 Magazine : 40° à l'ombre. Invités : Nette, Marc Morgan.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.00 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Les Simpson.
20.35 Magazine : Thalassa. On sort pique-niquer les baigneurs 7 de Ramon Gutierrez et Philippe Spinau (rediff.).
21.45 Magazine : Faut pas rêver. Magasinez : l'extraordinaire aventure de Jean Laborde, de Régis Michel et Yvon Baudin ; France : quand la bête sera morte, de Jean-Marie Hoste et Eric Mingant ; Pérou : terre de paillards, de Philippe Vieilles.
22.35 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Aléas. Grand-père carabin, de Gérard Martin ; Anyev-eur-Oies, de Patrick Le Gall ; Guérilleros malgré lui, d'Irène Richard ; Silvia et la chaux vive, de Thierry Nolin.
23.50 Documentaire : Les Cavaliers de la nuit. Amériques. Amimaya, de Denis Pinnig ; Zapata mort ou vif, de Patrick Le Gall ; Amazonie française, de Gérard Doudy.

CANAL +

- En clair jusqu'à 7.24
6.59 Pin-up (et à 7.23, 12.29, 0.43).
7.00 CBS Evening News.
7.24 La Coccinelle de Goddard.
7.25 Canaille peluche.
Winifred Pott : Albert le cinquième moussquetaire ; Les et Gaspard ; Chipie & Clyde.
8.25 Animations (et à 18.33).
8.45 Surprises (et à 10.45, 15.15, 5.00).
9.00 Cinéma : Une place à prendre. Film américain de Bryan Gordon (1991). Avec Frank Whaley,

- Jennifer Connelly, Barry Corbin.
10.20 Action langoureuse. Magazine : L'Œil du cyclone.
11.05 Cinéma : Juste avant l'orage. Film franco-suisse de Bruno Herbolot (1992). Avec Laura Morante, Christophe Malavoy, Zabou.
En clair jusqu'à 13.30
12.30 Flash d'informations.
12.35 P. Documentaire : Gens ordinaires en transit. d'Angela Pope.
13.30 Cinéma : Star Trek 6, terre inconnue. Film américain de Nicholas Meyer (1991). Avec William Shatner, Leonard Nimoy, DeForest Kelley. Effets spéciaux et nostalgia.
15.35 Cinéma : La Puissance de l'ange. Film américain de John Badham (1982). Avec Stephen Dorff, John Gielgud, John Gielgud.
17.48 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.00

- 18.30 Court métrage : Zoo Cup.
18.59 La Coccinelle de Goddard.
19.00 Magazine : Nulle part ailleurs. Meilleurs moments.
19.45 Flash d'informations.
19.50 Sport : Football. Nantes-PG, en direct ; à 20.00 coup d'envoi.
22.00 Sport : Athlétisme. Réunion de Bruxelles.
23.00 Flash d'informations.
23.05 Cinéma : Fais comme chez toi ! Film américain de Frank Oz (1982). Avec Steve Martin, Goldie Hawn, Dana Delany.
0.45 Cinéma : Un crime. Film français de Jacques Deray (1992). Avec Alain Delon, Manuel Blanc, Sophie Broustal. Une histoire que ne tient pas debout.
2.10 Cinéma : Neige sur Beverly Hills. Film américain de Mark Karivsky (1987). Avec Andrew McCarthy, Jami Gertz, Robert Downey Jr.
3.45 Le Journal du hard.
3.50 Cinéma : L'Esclave. Film américain, classé X, d'Alex de Renzy (1983). Avec Sierra, Randy Spears, Brittany O'Connell. Porto du mois.
5.20 Cinéma : Un procès à Berlin. Film américain de Leo Penn (1987). Avec Martin Sheen, Sam Wanamaker, Sean Penn. A voir pour Martin Sheen et Sean Penn.
6.50 Surprises.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités américaines et françaises de la semaine du 13 août 1944, commentées par Marc Ferro et Ridgway B. Knight (rediff.).
17.55 Magazine : Nacadam. Nina Simone, la légende. Documentaire de Frank Lord (rediff.).
19.00 Série : Assaulted Nuts. De Ray Cameron, avec Elaine Hausman, Wayne Knight (v.o.).
19.30 Documentaire : Transmises du monde. Lisbonne, ligne 28. De Rüdiger Hertzog.
19.45 Documentaire : La Brousse épineuse. De Reinhard Fiedler.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 P. Téléfilm : Des souris et des chats. De Hajo Gies, avec Mario Adorf, Brigitte Janner.
22.10 Documentaire : Cuba, une révolution sans espoir. de Klaus Kieber.
23.00 Cinéma : Alexandre encore et toujours. Film franco-égyptien de Youssef Chahine (1980). Avec Youssef Chahine, Tahia Carica (v.o., 101 min).

M 6

- 7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.50, 11.45).
7.05 Les Matins de Marie (et à 8.05).
9.05 M 6 boutique (et à 14.30).
9.35 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 1.00, 8.30).
10.55 Série : Campus Show.
11.20 Série : Lasse.
11.40 Infoconsommation.
11.55 Série : Papa Schultz.
12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Téléfilm : Détective de père en fils.
15.00 Musique : Plage des clips.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les deux font le loi.
18.00 Série : Un fic dans la Mafia.
18.55 Série : Pour l'amour du risque. Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Roseanne.
20.30 Météo des plages.
20.35 Magazine : Capital.
20.40 Téléfilm : CAT, commando antiterroriste. De William Friedkin, avec Joseph Cortese, Stephen W. James.
22.35 Série : Mission impossible. Billard électronique.
23.35 Série : Fantômes.
0.00 Les Enquêtes de Capital (et à 5.40). Bonneton.
0.25 Six minutes première heure.

- 0.35 Culture rock (et à 6.05). La saga de 1988. On a marché sur le rock.
2.30 Rediffusions. Sports et découverte : L'aviation du passé et du futur ; Salsa opus 4 (Venezuela) ; L'Irlande, voyage au pays des Gaels.

FRANCE-CULTURE

- 19.40 Musique : Du jazz pour tout bagage. L'écossais S. Albert Ayler, saxophone dynamite.
19.55 Carnets de voyage. Chrétiens d'Orient en terre d'Islam (rediff.).
20.55 Rencontres d'écrivains francophones à Québec. La rectitude politique (5) de la connaissance.
21.55 Les Chémises. Louis Massignon. Un prophète du dialogue entre Orient et Occident. 5. Le droit du sacré (rediff.).
22.25 Lettres de Chine.
22.40 Musique : Nocturne. La fondation Paul Scher. Du jour au lendemain.
6.05 L'été des philosophes. Avec Daniel Dobbs, Michel Surya et Francis Marnade pour la revue Lignes 21 (rediff.).
0.50 Coda. Le quatuor Nomad.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 France-Musique l'été. A 20.30, Concert (en direct de la cathédrale de Sion) : Magnificat sopra Praeter rerum serium, de Lassus ; Siebat Mater, O beata Trinitas, de Palestrina ; Officium defunctorum, de Victoria ; Praeter rerum serium, motet, de Des Prés, par The Gabrieli Consort Players, dir. Paul McCreech.
22.30 Concert (donné le 20 février à Monte-Carlo) : Obéron, ouverture, de Weber ; Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol majeur, de Prokofiev, par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, dir. Jansug Khachidze.
0.05 Jazz nuit. Par Xavier Privost, Joël Drouin et la Trio de Michel Zenino, contrebasse, avec André Villager, saxophone, Bruno Zianelli, batterie.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde

TEMPS LIBRE

Prévoyant une rentrée « sous le signe du social »

Les socialistes préparent une campagne d'« explication » sur le bilan économique du gouvernement

« La rentrée politique se fera sous le signe du social », a annoncé, mercredi 17 août, Jean Glavany, porte-parole du PS, au terme de la réunion de rentrée du bureau national de son parti. Il a précisé que l'« université d'été » du PS, prévue du 1^{er} au 4 septembre à La Rochelle, donnera le coup d'envoi d'une mobilisation des cadres du parti pour « une explication aux salariés de ce pays de la situation réelle du plan économique et social », et pour « essayer d'ouvrir des perspectives nouvelles ».

Au cours de la réunion du bureau national, beaucoup ont constaté, pour la déplorer, « la très forte présence médiatique du gouvernement durant tout cet été ». Henri Emmanuelli n'a pas caché les difficultés qu'il avait rencontrées, en tant que premier

secrétaire, « à faire passer les messages dans les médias ».

Malgré les propos rassurants d'Edouard Balladur, M. Glavany a également confirmé que les socialistes seront « très mobilisés » sur le dossier de la privatisation de Renault. « Le gouvernement, a-t-il déclaré, brade le patrimoine national pour payer ses dépenses de fonctionnement courantes. Cela, c'est le signe d'une faillite économique, et nous voulons la dénoncer ».

Claude Bartolone et Daniel Percheron, tous deux membres du secrétariat national et proches de Laurent Fabius, ont réclamé la démission du PDG de la régie. Louis Schweitzer, directeur de cabinet de Laurent Fabius quand, de 1981 à 1986, celui-ci occupa différentes fonctions ministérielles. Cette revendication étant

jugée aussi prématurée que pittoresque, M. Emmanuelli a calmé les ardeurs en indiquant qu'il demandera à s'entretenir prochainement avec M. Schweitzer.

Le dépôt des contributions

Par ailleurs, le bureau national a confirmé la date impérative du 24 août pour le dépôt des contributions au congrès de novembre. Pour l'heure, il est acquis que, dans un souci de clarté, M. Emmanuelli sera le seul signataire d'un premier texte, un deuxième étant aussi annoncé, fruit d'une réflexion commune de certains amis de Pierre Mauroy, de Lionel Jospin et de Michel Rocard, plus d'autres personnalités, dont Martine Aubry.

D. C.

Trois disparitions

Le philosophe israélien Yeshayahu Leibovitz

Yeshayahu Leibovitz, l'un des philosophes à la fois les plus controversés et les plus respectés en Israël et dans le monde juif, est mort jeudi à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Né à Riga, capitale de la Lettonie, il avait fait ses études à Berlin en 1919, puis avait émigré en Palestine en 1935.

Juif pratiquant, appartenant à la mouvance dite « traditionaliste » (à ne pas confondre avec ce que l'on désigne par ultra-orthodoxie), Yeshayahu Leibovitz avait une formation scientifique et devint rapidement professeur de chimie à l'université hébraïque de Jérusalem. Il participa à toutes les guerres du jeune Etat d'Israël. Très vite il s'intéressa à la vie publique israélienne, sans toutefois exercer jamais aucun mandat électif, ni avoir jamais appartenu à aucun parti.

D'abord partisan d'un « Etat selon la Torah », ses positions de plus en plus critiques vis-à-vis de

du monde politique israélien, l'amèneront à souhaiter la séparation de la religion et de l'Etat, position encore réaffirmée dans les entretiens publiés fin 1993 par Le Monde-Editions, sous le titre de *La Mauvaise Conscience d'Israël*. A ce titre il critiqua toute sa vie, au nom des intérêts de la religion, la politique de *status quo* avec le monde religieux et orthodoxe pratiquée par David Ben Gourion.

Cet érudit polyglotte, qui, outre sept langues, parlait et lisait le français, se préoccupait de voir le lien entre les juifs du monde se défaire. Il prit une part active à l'élaboration de l'*Encyclopédie hébraïque*, le premier ouvrage du genre en hébreu moderne. Pour cet admirateur du philosophe juif médiéval Maïmonide, face à l'évidence du triomphe des sciences, l'accès à la Torah ne pouvait être le fruit que du respect de « valeurs », celles que véhicule la

tradition biblique et juive.

C'est au nom de ces « valeurs », qu'une fois l'émotion de la victoire israélienne de 1967 passée, Yeshayahu Leibovitz se mit à attaquer de plus en plus la politique de l'Etat juif. Ses provocations, ses écarts de langage, son ironie mordante souvent mal perçue de ses ennemis aussi bien que de ses partisans lui valurent de nombreux adversaires. En 1993, une commission d'intellectuels indépendants l'avait proposé pour le « prix d'Israël », la plus haute distinction honorifique du pays dans le domaine des arts des sciences et des lettres, mais il avait renoncé de lui-même à cette distinction devant le tollé. Témoin d'un univers culturel qui n'est plus, Yeshayahu Leibovitz demeurera sans doute l'un des penseurs juifs les plus importants de ce siècle.

NICOLAS WEILL

Un suspect détenu dans l'affaire de la Josacine empoisonnée

La petite Emilie aurait été victime d'une méprise dans un crime passionnel

Une méprise, commise par un homme qui tentait d'assassiner le mari de sa maîtresse, serait à l'origine de l'empoisonnement au cyanure de la petite Emilie Tanay, le 11 juin dernier, au Havre, a révélé, jeudi matin 17 août, Radio-France-Normandie.

Cet homme, Jean-Marc Deperrois, chef d'entreprise et adjoint à la mairie de Gruchet-le-Valasse (Seine-Maritime), a été mis en examen et se trouve détenu depuis la fin du mois de juillet. Selon Radio-France-Normandie, M. Deperrois projetait d'empoisonner le mari de Sylvie Tocqueville, mais il se serait trompé et aurait versé le cyanure dans l'antibiotique (Josacine) que prenait la petite Emilie.

Selon la radio, Sylvie Tocqueville aurait été mise hors de cause et M. Deperrois nierait toujours les faits.

Une secrétaire de mairie dont il était l'amant et à qui la petite Emilie Tanay avait été confiée par ses parents pour la journée. Le 11 juin, il se serait introduit dans la maison des Tocqueville pour empoisonner un flacon de médicament que prenait le mari de sa maîtresse, Jean-Michel Tocqueville, mais il se serait trompé et aurait versé le cyanure dans l'antibiotique (Josacine) que prenait la petite Emilie.

Selon la radio, Sylvie Tocqueville aurait été mise hors de cause et M. Deperrois nierait toujours les faits.

CORSE : explosion à la direction de l'équipement de Bastia. - Une bombe a explosé mercredi soir, 17 août, devant la direction départementale de l'équipement de Bastia (Haute-Corse), causant d'importants dégâts à la façade du bâtiment. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, n'a fait aucune victime.

ATTENTAT : explosion devant une mosquée d'Orange. - Une bombe a explosé devant une mosquée d'Orange (Vaucluse), dans la nuit de mardi 16 à mercredi 17 août, causant des dégâts matériels. L'attentat n'a pas été revendiqué.

L'ESSENTIEL

INTERNATIONAL

La triste saga des réfugiés méos

359 000 Méos avaient fui le Laos dans les années 70, après l'arrivée au pouvoir des communistes. Le peuple s'est alors trouvé dispersé dans le monde entier. A l'heure de la réconciliation, les derniers réfugiés des camps thaïlandais envisagent sans enthousiasme un retour dans leur pays d'origine (page 4).

COMMUNICATION

Le budget de la future chaîne éducative

La Cinquième, qui devrait émettre à partir du 15 décembre, bénéficiera en 1995 d'une enveloppe de 815 millions de francs. Son président, Jean-Marie Cavada, souhaite en consacrer plus de la moitié aux programmes. La grille commence à se dessiner, qui alternera émissions tous publics et séquences plus ciblées (page 10).

CULTURE

Shakespeare et Hiroshima au Festival d'Edimbourg

Du 14 août au 3 septembre, le festival écossais mélange allègrement tous les arts. C'est le théâtre qui, cette année, a fait événement, avec notamment deux pièces de répertoires très différents : *Antoine et Cléopâtre* de Shakespeare, montée par Peter Zadek, et *The Seven*

FAIT DIVERS : identification du cadavre découvert dans un placard à Mulhouse. - Les examens scientifiques ordonnés par le parquet de Mulhouse (Haut-Rhin) ont permis d'établir l'identité de la jeune femme dont le corps, en état de décomposition avancée, avait été retrouvé dans l'armoire d'un appartement du centre-ville (le Monde du 17 août). Il s'agit bien de Catherine Schirmer, vingt et un ans, morte par strangulation, dont la famille était sans nouvelles depuis mai. Les enquêteurs recherchent le compagnon de la jeune femme, un homme de trente-deux ans, divorcé.

Streams of the River Ota, spectacle du Canadien Robert Lepage traitant du monde après Hiroshima (page 16).

ECONOMIE

American Home Products acquiert American Cyanamid

L'OPA du cinquième laboratoire national sur la dixième entreprise du secteur est le dernier épisode des grandes manœuvres qui secouent l'industrie pharmaceutique américaine depuis un an (page 17).

SERVICES

Abonnements 4
Carnet 16
Marchés financiers 18-19
Météorologie 20
Mots croisés 20
Radio-télévision 21

La télématique du Monde :
36 15 LEMONDE
36 17 LMDOC
et 36-29-04-56

DEMAIN

Temps libre
Pratiqué depuis des millénaires par les indiens, toléré par l'Eglise catholique péruvienne, le culte des Apus, les dieux précolombiens, draine chaque année au sanctuaire de Cuzco, près de Cuzco, des milliers de pèlerins.

Le numéro du « Monde » daté jeudi 18 août 1994 a été tiré à 413 596 exemplaires

Expulsé de France

en « urgence absolue »

Un imam risque quinze ans de prison en Turquie

L'imam turc Kasim Unal, expulsé vendredi 12 août de France et placé en garde à vue à son arrivée à l'aéroport d'Istanbul, a été interrogé, mardi 16 août, par la police politique turque. Kasim Unal devait être présenté après l'interrogatoire devant le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat, devant laquelle il risque une peine de quinze ans de prison.

Imam principal de la mosquée de Sochaux (Doubs), M. Unal, de son vrai nom Abdurrahman Ciftoglu, âgé de trente ans, avait été expulsé en « urgence absolue » par décision du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, pour avoir appelé, publiquement, à « une action violente à l'encontre du premier ministre turc ». M. Tansu Ciller. Selon les autorités françaises, M. Unal serait membre de l'AFID (Etat fédéral islamique d'Anatolie), un groupe intégriste sunnite turc dirigé de Cologne (Allemagne) par l'imam Cemaladdin Kaplan.

Lors d'un entretien accordé au Monde le 17 novembre 1993, Charles Pasqua assurait que la France ne pouvait prononcer des mesures d'expulsion à l'égard de réfugiés politiques « qu'à la condition de leur trouver un pays de destination, qui ne peut naturellement pas être un pays dans lequel leur vie serait menacée ». A la suite de l'opération « Rouge-rose », lancée le 18 novembre 1993 contre les soutiens présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui avait abouti à la transmission aux autorités turques d'une liste d'une vingtaine d'opposants kurdes, M. Pasqua s'était engagé à ce qu'aucun des interpellés ne soit expulsé vers la Turquie (le Monde du 26 janvier 1994). Interrogé par le Monde, mercredi 17 août, sur la qualité de réfugié politique de M. Unal et sur les raisons de son expulsion, le ministre de l'Intérieur n'a voulu faire « aucun commentaire ».

H. M.

Un séisme a fait plusieurs dizaines de morts en Algérie

Un tremblement de terre s'est produit à Mascara (Ouest algérien), dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 août. Selon un bilan officiel provisoire de la préfecture de Mascara, rapporté jeudi matin par la radio, 125 personnes ont été tuées et 237 autres blessées. Les zones les plus touchées seraient Bou-Henli et la ville thermale de Bou-Hanifia. Le séisme de magnitude 5,4 sur l'échelle de Richter selon l'Institut de Physique du Globe de Strasbourg, a affecté aussi les villes de Mascara et du Sig et a été ressenti à Oran. Il a été suivi de deux répliques enregistrées une heure et quatre heures après la secousse principale. Les dégâts matériels seraient importants, ainsi que le nombre de sans-abri, selon les premières indications. Un mouvement de panique a été enregistré à Oran, à une centaine de kilomètres au nord de Mascara. - (APR)

Emile Letournel, spécialiste de chirurgie orthopédique

Le professeur Emile Letournel, spécialiste de chirurgie orthopédique de réputation internationale, est décédé, mardi 16 août, des suites d'un cancer généralisé. Il avait soixante-six ans.

Emile Letournel, était une personnalité complexe, hors du commun, mêlant timidité et orgueil, cet orgueil qui peut être un défaut chez les riches et devenir une qualité chez les pauvres. Né à Saint-Pierre-et-Miquelon en 1927, ce boursier du Territoire est venu à Paris pour faire de la chirurgie.

Passé à l'internet, il fut remarqué par le doyen Gaston Cordier qui le recommanda à son ami Robert Judet. Aussitôt celui-ci l'adopta. C'était en 1956. Devant Emile Letournel s'ouvrait la voie qui devait le mener à l'aggrégation. Toute sa vie, il restera fidèle à celui qui est demeuré notre unique maître commun, Robert Judet. Il donna bien vite au service d'orthopédie du centre médico-chirurgical de la porte de Choisy une renommée qui dépassa les frontières. Et Emile Letournel fut un des chirurgiens orthopédistes les plus connus de par le monde.

On ne peut pourtant pas dire qu'il ait été d'un abord facile, à moins qu'il n'ait lui-même décidé de séduire. Même ses amis les plus intimes redoutaient ses retournements d'humeur. C'était en fait sa façon de se préserver lui-même. En chirurgie orthopédique, il pouvait tout faire, mais il excellait dans trois domaines : le traitement des polytraumatisés, qui lui ouvrit le monde de la formule 1 où il fit des merveilles ; le traitement des infections osseuses, enfin et surtout, le traitement chirurgical des fractures du cotyle (1).

Avec lui disparaît l'homme au monde qui connaissait le mieux le traitement de ces fractures difficiles. Lancé sur ce sujet par Robert Judet, il lui fallut toute l'opiniâtreté dont il était capable pour ordonner et classer ces fractures en même temps qu'il en codifiait le traitement toujours chirurgical. Quelques semaines avant sa mort, il a encore pu opérer un cotyle très difficile et reprendre à trois reprises une réduction et une fixation qu'il jugeait imparfaites.

Dans son dernier ouvrage sur les fractures du cotyle, il a pu donner des résultats dans plus de 1 000 cotyles qu'il avait opérés. Pour réaliser ce traité, il a fait preuve d'une rigueur intellectuelle totale. Aucun échec, aucune difficulté ne sont esquivés : la marque de la vraie grandeur. Malheureusement il n'a pas su - ou pas voulu - former d'élèves.

La chirurgie orthopédique vient de perdre un de ses plus brillants représentants en France et dans le monde, mais le monde n'oubliera pas son nom.

JEAN LAGRANGE
de l'Académie de chirurgie.

(1) Le cotyle est un os qui supporte le fémur.

Vasken I^{er}, patriarche de l'Eglise apostolique arménienne

Chef spirituel de l'Eglise apostolique arménienne, qui regroupe la quasi-totalité des fidèles arméniens dans le monde (7 millions environ, dont 4 millions en diaspora), le patriarche Vasken I^{er} est décédé, mercredi 17 août à Echmiadzin, siège de cette Eglise en Arménie.

Né le 20 septembre 1908 à Bucarest (Roumanie), Garabed Abraham avait fait toutes ses études dans la capitale roumaine, avant de devenir doyen de l'Ecole arménienne de Bucarest. Auteur de nombreux ouvrages philosophiques et pédagogiques, il avait fait sa thèse de doctorat sur la

Révolution française. Ordonné prêtre en 1943, archimandrite en 1948, il est devenu évêque en 1951, prélat des Arméniens de Roumanie et de Bulgarie. Il avait été élu patriarche sous le nom de Vasken I^{er} le 30 septembre 1953. L'Eglise apostolique arménienne fait partie, comme les coptes et les syriaques, des Eglises orientales qui reconnaissent les trois premiers conciles, avant celui de Chalcédoine au V^e siècle. Ses fidèles sont partagés en deux obédiences : les catholiques d'Echmiadzin en Arménie et les catholiques de Cilicie (Turquie) repliés au Liban (Antélias) après le génocide arménien par les Turcs en 1917.

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE
LES PERES FONDATEURS DE LA SCIENCE

Sigmund FREUD
Comment fut découverte la psychanalyse
Découvrez la trajectoire qui a conduit Sigmund Freud à poser les bases d'une nouvelle approche thérapeutique des maladies mentales : la psychanalyse !

DES HISTOIRES RICHES EN DECOUVERTES

مكتبة العلم